

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX.

LES
DOCTRINES POLITIQUES
DE ROBESPIERRE

« En fait de politique rien n'est utile que
ce qui est juste et honnête.

» ROBESPIERRE. »

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 5 février 1907, à deux heures du soir.

PAR

J. DEYMES

AVOCAT A LA COUR



BORDEAUX

Imprimerie, rue du Hautoir, 56

1907

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX.

LES
DOCTRINES POLITIQUES
DE ROBESPIERRE

« En fait de politique rien n'est utile que
ce qui est juste et honnête.
» ROBESPIERRE. »

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 5 février 1907, à deux heures du soir.

PAR

J. DEYMES

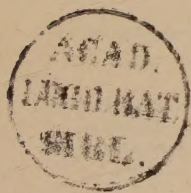
AVOCAT A LA COUR



BORDEAUX

Imprimerie, rue du Hautoir, 56

1907



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

DOYEN ET PROFESSEUR HONORAIRE : M. BAUDRY-LACANTINERIE *, O I.

PROFESSEURS	}	MM. SAIGNAT, *, O I.
HONORAIRES		BARCKHAUSEN, O. *, O I., membre correspondant de de l'Institut.

MM. MONNIER *, O I., Doyen, professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire du Droit public français* (doctorat).

DE LOYNES O I., professeur de *Droit civil*.

VIGNEAUX O I., professeur d'*Histoire du Droit*.

LE COQ *, O I., professeur de *Procédure civile*.

LEVILLAIN O I., professeur de *Droit commercial*.

MARANDOUT, O I., professeur de *Droit criminel*.

DUGUIT O I., assesseur du doyen, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*, chargé d'un cours complémentaire de *Principes du Droit public et Droit constitutionnel comparé* (Doctorat). *Sciences politiques et Economiques* et d'un cours d'*Histoire du Droit Français* (Doctorat juridique).

DE BOECK O I., professeur de *Droit International public*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit international privé* (Licence).

DIDIER O I., professeur de *Droit maritime* et de *Législation industrielle*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit commercial approfondi et comparé* (Doctorat).

CHÉNEAUX O I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil approfondi* (Doctorat).

SAUVAIRE-JOURDAN O A., professeur d'*Économie politique et Science financière*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation et Économie coloniales* (Doctorat).

BENZACAR O A., professeur d'*Économie politique*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation Française des finances et Science financière* (Doctorat).

FERRON O A., professeur de *droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil comparé* (Doctorat) et d'un cours d'*éléments du « Droit civil »* (capacité).

BARDE, O I., professeur de *Droit administratif*, chargé d'un cours complémentaire d'*éléments du « Droit public »* et « *Droit administratif* » (capacité).

FERRADON O A., professeur de « *Droit romain* », chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire des doctrines économiques* » (Doctorat).

MM. BENOIST O I., secrétaire.

PLATON O I., ancien élève de l'École des Hautes Études, sous-bibliothécaire.

LALANNE *, commis au secrétariat.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. DUGUIT, professeur (assesseur du Doyen)	président.
VIGNEAUX, professeur	} suffragants.
BARDE, professeur	

DILECTISSIMIS MEIS

INTRODUCTION

Cette étude est une contribution à l'histoire des idées politiques et sociales. Son but unique est d'exposer les systèmes et d'analyser les thèses politiques de Robespierre.

Esprit impersonnel, tout imprégné de la philosophie et des doctrines en cours, Robespierre devait s'étudier dans les ancêtres de sa pensée; aussi avons-nous successivement placé les idées des maîtres en politique du XVIII^e siècle en regard de celles du député du Tiers-Etat d'Artois. Ce parallèle permettra de discerner les éléments qui ont participé à la formation des théories de Robespierre.

Après avoir distingué ces diverses influences, nous examinons les idées politiques essentielles et les problèmes sociaux qui semblent avoir retenu principalement l'attention de Robespierre. Enfin, en dernière analyse, se pose la question suivante: à travers quelques changements de pensée rencontre-t-on chez Robespierre des idées permanentes qui puissent permet-

tre d'affirmer l'existence d'une doctrine, du premier jour arrêtée?

L'étroite connexité de la politique et des questions sociales est une raison suffisante pour expliquer pourquoi, au milieu de thèses exclusivement politiques, on a traité de problèmes économiques.

Et maintenant, faut-il parler des sources dont cet essai politique tire sa documentation?

A l'exemple de Taine, de M. Aulard et de nombreux historiens, nous avons surtout ajouté foi aux documents contemporains, aux journaux influents de l'époque et très rarement aux ouvrages de seconde main. En voici la raison : aux jours des grands débats, les orateurs du temps se réservaient le soin de donner le tour définitif aux paroles qu'ils venaient de prononcer à l'Assemblée publique ; ainsi revus, ainsi limés, les discours se livraient à la publicité dont disposait le parti de l'orateur. Parfois, en supplément, paraissaient, dans le *Point du Jour* de Barrère, les discours corrigés de Robespierre, et le *Journal des Jacobins* insérait avec transport sa moindre répartition. La vanité d'auteur ne semble-t-elle pas la meilleure garantie de l'exactitude de ces reproductions?

Parmi ces journaux, le *Défenseur de la Constitution* de Robespierre tient naturellement une place très importante ; seules les *Lettres à ses Commettants* peuvent être mises sur le même rang.

Quelques biographies retentissantes, entre autres « l'Histoire de Robespierre », par E. Hamel, ne se trouvent point parmi nos références. Est-ce un oubli, une négligence ? Nullement ; nous avons écouté le conseil

de l'historien, pour qui la Révolution et les ouvrages sur cette époque n'ont plus de secrets, M. Aulard, qui présente Hamel comme « un apologiste systématique de Robespierre » (1).

Un motif identique fait tenir pour suspect le témoignage de Louis Blanc, auquel il est préférable d'adopter ceux de Mignet et de M. Aulard.

Nul ne désapprouvera cette préférence s'il relit la conclusion de l'avertissement de l'ouvrage de M. Aulard: « Quant à l'état d'esprit où je me suis trouvé en écrivant ce livre, je dirai seulement que j'ai voulu, dans la mesure de mes forces, faire œuvre d'historien et non pas plaider une thèse. J'ai l'ambition que mon travail puisse être considéré comme un exemple d'application de la méthode historique à l'étude d'une époque défigurée par la passion et par la légende (2). »

(1) *R. de la Rév. franc.*, par A. Aulard, t. XXXIV.

(2) A. Aulard, *II. polit. de la Rév. franc.*

CHAPITRE PREMIER

De la formation intellectuelle de Robespierre.

INFLUENCE DE MONTESQUIEU, DE ROUSSEAU, DE MABLY,
DE LA CONSTITUTION AMÉRICAINE.

Montesquieu, au début même de son « *Esprit des Lois* », inscrivait cette épigraphe : « *Prolem sine matre creatam* ». Semblable qualification ne saurait convenir qu'aux rares ouvrages d'élite qui se classent dans « la petite catégorie des livres qui renversent pour toujours le cours de la pensée humaine (1) ». En dehors de cette catégorie, l'étude d'idées ou de doctrines exige un regard vers les antécédents, vers les prédécesseurs de l'institution ou de l'homme à observer. C'est pour satisfaire à cette nécessité qu'avant d'exposer les pensées politiques de Robespierre, nous en rechercherons la filiation. Cette recherche

(1) Bryce, à propos de l'*Esprit des Lois*.

n'est point facilitée par les indications du député du Tiers-Etat d'Arras. En effet, sauf pour l'influence de Rousseau, qui se manifeste clairement dans nombre de ses discours, nous serons amenés, pour découvrir les sources des idées politiques de Robespierre, à déduire, de ses écrits et de ses paroles, des origines, tantôt probables, tantôt assurées.

Cependant, nous ne tirerons point ces déductions au hasard, mais en nous souvenant qu'à la fin du XVIII^e siècle, tout « honnête homme » ne pouvait point ne pas posséder certains penseurs, certains philosophes. Parmi ces philosophes qui allaient « devenir réellement, quoique indirectement, des législateurs, comme la légende le disait des philosophes antiques, deux hommes sont au premier rang, soit à raison de leur génie, soit à raison de l'influence qu'ils ont exercée : Montesquieu et J.-J. Rousseau (1) ».

Dans le monde de la pensée, qui donc aurait songé à se soustraire à l'influence de ces maîtres ? Certainement point Robespierre, doué d'une si grande facilité d'assimilation.

A côté de ces influences dominantes, prend place un écrivain tel que Mably, « le prophète et le conseiller de la Révolution (2) ». De même, à la Constitution américaine du 17 décembre 1789 (3), Robespierre em-

(1) Esmein, *Dr Constit.*, chap. I, p. 161.

(2) Aulard, *H. de la Rév. franç.* p. 4.

(3) On peut choisir comme date de la Constitution soit 1787, l'année de son vote, soit 1788, celle de son acceptation par le nombre réglementaire d'états, soit enfin celle de 1789, celle où elle reçut sa pleine application. Bryce, *La république américaine*, t. I^{er}.

pruntera-t-il certaines idées, et peut-être que son esprit classique se développa à l'étude de la Déclaration américaine. Ceux, que préoccupait l'avènement de théories politiques nouvelles ne devaient point ignorer la loi constitutionnelle d'un gouvernement, dont les bases fondamentales reposaient sur les principes philosophiques en faveur.

« Le plus célèbre, le plus admiré, le plus écouté » des penseurs de 1789, écrit M. Aulard, c'est l'abbé Raynal. Les soirées de Robespierre s'écoulèrent longues et nombreuses sans doute, dans la lecture de l'« Histoire philosophique des deux Indes », car le souvenir de cette œuvre de Raynal jaillira fréquemment dans le cerveau du constituant et se traduira, dans ses discours, par des réminiscences faciles à reconnaître.

* * *

L'influence de Montesquieu est de celles, dont on dirait fort justement, qu'elles régnèrent sur le monde. En Amérique, « l'oracle de leur philosophie politique était le Traité de Montesquieu sur l'« Esprit des Lois » écrivait Bryce, en parlant des représentants d'Etats réunis en Convention pour élaborer la Constitution américaine. En Europe, et particulièrement en France, dans les diverses lois politiques, nous apercevons la trace des idées de ce philosophe. Pour les hommes de 1789, l'autorité de Montesquieu valait dogme, et le respect de cette puissance provoqua, au sein de la Constituante, la formation d'un parti, dont un chef s'appelait Mirabeau, et les membres, Mounier, Clermont-Tonner-

re, Lally-Tollendal. « Monarchiens », les surnommèrent-on plus tard avec ironie ; néanmoins, leur intervention dans les débats constitutionnels fut souvent décisive, et l'illustre mort, qui parlait en eux, recueillit bien des fois l'assentiment de tous les groupes de la Constituante.

Le système politique, qui rallia autour de Montesquieu des esprits à tendances si diverses, est principalement exposé dans l'Esprit des Lois, sous l'impersonnalité de la Constitution anglaise. Dans ces pages, « qui ont exercé l'influence la plus profonde sur le droit constitutionnel de l'Occident (1) », Montesquieu parle du gouvernement représentatif, qu'une évolution historique, commencée en Angleterre lors de l'année 1688, allait transformer en régime parlementaire (2). D'un mot, distinguons nettement ces deux régimes. L'un et l'autre se composent d'éléments identiques : un chef d'Etat, des ministres, un Parlement ; la différence essentielle réside dans la responsabilité ministérielle. Le régime représentatif admet seulement la responsabilité pénale des ministres ; le régime parlementaire « n'est pas autre chose que la responsabilité ministérielle poussée à ses dernières limites (3) ».

La théorie de la représentation politique séduisit

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 46.

(2) Le premier pas du gouvernement parlementaire fut la chute du ministère de Lord North en 1782, à la suite d'une motion de blâme.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 111.

Robespierre au point qu'il est indéniable « que Robespierre a emprunté à Montesquieu la théorie de la représentation, comme à Rousseau la théorie de la souveraineté nationale ». En juxtaposant la pensée de ces deux théoriciens sur ce point, nous constaterons des similitudes susceptibles de nous révéler les relations directes entre « le véritable père de l'histoire du droit et de la sociologie » et le « moqué » de la Constituante.

Le peuple en corps, détenteur de la souveraine puissance devrait, à l'image de tout homme libre, se gouverner lui-même. Exercer son propre pouvoir, ne serait pour la nation que son droit incontestable; mais cet usage direct de la souveraine puissance se heurte à une impossibilité absolue dans les grands Etats, et à de nombreuses difficultés dans les petits. « Comme, dans un Etat libre, tout homme qui est censé avoir une âme libre doit être gouverné par lui-même, il faudrait que le peuple en corps eût la puissance législative; mais comme cela est impossible dans les grands Etats et est sujet à beaucoup d'inconvénients dans les petits; il faut que le peuple fasse par ses représentants tout ce qu'il ne peut faire par lui-même (1). » N'étant pas « propre à gérer par lui-même (2) », le peuple, qui « est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité (3) », nommera des « magistrats » char-

(1) Montesquieu, *Esprit des Loix*, L. XI, ch. VI.

(2) Montesquieu, *op. cit.*

(3) Montesquieu, *op. cit.*

gés de cette gestion. Ces intermédiaires seront ses représentants. Cette sorte de mandat ne constituera point un ensemble de pouvoirs sans limites: « Le peuple qui a la souveraine puissance doit faire par lui-même tout ce qu'il peut bien faire, et ce qu'il ne peut pas bien faire, il faut qu'il le fasse par ses ministres (1). »

A grandes lignes, voilà le système de la représentation que Montesquieu proposait dans l'Esprit des Lois.

Le 21 septembre 1789, l'Assemblée Constituante écoutait les débats qui s'élevaient autour de l'élaboration de la loi constitutionnelle; Robespierre y prenait la parole et dans un long discours — discours-programme, le qualifierait notre langage politique moderne — il adoptait la théorie de la représentation. Exprimant, en des termes presque identiques, l'idée que nous soulignons dans l'Esprit des Lois au sujet de la représentation, il disait: « Comme une grande nation ne peut exercer encore la puissance législative et qu'une petite ne le doit peut-être pas, elle en confie l'exercice à des représentants dépositaires de ce pouvoir » (2). Sauf peut-être dans l'esprit de Robespierre une restriction mentale moins rigoureuse, des impossibilités d'un futur gouvernement direct, la proposition du rhéteur ressemble, à s'y méprendre, à celle du philosophe.

(1) Montesquieu, *op. c.*, l. II, chap. II.

(2) Archives Parlementaires, 1^{re} série, t. IX. Annexe, 21 septembre 1789.

On remarque l'identité de pensées, non seulement à propos du régime en soi, mais encore au point de vue des limites à imposer à l'exercice de la représentation : « La démocratie est un état où le peuple souverain, guidé par des lois qui sont son ouvrage fait par lui-même tout ce qu'il peut bien faire et par des délégués tout ce qu'il ne peut faire lui-même » (1). On ne peut mieux revêtir, d'une forme semblable, une idée similaire.

Ces divers rapprochements démontrent une parenté certaine entre Montesquieu et Robespierre pour la théorie de la représentation, puisque, dans celui-ci, nous lisons souvent l'expression même de la pensée de celui-là. Mais, à ces identifications, ne se borne point l'influence du philosophe sur le rhéteur ; et quand on parcourt certains chapitres de l'Esprit des Lois, révélateurs d'une connaissance si approfondie des différents gouvernements susceptibles de régir les hommes, on aperçoit maintes maximes, nombre de préceptes, dont Robespierre émaillait ses discours.

« Dans un état populaire, écrit Montesquieu, il faut un ressort de plus qui est la vertu (2) ». Robespierre de transcrire : « Quel est le principe fondamental du gouvernement démocratique ou populaire, c'est-à-dire le ressort essentiel ? C'est la vertu.... ». « La République ne peut être fondée que sur la vertu... (3) ».

(1) *Journal des Débats*, 18 pluviôse an II, p. 330, Disc. de Robespierre.

(2) *E. des Lois*, L. III, ch. III.

(3) *J. des Déb.*, 18 pluv. an II ; A. P. 1^{re} sér. t. LXII. 13 avril 1793.

Dans le même ouvrage, dont on a dit que « pour faire passer son *Esprit des Lois*, Montesquieu faisait de l'esprit sur les lois (1) », se lit cet aphorisme célèbre: « La liberté est le droit de faire tout ce que les lois permettent (2) ». Comment parlera l'« incorruptible (3) »: « Le citoyen a le droit de faire tout ce que les lois civiles et politiques ne défendent pas (4) ».

Parsemés dans les discours et dans les écrits de Robespierre, ces préceptes, dont la similitude avec ceux de Montesquieu ne se voile même pas d'une forme dissemblable, dénoncent l'influence certaine et incontestable de l'éminent écrivain sur le médiocre orateur.

Pour terminer ce parallèle, pourquoi ne pas se souvenir de quelques maximes de Montesquieu qui semblent avoir dirigé la conduite même de Robespierre?

On se rappelle un moment dans la vie de Robespierre, où C. Desmoulins lui criait de suspendre les mesures répressives: « O mon vieux camarade de collège, souviens-toi.... que l'amour est plus fort et plus durable que la crainte (5) »; où Danton lui conseillait la clémence et la pitié. Sourd à ces paroles, il

(1) H. Taine, *Orig. de la France contemp.*, t. II. p. 13.

(2) *Esprit des Lois*, Liv. XI ch. III.

(3) « Robespierre qui n'a que ce piédestal jusqu'ici respecté, l'incorruptibilité. » E. J. de Goncourt. *Hist. de la Soc. pendant la Rév. franç.*

(4) *Déf. de la Cons.*, n° 2, p. 63

(5) C. Desmoulins, *Le vieux Cordelier*, n° IV.

écoutait plutôt le langage de l'Esprit des Lois: « Il faut de la crainte dans un gouvernement despotique... il faut que la crainte y abatte tous les courages et y éteigne jusqu'au moindre sentiment d'ambition (1) ». Ce conseil de Montesquieu ne renferme-t-il point le germe de la politique de proscriptions de Robespierre, qu'il résumait lui-même en cette parole: « Il faut exterminer tous ces êtres vils et scélérats qui conspireront éternellement contre les droits de l'homme et contre le bonheur de tous les peuples (2) ».

* * *

Si la pensée de Montesquieu présidait à l'éducation politique des hommes de toute nation, les idées de Rousseau exercèrent, en particulier, leur empire sur les cerveaux français. Cette empreinte sur les esprits de notre pays fut profonde, au point qu'on a pu justement la qualifier en ces termes: « ces idées qui ont pénétré jusqu'aux moelles de la démocratie française et qu'on voit souvent reparaître de nos jours sous des formes et des noms nouveaux (3) ».

A l'Assemblée Constituante, le nom de Rousseau jouit d'un tel prestige, qu'un député, lors de la discussion relative au cens électoral, alléguera, comme

(1) *Esprit des Lois*. Liv. III, ch. IX.

(2) Disc. de Robespierre aux Jacobins, 8 mai 1793. A. Aulard, Soc. des Jacobins.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 162.

argument décisif, ce fait, que Rousseau n'aurait point été citoyen actif, si la condition politique avait dépendu à son époque d'un cens électoral quelconque. « D'après les principes de vos comités, nous devrions rougir d'avoir élevé une statue à J.-J. Rousseau, parce qu'il ne payait pas le marc d'argent » s'écriera Robespierre (1).

Parmi les membres de l'Assemblée Constituante, Robespierre est l'un des disciples les plus fervents de Rousseau: « Il a pris pour maître de philosophie, de politique et de style, Rousseau qu'il a vu une fois et qu'il étudie sans cesse (2) ».

Garat, dans ses Mémoires, se plaisait à espérer « qu'en prenant Rousseau pour modèle de son style, la lecture continuelle qu'il en faisait aurait quelque influence heureuse sur son caractère ».

Les frères de Goncourt, en un jugement sans doute sévère, critiquent ainsi le commerce journalier de Robespierre avec Rousseau: « Ce valet de Rousseau, copiant ses discours dans les livres de son maître, y plagiant ses utopies de vertu (3) ».

Nourri de cette « lecture continuelle », Robespierre devait déceler, dans ses moindres gestes et paroles, l'habitude de Rousseau. Cependant, nous n'analyserons pas, une à une, les ressemblances de ces deux individualités; simplement nous envisagerons l'influence de Rousseau aux deux points de vue les

(1) A. P. 1^{re} sér. t. XXIX, 11 août 1791.

(2) Taine, *op. cit.*, t. VII, p. 241.

(3) E. J. de Goncourt, *op. cit.*, p. 410.

plus caractéristiques: de l'hypothèse du lien social et de la souveraineté nationale.

Rousseau, dans son *Contrat Social*, suppose qu'au début des temps, l'homme, à l'état de nature, vivait seul, isolé de ses semblables. Son existence s'écoula dans la solitude jusqu'au moment où « les hommes parvenus à ce point où les obstacles qui nuisent à leur conservation dans l'état de nature, l'emportent par leur résistance sur les forces que chaque individu peut employer pour se maintenir dans cet état (1) ». Poussés par l'instinct de la conservation, les êtres humains se rapprochèrent pour « trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé et par laquelle, chacun s'unissant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant (2) ». Cette association prendra force et vie par suite d'un contrat où tous les hommes consentirent à « l'aliénation totale de chaque associé avec tous ses droits à la communauté (3) ». Cet acte contractuel s'appellera le *Contrat Social*.

La théorie du *Contrat Social* ne sortit point tout armée du cerveau de certains philosophes du XVIII^e siècle: elle est la renaissance du système de l'école du droit naturel « dont la conception toujours dominante fut de chercher ce droit dans les préceptes

(1) Rousseau, *Contrat Social*. Liv. I, p. 21.

(2) Rousseau, *op. cit.*, Liv. I, p. 22.

(3) Rousseau, *op. cit.*, Liv. I, p. 23.

et les données de la raison humaine, de la droite raison (1) ».

En 1625, Hugo Grotius publiait le manifeste le plus éclatant de cette école, dans son ouvrage « De Jure Belli et Pacis ». Deux hypothèses formaient la structure du système de l'école de droit naturel : la supposition de l'homme à l'état de nature et celle du contrat social qui mettait fin à ce *modus vivendi*.

Ces données, transmises à la philosophie du XVIII^e siècle, furent métamorphosées par la magie du style de Rousseau, mais néanmoins, celui-ci ne fut que le brillant continuateur de l'école du droit de nature.

Que penserait Robespierre sur la formation des sociétés ; allait-il adopter les errements de son « maître de philosophie » ou émettre une hypothèse nouvelle ? C'est la conception philosophique de Rousseau qui l'emportera. « Avant l'association civile (2) » l'homme passait son existence, éloigné de ses semblables, « se faisant justice par lui-même (3) ». Cet isolement prit fin « par le pacte en vertu duquel chaque citoyen s'est soumis à la loi générale (4) ». De ce pacte naquit la société civile « dont le premier effet est de mettre les droits de chaque individu sous la sauvegarde de tous (5) ». N'est-ce pas que ce pacte ressemble singulièrement au Contrat Social et que

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 163.

(2) A. P. 1^{re} sér., t. XXI, 14 déc. 1790.

(3) A. P., 1^{re} sér., t. XXI, *eod. loc.*

(4) A. P., 1^{re} sér., t. XXII, 2 févr. 1791.

(5) Robespierre, *Lettres à ses commettants*, t. 1^{er}, n° 5, p. 195.

cette société civile rappelle, par beaucoup de côtés, l'association où chacun « met en commun sa personne et toute sa puissance sous la suprême direction de la volonté générale (1) » ?

Arrivons au dogme de la souveraineté nationale. « Une théorie s'est rencontrée, non pas improvisée, surajoutée, superficielle, mais profondément enfoncée dans la pensée publique, nourrie par le long travail de la philosophie antérieure, sorte de racine vivace et persistante sur laquelle le nouvel arbre constitutionnel a végété; c'est le dogme de la souveraineté du peuple (2). » La théorie de la souveraineté du peuple est une théorie dont les manifestations se sont produites de préférence, dirait-on, pendant les périodes troublées de notre histoire, ou du moins, pendant les périodes où les événements, activant la gestation des idées, font surgir de grandes erreurs à côté de grandes vérités.

Une première fois, aux Etats Généraux de 1356, pendant la captivité du roi Jean en Angleterre, alors que les esprits turbulents se démenaient à l'intérieur, on entend la parole hardie de Robert Le Coq, évêque de Laon, qui proclame le pouvoir des Trois-Etats « qui avaient autrefois déposé le roi de France (3) ». Ces trois états constituaient la nation dont on affirmait, sous cette forme, le suprême pouvoir. Ce qui parut en 1356 une hardiesse, devint bientôt un pré-

(1) Rousseau, *op. cit.*, p. 24.

(2) Taine, *op. cit.*, t. V, p. 1.

(3) E. Lavisse, *Hist. de Fr.*, t. IV., 1^{re} part., p. 115.

cepte d'école. Mais pareil auditoire était trop restreint; aussi en 1484, aux Etats-Généraux où la France entière de ce temps-là était représentée, au lendemain même de la mort de Louis XI, et au moment où toutes les classes de la nation se révoltaient contre le souvenir d'une oppressive autorité, Philippe Pot, l'ancien conseiller du défunt roi, député aux Etats, entretient l'Assemblée « du peuple donateur de la chose publique (1) » et du caractère électif de la monarchie. Dès lors, le principe de la souveraineté populaire avait droit de cité dans nos assemblées nationales; cependant, encore il se réfugia dans l'école où les monarchomaques enseignaient la souveraineté du peuple. Après l'absolutisme de Bodin et de Bossuet, vint le siècle de raison, qui ne manqua point de revenir au principe de la souveraineté du peuple. Le Contrat Social de Rousseau peut être, en effet, considéré comme la renaissance des vieilles idées sur la souveraineté du peuple, mais c'était une renaissance qui bénéficiait du perfectionnement de générations successives.

Quand les forces de l'homme deviennent trop faibles en face des obstacles naturels, spontanément se forme une association de personnes et de puissances qui produit « un corps moral et collectif, composé d'autant de membres que l'Assemblée a de voix, lequel reçoit de ce même acte, son unité, son moi commun, sa vie et sa volonté (2) ». Ce corps moral

(1) E. Lavisse, *op. cit.*, t. IV, 2^e part., p. 42).

(2) Rousseau, *op. cit.*, liv. I, chap. VI, p. 21.

et collectif s'appelle le Souverain, « qui est au-dessus du juge et de la loi (1) ». « Comme la nature donne à chaque homme un pouvoir absolu sur tous ses membres, le pacte social donne au corps politique un pouvoir absolu sur tous les siens, et c'est ce même pouvoir qui, dirigé par la volonté générale, porte, comme j'ai dit, le nom de souveraineté (2) ». Et l'acte de souveraineté sera « une convention du corps avec chacun de ses membres (3) ».

En résumé, le Souverain est le corps moral et collectif issu de l'association des diverses unités humaines; le pouvoir de ce corps moral sur chacun de ses membres est la souveraineté.

Robespierre n'était point homme à refuser crédit à un système qui tendait à consacrer la souveraineté populaire; et, à l'instar de tout aveugle disciple qui exagère la doctrine du maître, il érigea la souveraineté nationale en une théorie dont l'intransigeance égalera l'absolutisme de conceptions despotiques (4).

(1) Rousseau, *op. cit.*, liv. III, chap. III, p. 102.

(2) Rousseau, *op. cit.*, liv. II, chap. IV, p. 49.

(3) Rousseau, *op. cit.*, liv. II, chap. IV, p. 49.

(4) Car si Rousseau admettait la souveraineté nationale, il écrivait également : « On a de tout temps beaucoup discuté sur la meilleure forme de gouvernement, sans considérer que chacune d'elles est la meilleure en certains cas et la pire en d'autres » (Liv. III, chap. III), et s'il est démocrate, parfois il arrive cependant à écrire : « Il y a donc trois sortes d'aristocratie ; naturelle, élective, héréditaire. La première ne convient qu'à des peuples simples ; la troisième est le pire de tous les gouvernements. La deuxième est le meilleur, c'est l'aristocratie proprement dite. » Liv. III, chap. V, p. 127.

Mais, laissons de côté les outrances du disciple, pour montrer les liens qui le rattachent à son maître.

Par le rapprochement des textes, on a prouvé que la société civile de Robespierre s'identifiait avec l'association de Rousseau. Le « moi commun », la volonté du corps moral et collectif sont acceptés par Robespierre, qui les transforme en « une faculté de vouloir commune... composée des facultés de vouloir particulières (1) ». Le peuple qui constitue cette société civile est « le Souverain qui est au-dessus des lois (2) ».

« La souveraineté est le pouvoir qui appartient à la nation de régler ses destinées. La nation a sur elle-même tous les droits que chaque homme a sur sa personne et la volonté générale gouverne la Société, comme la volonté particulière gouverne chaque individu isolé (3) ».

De ces comparaisons, ne peut-on pas déduire une influence très caractérisée de la pensée de Rousseau sur celle de Robespierre? Pour la formation des sociétés, ils adoptent la même hypothèse et ils s'accordent également sur l'origine du pouvoir, en reconnaissant la souveraineté nationale. Au cours de cette étude s'accroîtront encore les similitudes de pensées de ces deux innovateurs.

(1) A. P., 1^{re} sér., t. IX, 21 septembre 1789.

(2) Robespierre, *Le Déf. de la C.*, n° 4, p. 220.

(3) Robespierre, *L. à ses com.* t. II, n° 1.

Quelques grands écrivains meurent ignorés du public et privés du succès; mais, par un ironique retour des choses, leur mémoire cueille les lauriers et reçoit les hommages tant désirés pendant la vie. D'autres, plus fortunés en apparence, s'entendent acclamés, mais leur dernier souffle chasse leur nom du souvenir des hommes. Parmi ces derniers, plaçons le « vertueux Dauphinois », l'abbé de Mably.

Considéré à l'égal des grands philosophes ses contemporains, il dut mourir pour mettre fin à sa gloire, et se classer parmi ceux que n'épargne pas la poussière des bibliothèques. Cependant Mably ne méritait

« Ni cet excès d'honneur ni cette indignité. »

Mably, a-t-on dit, fut un auteur dont les vues politiques, pleines de prescience, eurent « la gloire de prédire et même de hâter la Révolution (1) ».

Le principe qui domine son œuvre est le principe d'égalité; c'est un égalitaire dans la plus large acception du terme. Lui, dont la philosophie peut se résumer en cet axiome: « *In medio stat virtus* », approuve l'excès même d'égalité, qui lui « apparaît comme la source des plus grandes vertus sociales ».

« L'Etat sera plus ou moins heureux, dit-il, suivant que les lois dont on sera convenu, rapprocheront plus ou moins les citoyens de l'égalité (2) ». Le but

(1) Aulard, *op. cit.*, p. 4.

(2) L'abbé de Mably, par Guerrier p. 92.

de tout législateur sera l'acheminement progressif, plutôt immédiat, de l'humanité vers le système égalitaire. La loi constitutive de l'Etat doit être la loi de l'égalité absolue.

Si parfois, Robespierre a désapprouvé la théorie de l'égalité des biens et des facultés naturelles, il n'en a pas moins réclamé l'égalité politique comme la condition même du bonheur social: en cela, il se montrait disciple de l'abbé de Mably.

Qu'on accepte ou qu'on répudie l'explication donnée par Ch. d'Héricault (1) à ce sujet; il est certain que Robespierre prôna l'égalité avec enthousiasme toute sa vie. « Tous les hommes sont égaux aux yeux de la raison et de la justice (2) ».

Quand notre moraliste politique guidera la Convention Nationale dans l'administration intérieure de la République, quels sont les conseils qu'il donnera, quels sont les préceptes qu'il imposera? « L'essence de la République ou de la Démocratie est l'égalité...; il s'ensuit que la première règle de votre conduite politique doit être de rapporter toutes vos opérations au maintien de l'égalité (3).

Mably et Robespierre acceptent donc l'égalité comme la pierre angulaire de leur gouvernement. Mais, pour montrer l'influence de l'abbé philosophe sur

(1) Ch. d'Héricault, *La révol. de Thermidor*, p. 12.

(2) A. P. 1^{re} sér., t. LXII, 19 av. 1792.

(3) Robespierre, *Journ. des Débats*. Rapport sur les principes de morale qui doivent guider la Convention nationale dans l'administration intérieure de la république. 18 pluv. an II.

l'orateur des clubs, ne nous arrêtons pas à une similitude de principes et, parcourant l'œuvre de Mably, à l'aide de l'humble opuscule de M. Guerrier (1), dégageons quelques idées générales sur les pouvoirs législatif et exécutif, susceptibles de nous édifier plus amplement sur les relations de Robespierre avec Mably.

L'âme du système politique de Mably est enfermée dans cette maxime : « Tout législateur doit partir de ce principe, que la puissance exécutrice a été, est et sera éternellement l'ennemie de la puissance législative ». De cette proposition découlera la théorie constitutionnelle de Mably, dans laquelle tout concourt à subordonner le pouvoir exécutif à la puissance législative. « Son idéal politique, a dit M. Guerrier, était une assemblée de représentants unique et législative et un pouvoir exécutif dépendant de cette assemblée (2). »

Est-ce l'idéal de l'abbé de Mably; ou bien est-ce la raison de toute la vie politique de Robespierre? Incarnation parfaite de l'esprit révolutionnaire, Robespierre s'efforça d'atteindre un des buts de la Révolution, qui fut de substituer au roi, la Nation, à l'octroi des pouvoirs par le roi, la délégation des pouvoirs par la souveraineté nationale. La Nation, subrogée au roi, prendrait, dans cette théorie consti-

(1) *L'abbé de Mably*, par Guerrier.

(2) Guerrier, *op. cit.*, p. 117. La séparation des pouvoirs sera admise par Mably « comme un moyen de subordonner le pouvoir exécutif au corps législatif ».

tutionnelle, la place prépondérante que ce dernier y tenait avant elle; et le pouvoir exécutif, que personnifiait le roi, devait s'effacer devant le nouvel interprète de la Nation, la puissance législative.

La subordination du pouvoir exécutif au législatif, le transfert à celui-ci de la quasi-omnipotence dont jouissait l'ancien exécutif, constituaient donc la réalisation du nouvel ordre des choses constitutionnelles. Ce sera une grande partie de l'œuvre de Robespierre.

Mably le « Prophète et le Conseiller de la Révolution » avait encore précédé l'esprit révolutionnaire, et la soumission de l'exécutif au législatif, qu'il avait réclamée avec insistance, devenait le fondement de la hiérarchie des pouvoirs de la future société.

Remarquons également la parenté des opinions de Mably et de Robespierre sur la démocratie pure. « Il juge, nous dit M. Guerrier, dans tous ses écrits la pure démocratie non moins sévèrement que le despotisme et le gouvernement aristocratique. » Point de démocratie légiférante, point de ces législateurs en plein air; de l'Agora ou du Forum ne peuvent sortir que « des décrets aussi injustes et aussi absurdes que ceux du divan ».

Robespierre, critiquant une motion constitutionnelle dira: « Par là, vous établissez la démocratie pure et non pas cette démocratie qui, pour le bonheur général, est tempérée par des lois (1). » Et cette critique dénonce l'antipathie de Robespierre pour cette forme

(1) *Journ. des Débats*, 15 juin 1793, p. 230.

de démocratie, qu'à juste titre, Mably suspectait au même degré que le despotisme.

En parlant, plus tard, du pouvoir législatif et de l'exécutif, nous accuserons quelques nouvelles similitudes de ces deux révolutionnaires, de telle manière que l'influence de l'un sur l'autre ne puisse être mise en doute.

* * *

Sur la société française de 1789, l'influence de l'Amérique est signalée par nombre de contemporains, différents d'esprit et d'opinion. L'un, Mallet du Pan, dans sa « Correspondance politique », écrit sur cette « inoculation américaine » qui avait infusé le *républicanisme* dans toutes les classes qui raisonnent; l'autre, Châteaubriand, en raillant, insinue que « le suprême bon ton était d'être américain à la ville, Anglais à la cour et Prussien à l'armée ». Lafayette, dont « le cœur s'enrôla » à la lecture de la Déclaration d'indépendance des colonies américaines, souhaitait pour son pays un système de gouvernement semblable à celui de la république d'Amérique. C'était un tel engouement, qu'il paraîtrait puéril de soutenir, qu'un homme politique quelconque ait préservé son esprit et son cœur d'un pareil enthousiasme. D'ailleurs, que disait la Déclaration d'indépendance de 1776, que proclamait la Déclaration des Droits du peuple de Virginie, sinon les principes directeurs de ces futurs représentants du peuple, de ces républicains de la première heure, qui devaient transporter au sein de nos diverses assemblées révolutionnai-

res, ces idées d'indépendance et de suprématie populaire! « Nous regardons comme incontestables et évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes: que tous les hommes ont été créés égaux, qu'ils ont été doués par le créateur de certains droits inaliénables; que parmi ces droits on peut placer au premier rang la vie, la liberté et la recherche du bonheur; que pour s'assurer la jouissance de ces droits, les hommes ont établi parmi eux des gouvernements dont la juste autorité émane du consentement des gouvernés (1). »

Toute puissance est le bien du peuple, affirmait la Déclaration des Droits du Peuple de Virginie, et toute autorité lui appartient.

Ces quelques lignes, sorte de préface de nos propres Déclarations de Droits, enfermaient l'entière philosophie politique de nos constituants, et leurs revendications à venir se baseront sur ces « droits inaliénables ».

Si la lettre de la Déclaration américaine présente de nombreuses analogies avec le texte même de nos Déclarations, l'esprit, qui dirigea son élaboration, n'a pas moins de ressemblances avec celui qui présida aux débats de nos Constitutions de l'époque révolutionnaire. « L'esprit de 1776, écrit Bryce, tel qu'il se révèle à nous dans la Déclaration de l'Indépendance et les périodes enflammées de Patrick Henry, était essentiellement un esprit révolutionnaire, révolutionnaire par sa foi dans les principes abstraits, révolutionnaire aussi dans sa résolution à faire une trans-

(1) Déclaration d'indépendance, 4 juillet 1776.

formation politique profonde dans les abus (1) ». Cette foi dans « les principes abstraits », nous la retrouvons dans les écrits des philosophes, et, sous la forme de l'esprit classique, elle pénétrera chez tous les penseurs.

Elève des philosophes du XVIII^e siècle, Robespierre acquit, à ce contact, cette tournure d'esprit, se modela sur ce moule, à l'empreinte duquel nulle production intellectuelle à cette époque n'échappa, l'esprit classique. Caractérisé par la généralisation à outrance, l'esprit classique au XVIII^e siècle « est impropre à figurer la chose vivante, l'individu réel, tel qu'il existe effectivement dans la nature et dans l'histoire (2) ». Il arrive par la simplification à l'extrême, par cette suppression des éléments particuliers à chacun, à former un être uniforme, impersonnel « on ne voit dans l'homme qu'une raison raisonnante, la même en tout temps et en tout lieu (3) ». Ce n'est plus un être sensible, soumis à de multiples influences morales et physiques, c'est une abstraction : « un extrait écourté, un résidu évaporé, un nom presque vide, bref ce qu'on appelle une abstraction creuse (4) ». Cette habitude d'abstraire s'exercera sur toute notion, sur toute conception de l'intelligence ; de même, que par ce procédé on a substitué à l'homme vrai, réel, un homme artificiel, une entité abstraite, isolée des contingences, de même on substituera à la société telle

(1) Bryce, *op. cit.*, t. I, p. 435.

(2) Taine, *op. cit.*, t. I, p. 309.

(3) Taine, *loc. cit.*, p. 311.

(4) Taine, *loc. cit.*, p. 309.

qu'elle est, une association basée sur les principes de la raison.

Par ces deux exemples, il est facile de se rendre compte des résultats de ce travail d'abstraction; et si l'on songe que ce mode d'envisager les êtres et les choses n'est point accidentel, mais constitue une habitude, une « forme fixe d'intelligence », on s'expliquera la puissance que certains Conventionnels supposaient aux principes abstraits.

La logique inexorable de Robespierre, son système déductif, qui ne recule devant aucune conséquence, qui ne connaît ni préjugés, ni traditions, ni coutumes, sont l'expression la plus rigoureuse de l'esprit classique: « Au dernier stade d'une végétation intellectuelle qui finit, sur le rameau terminal du XVIII^e siècle, il est le suprême avorton et le fruit sec de l'esprit classique (1). » En effet, quel est le procédé familier de Robespierre? Les termes généraux, les expressions larges sont principalement ceux que Robespierre affectionne; les formules abstraites, les mots au sens indéfini, constituent le cadre immuable de ses discours. La caractéristique de l'esprit classique ne sera-t-elle point la recherche de l'expression générale? « Par degrés on en vient à ne plus composer le discours que « d'expressions générales ». Même, selon le précepte de Buffon, on les emploie pour désigner les choses particulières (2). » Si nous passons du style aux idées, de la forme à

1, Taine, *op. cit.*, t. VII, p. 236.

(2) Taine, *op. cit.*, t. I, p. 295.

la manière de penser, l'influence de l'esprit classique n'est pas moins accentuée.

« Suivre en toute recherche, avec toute confiance, sans réserve ni précaution, la méthode des mathématiciens; extraire, circonscrire, isoler quelques notions très simples et très générales; puis, abandonnant l'expérience, les comparer, les combiner, et, du composé artificiel ainsi obtenu, déduire par le pur raisonnement, toutes les conséquences qu'il enferme: tel est le procédé naturel de l'esprit classique (1). »

Les idées politiques et sociales de Robespierre se composent de maximes générales, de principes abstraits, « de recettes morales » et de sentences philosophiques. La fréquentation des réformateurs de cabinet, la lecture des penseurs qui s'abandonnent à la prétention de modifier les hommes et les institutions, à leur gré, par la seule force de leurs raisonnements, amènent l'homme politique, c'est-à-dire l'homme, qui doit tenir principalement compte de la vie réelle et de ses liens physiques comme de ses attaches morales, à s'isoler de la réalité, pour se perdre dans les abstractions et les principes. De cette influence malsaine, Robespierre devait donner l'exemple le plus éclatant: « A l'inverse de l'homme d'état, il plane dans l'espace vide, parmi les abstractions, toujours à cheval sur les principes, incapable d'en descendre et de mettre le pied dans la pratique. « Ce b.... là, disait Danton, n'est pas seulement capable de faire cuire

(1) Taine, *op. cit.*, t. 1, p. 315.

un œuf (1) ». De ces principes, de ces abstractions habituelles, Robespierre déduit mathématiquement toutes les conséquences qu'ils enferment et tous les effets qu'ils contiennent : « On construit la politique sur le modèle des mathématiques (2). » Nulle considération n'entravera cette marche déductive, et toute objection pratique, toute donnée expérimentale ne saurait prévaloir contre l'exactitude et la véracité de ces déductions mathématiques. Du principe de l'égalité des droits, Robespierre tirera toutes les conséquences logiques qui découlent de ce principe; peu lui importe de se séparer de l'opinion de la majorité de l'Assemblée, peu lui importent les critiques, peu lui importent les objections; le raisonnement théorique lui fait concevoir telle déduction comme nécessaire, elle doit être réalisée. De l'égalité des droits, résultent le suffrage universel et l'égale aptitude de tous à toutes les fonctions. Certains allègueront des supériorités sociales, matérielles ou morales; d'autres, faisant une place à l'expérience et à la pratique des hommes, protesteront contre ce nivellement des capacités, qui aboutirait à un avilissement général. Robespierre répondrait: « Si vous acceptez le principe de l'égalité des droits, vous admettez ses conséquences dont le suffrage universel, direct, égalitaire est la plus éclatante ».

Cet exemple, entre bien d'autres, suffira pour démontrer directement l'action de l'esprit classique sur

(1) Taine, *op. cit.*, t. VII, p. 233.

(2) Taine, *op. cit.* t. II, p. 47.

Robespierre. L'exposé plus complet de sa théorie, au cours de ce travail, sera une confirmation de cette vérité.

Ce chapitre a eu pour but d'esquisser à grands traits de multiples influences, dont la « mentalité » de Robespierre se ressentit. Simplement, il a cherché, en rapprochant quelques idées, à faire saisir les similitudes d'un esprit avec un autre. Au moment venu, il restera à souligner encore des indices nouveaux, à remarquer des traces, momentanément inaperçues, de l'influence d'un ouvrage ou d'un auteur sur les théories politiques et sociales de Robespierre.

CHAPITRE II

Origine du pouvoir.

Du principe de la souveraineté nationale.

LA SOUVERAINETÉ EST INALIÉNABLE.

LA SOUVERAINETÉ EST INDIVISIBLE ET IMPREScriptIBLE.

LE PEUPLE EST-IL INFALLIBLE ?

« Tout homme a par sa nature la faculté de se gouverner par sa volonté; les hommes réunis en corps politique, c'est-à-dire une nation ont par conséquent le même droit (1). »

Formé à l'école de la nature, Robespierre veut humaniser l'origine du pouvoir, et la psychologie de l'homme l'amène à modeler sa conception politique sur l'intime structure de l'âme humaine.

Se reportant par la pensée à cet être imaginaire, qui aurait vécu antérieurement à une agrégation sociale

(1) A. P., 1^{re} sér., t. IX, 21 septembre 1789.

quelconque, Robespierre le suppose privé de tout prochain, souverain maître de ses moindres faits et gestes, soumis à l'unique gouvernement de sa propre volonté. Impuissante contre la force des choses ambiantes, cette unité humaine arrive à sentir la faiblesse qui résulte de son isolement et à soupçonner la puissance de l'association nécessaire. Alors, ces individualités éparses s'agglomèrent en un « corps moral et collectif » pour composer la nation. Perdront-elles, à ce moment, leur autonomie primitive et ce groupement social ne leur procurera-t-il un élément de force, qu'en échange d'une diminution de leur être moral ? Cela équivaldrait à un marché de dupe et, loin d'amoindrir la faculté de se gouverner, cette union sociale la conserve intégralement et en élève même son essence, comme l'homme, s'associant à l'homme, a produit un corps dissemblable et supérieur à celui que constituaient, dans leur état primitif, les individualités éparses.

En effet, le contrat social a pour conséquence principale de porter à un degré supérieur les éléments et les facultés dont il s'empare pour se former. Des hommes isolés, il fait la nation, le Souverain. « Cette personne publique qui se forme ainsi par l'union de toutes les autres, prenait autrefois le nom de Cité et prend maintenant celui de République ou de Corps politique, lequel est appelé par ses membres Etat quand il est passif, Souverain quand il est actif... (1). »

(1) Rousseau, *op. cit.*, liv. I, chap. VI, p. 24.

Ce Souverain, « qui est au-dessus des lois (1) », jouit d'une « faculté de vouloir commune composée des facultés de vouloir particulières... (2) ». Par cette combinaison, tout en donnant naissance à un vouloir différent des vouloirs unitaires, on respecte l'individualité de chacun et on sauvegarde la faculté de se gouverner que, naturellement, chaque homme possède. Cette « faculté de vouloir commune » a donc pour titulaire la Nation, le Souverain; et toujours, par un effet identique du Contrat Social, cette volonté de la Nation devient supérieure aux volontés particulières dont elle est le composé. En parlant de ce vouloir, Robespierre dira: cette volonté nationale « dont l'autorité sacrée est supérieure à toute volonté particulière (3) ». Cette volonté du Souverain, à laquelle toute volonté particulière est inférieure, constitue la souveraineté nationale, « qui réside essentiellement dans le peuple français (4) ».

Dominant tout vouloir individuel, placé au-dessus des hommes et des lois, le Souverain se substituera à la divinité, ancienne dispensatrice des pouvoirs, et, à son tour, il deviendra la source de toute puissance, de toute autorité. Alors, on atteindra le but du Contrat Social, qui consistait à soumettre les hommes à leur propre volonté, de telle façon que

(1) *Déf. de la Constit.*, n° 4, p. 220. Rousseau avait déjà dit : « le souverain est au-dessus des juges et de la loi. » C.S. liv. 11, ch. V.

(2) Robespierre. A. P., 1^{re} sér., t. IX, 21 septembre 1789.

(3) Robespierre. A. P., 1^{re} sér., t. IX, 21 septembre 1789.

(4) Art. V. Proj. de const. de Robespierre. Discours de 1793.
h¹⁰ 753.

« chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même ».

Le titulaire de la souveraineté nationale, sera, dans ce cas, seul capable de conférer une origine légitime à un pouvoir quelconque et toute émanation de puissance, si on la veut respectable, devra découler de cette source; « il faut se souvenir que les gouvernements, quels qu'ils soient, sont établis par le peuple et pour le peuple, que tous ceux qui gouvernent, et, par conséquent, les rois eux-mêmes, ne sont que les mandataires et les délégués du peuple (1) ». Ce langage, Robespierre le renouvellera en plusieurs débats sur la Constitution, et le droit souverain de dispenser tout pouvoir sera l'apanage exclusif « de celui-là seul de qui émanent toutes les autorités, toutes les fonctions publiques, du souverain, du peuple (2) ». C'était la parole de 1791, mais sous l'étreinte de la foi dans ses idées, cette foi qui « transporte les montagnes (3) », Robespierre exagéra la théorie de la

(1) A. P., 1^{re} série *loc. cit.*, t. IX.

(2) A. P., 1^{re} sér., t. XXII, 5 février 1791.

(3) La foi extraordinaire de ces apôtres d'un nouveau genre en leurs idées les conduisit aux pires excès. Anatole France, en un paradoxe, l'explique : « Quand on veut rendre les hommes bons et sages, libres, modérés, généreux, on est amené fatalement à vouloir les tuer tous. Robespierre croyait à la vertu, il fit la Terreur. » Il est curieux de constater l'analogie de la pensée du philosophe contemporain avec celle du conventionnel Carrier qui disait : « Nous ferons un cimetière de la France, plutôt que de ne pas la régénérer à notre manière. » Taine, *op. cit.*, t. V, p. 83. Robespierre lui-même dira : « Je me suis convaincu de la nécessité d'opérer une entière régénération et, si je peux m'exprimer ainsi, de créer un nouveau peuple. » *loc. cit.*

souveraineté nationale, pour finir dans le despotisme populaire de 1793. « Le peuple, dit-il à cette époque, est le souverain; le gouvernement est son ouvrage, les fonctionnaires publics sont ses commis... Le peuple peut, quand il lui plaît, changer son gouvernement et révoquer ses mandataires (1). »

« Quand il lui plaît » ne paraît-il pas une réminiscence de « Tel est notre bon plaisir » ? Hélas ! faudrait-il croire en cette réflexion d'un éminent critique de nos jours : « Le peuple, en la personne de ses représentants, s'est installé simplement dans le trône de Louis XIV, et la séance a continué (2) » ?

Quoi qu'il en soit, l'origine du pouvoir est placée au sein même de la nation, et de la souveraineté populaire, on pourra dorénavant dire « *Omnis potestas a populo* ».

Parmi les antécédents de cette doctrine, citons, en terminant cette parole de l'abbé Raynal : « Les devoirs et les droits de chaque gouvernement devraient être réglés par les besoins et les volontés de chaque nation (3). »

* * *

« Je dis donc que la souveraineté, n'étant que l'exercice de la volonté générale, ne peut jamais s'alié-

(1) Reimp. du *Moniteur*, 21 avr. 1793, t. XVI, p. 291. *Décl. des Dr.*, présentée par Robespierre, Art. XVIII.

(2) *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} août 1901. *Une histoire de la révolution*, E. Faguet.

(3) A. Raynal, *Hist. des deux Indes*, t. IV., liv. XXX.

ner (1). » Exercice de la volonté générale, la souveraineté, au dire de Rousseau, ne peut pas plus s'aliéner que ne pourrait le faire une volonté particulière. L'aliénation d'une volonté correspondrait à l'anéantissement de cette faculté.

Ce caractère d'inaliénabilité, le retrouvons-nous dans la théorie de Robespierre, ou bien admet-il une souveraineté nationale aliénable?

La volonté nationale est issue des volontés particulières dont l'agglomération a constitué la nation. A ces vouloirs de chacun, dont elle est l'expression collective, la souveraineté empruntera ses différentes qualités. Or, l'essence même de la faculté individuelle de vouloir est incompatible avec l'aliénation de cette même faculté. Que serait une volonté qui s'aliénerait, qui s'abdiquerait, qui renoncerait à sa puissance de vouloir, sinon une faculté inopérante, une volonté incapable de vouloir. La souveraineté nationale n'existera pas ou elle sera inaliénable. « Cette faculté de vouloir commune, composée des facultés de vouloir particulières, ou la puissance législative est inaliénable, souveraine et indépendante dans la société entière comme elle l'était dans chaque homme séparé de ses semblables (2). » Dans une autre circonstance, en parlant de l'autorité des princes, à nouveau, Robespierre déclarera la souveraineté nationale inaliénable. « L'autorité des princes n'est qu'une portion de la souveraineté du peuple mise en dépôt entre leurs

(1) Rousseau, *op. cit.*, liv. II, chap. 1^{er}.

(2) A. P., t. IX, 1^{re} sér., *loc. cit.*

main, ils ne peuvent donc ni la vendre, ni l'aliéner en aucune manière (1). » Un détenteur quelconque d'une portion de la souveraineté populaire ne peut donc l'aliéner, sans abuser de sa jouissance. Mais le titulaire de cette volonté suprême pourra-t-il en disposer à son gré, user de son droit comme le propriétaire d'un bien peut en user; en un mot, le « *jus utendi et abutendi* » lui sera-t-il concédé? Le peuple aura-t-il le pouvoir d'aliéner cette faculté? « Le peuple même ne le peut pas, parce qu'il ne peut se dépouiller de ces droits essentiels attachés à la nature de l'homme (2). »

Cette inaliénabilité paraît à Robespierre toucher de si près l'existence même de la souveraineté, qu'il la proclame presque incessamment. En août 1791, lors du débat sur la Constitution, critiquant le projet présenté, il dira: « Je commence par le premier article du projet: « La souveraineté est une, indivisible, appartenant à la nation, aucune section du peuple ne peut s'en attribuer l'exercice. » J'ajoute que la souveraineté est inaliénable (3). » A la même heure, dans cette même discussion, il met en garde le législateur contre un risque possible de son projet, dont le moindre résultat aboutirait à l'aliénation de la souveraineté. « Si l'on pouvait déléguer les pouvoirs en détail, il s'ensuivrait que la souveraineté pourrait être déléguée, puisque ces pouvoirs ne sont autre

(1) A. P., 1^e sér., t., XX, 18 novembre 1790.

(2) A. P., 1^e sér., t. XX, 18 nov. 1790.

(3) A. P., 1^e sér., t. XXIX, 10 août 1791.

chose que les diverses parties essentielles et constitutives de la souveraineté, et alors remarquez que, contre vos intentions, vous décréteriez que la nation a aliéné sa souveraineté (1). »

La souveraineté est inconcevable, dans l'esprit de Robespierre, avec un caractère d'aliénabilité.

* * *

Inaliénable, la souveraineté jouit également du caractère d'indivisibilité. Tel est, du moins, le sentiment de l'arbitre en ces matières, de Rousseau. « Par la même raison que la souveraineté est inaliénable, elle est indivisible (2) ». La souveraineté répugne à la divisibilité, parce qu'elle est une volonté, et qu'une volonté se détruirait en se divisant.

Cette phrase de Rousseau énonce très clairement le principe de l'indivisibilité; cependant, à la lecture de certains autres passages, on se surprend à douter de cette qualité, et, partant, on croirait que Rousseau a souhaité une souveraineté divisible. Après avoir posé le principe que nous venons de rappeler, il écrit, par exemple, dans son Contrat Social: « Le souverain est au sujet comme dix mille est à un; c'est-à-dire que chaque membre de l'Etat n'a pour sa part que la dix millième partie de l'autorité souveraine, quoiqu'il lui soit soumis tout entier (3). » Que veut dire cette explication? ne ressort-il pas de là, non

(1) A. P., 1^{re} sér., t. XXIX, 10 août 1791.

(2) Rousseau, *op. cit.*, liv. 11, chap. 11.

(3) Rousseau, liv. 111, chap. 1.

moins clairement, que la souveraineté se divise entre la multitude des unités de l'être collectif et souverain? La souveraineté est-elle indivisible ou non? Robespierre n'élucidera point la question et l'incertitude, que les contradictions de Rousseau font naître, ne diminuera pas à la parole du Conventionnel.

La souveraineté, vouloir collectif, bénéficie de tous les attributs d'une volonté individuelle: or, diviser une volonté, c'est l'anéantir, car cette faculté ne compatit pas davantage avec la divisibilité qu'avec l'aliénation. N'est-ce pas sous l'empire de ces réflexions que Robespierre écrivait: « Aucune portion du peuple ne peut exercer la puissance du peuple entier (1) ». Par ces mots, il déniait à la souveraineté la faculté d'un fractionnement quelconque. Cette indivisibilité ne durait point longtemps.

La souveraineté nationale, « faculté de vouloir commune, composée des volontés particulières », était, en définitive, la résultante des volontés fragmentaires qui formèrent la nation. Chaque individu, grâce à son apport social, devait être assuré d'une parcelle de cette souveraineté qu'il avait contribué à produire, car, par l'adhésion spontanée au contrat de société, nul ne consentait à se dépouiller de son vouloir propre, mais à le mettre en commun. Dans ces conditions, comment soutenir que la somme de ces multiples volontés est indivisible? « S'il est vrai que la nation est composée de sections, il est vrai de dire que toute section, tout individu même est

(1) *Dé, des Dr.* de Robespierre, art. XIX.

membre du souverain (1), » dit Robespierre. Et la souveraineté apparaît divisible. Cette notion d'une volonté nationale divisible, contraire absolument aux caractères essentiels de la souveraineté, se rencontre à toute heure dans les discours de Robespierre. Tantôt, en parlant de l'autorité des princes, il la qualifiera de « portion de la souveraineté du peuple mise en dépôt entre leurs mains (2) » ; tantôt, traçant le devoir de tout homme et de tout citoyen, à chacun il conseillera « de rapporter à la masse commune la portion de la puissance publique et de la souveraineté du peuple qu'il détenait (3) ».

En définitive, cette conception d'une volonté souveraine, divisible entre les différents membres de la nation, est bien celle de Robespierre. « La souveraineté, dit-il enfin, réside également dans tous les citoyens qui forment l'association politique (4). »

La divisibilité de la souveraineté ne se discute plus, elle doit être même un caractère bien défini de cette faculté. Le motif principal, qui décida Robespierre à abandonner l'indivisibilité de la souveraineté, est assurément l'incompatibilité de ce caractère avec le suffrage universel. Pour accorder à chaque citoyen le droit de participer aux affaires publiques, il fallait admettre le fractionnement de la souveraineté et concéder à chacun une parcelle de cette

(1) A. P., 1^{re} sér., t. XXI, 28 fév. 1791.

(2) A. P., 1^{re} sér., t. XX, 18 nov. 1790.

(3) *Déf. de la C.*, n° 4, p. 163.

(4) A. P., 1^{re} sér., t. XX, 18 nov. 1790.

volonté collective; il était nécessaire de supprimer l'indivisibilité de la souveraineté.

Enfin la souveraineté du peuple est-elle imprescriptible? Robespierre n'hésite point à le déclarer: « Je veux que tous les fonctionnaires publics nommés par le peuple puissent être révoqués par lui selon les formes qui seront établies, sans autres motifs que le droit imprescriptible qui lui appartient de révoquer ses mandataires (1). » Déclarez la souveraineté prescriptible, et vous aboutirez à mettre en jeu l'origine même du pouvoir ou à la gratifier d'une instabilité périlleuse. D'ailleurs, « peut-on opposer la prescription au peuple? Peut-on opposer au peuple une possession quelque longue qu'elle ait été (2)? » Avec cette belle ardeur populaire, qui devint plus tard son unique éloquence, Robespierre s'indignait et, dans la séance du 21 septembre 1789, il demandait « par quelle fatalité le premier article de cette constitution sera-t-il la prescription des droits sacrés et imprescriptibles des peuples? (3). »

Cette qualité était indispensable aux droits du peuple pour les établir sur un fondement inébranlable. Inaliénable, visait le présent; imprescriptible, s'adressait à tous les temps.

Le législateur constituant se sépare de Robespierre, pour proclamer le triple caractère de la souveraineté, et il édicte que « la souveraineté est une, in-

(1) Robespierre, Disc. sur la Constitution, 10 mai 1793.

(2) A. P., 1^{er} sér., t. X, 9 décemb. 1789.

(3) A. P., t. IX. *loc. cit.*

divisible, inaliénable et imprescriptible. Elle appartient à la Nation; aucune section du peuple, ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice (1). »

Désireux d'entourer l'origine des pouvoirs d'une sorte d'atmosphère surhumaine, Rousseau déclarera la volonté nationale infaillible: « la volonté générale est toujours droite et tend toujours à l'utilité publique..... le souverain par cela seul qu'il est, est toujours ce qu'il doit être (2) », sauf, à glisser ce léger correctif: « il ne s'ensuit pas que les délibérations du peuple aient toujours la même rectitude (3) ».

Pour Robespierre, la volonté générale n'est point infaillible, et le législateur, qui en est l'expression pratique et courante, n'est pas moins sujet à erreur. Même, en termes formels et courageux, de la part de celui qui écrivait ces mots « il fallait avant tout plaire au peuple (4), » Robespierre rejette cette déification du souverain: « Le législateur n'est point infaillible, fût-il le peuple lui-même (5). »

A peine convient-il d'énoncer ici une remarque en même temps qu'une critique: Rousseau inscrivait dans son livre l'infaillibilité du Souverain, Robespierre se refusait à l'insérer dans ses écrits, mais sa vie politique tout entière s'est soumise à ce dogme facilement accepté.

(1) C. 3 septembre 1791. Titre III, art. 1^{er}.

(2) Rousseau. C. soc., liv. II, chap. II, *passim*, liv. I, chap. VII.

(3) Rousseau. C. soc., liv. II, chap. II.

(4) Robespierre *Mém.* p. 289

(5) *Déf. de la C.*, n^o 4, p. 222.

CHAPITRE III

Etendue du principe de la souveraineté. Des droits individuels.

En substituant au principe de droit divin la souveraineté, lui conservera-t-on cette absence de limites, qui caractérisait l'origine des gouvernements antérieurs?

La personnalité morale de l'homme est formée de droits et de facultés diverses. Au sujet de l'aliénation ou de la conservation de ces droits, les opinions sont divergentes. Rousseau, dans sa théorie du Contrat Social, impose une clause unique à tous les signataires du contrat : « savoir l'aliénation totale de chaque associé avec tous ses droits à la communauté (1). »

Robespierre n'adhère point à cette condition du contrat et réserve, au contraire, pour chaque associé,

(1) Rousseau, *op. cit.*, liv. 1, chap. VI.

la jouissance des droits naturels, qui deviennent les limites de la souveraineté.

Les droits naturels, rivaux de la souveraine puissance, et qui appartiennent à l'homme en vertu de son éminente dignité, sont: « l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété (1) ».

Inhérents à l'individualité humaine de toutes races, de tous lieux et de tous temps, ces droits naturels sont des obstacles à l'action de la puissance souveraine. Ce principe des droits naturels, dit M. Esmein, « interdit au souverain de faire des lois qui entament les droits individuels et lui commande d'en promulguer qui assurent efficacement la jouissance de ces droits (2) ». Le respect de ces droits formera donc la loi primordiale de tout gouvernement et les assises de la Constitution reposeront sur ces mêmes droits. « Quelle est la base de la Constitution, sinon les droits des hommes? Quel est le but du gouvernement, sinon la conservation de ces droits (3)? » Dans le même discours, Robespierre considèrera de nouveau les droits imprescriptibles de l'homme comme la loi fondamentale de la Constitution: « Nous devons à la nation une Constitution fondée sur les droits imprescriptibles de l'homme... ces droits, comme disait Rousseau, qui, seuls, doivent être la règle de tout gouvernement (4). »

Le but unique de la société politiquement orga-

(1) *Déclar. des Dr.*, 24 juin 1793., Art. 2.

(2) Esmein, *op. cit.*, p. 24.

(3) A. P., 1^{re} sér., t. LXII, 18 avril 1893.

(4) A. P. 1^{re} sér., t. LXII, *loc. cit.*

nisée sera le maintien de ces droits, la conservation de ces parcelles de l'individualité morale, « l'unique objet de la société est la conservation des droits imprescriptibles de l'homme (1) », écrira Robespierre. Au faite de la grandeur, à cette époque où le rapporteur de la Constitution montagnarde exprimait en public les pensées secrètes du chef de la Montagne, Robespierre suggèrera d'indiquer l'esprit inspirateur du projet constitutionnel; Hérault de Séchelles, ce rapporteur, en obéissant, lira: « La souveraineté du peuple et la dignité de l'homme étaient constamment présentes à nos yeux (2) »: Par cette parole ne dénonçait-on pas à tous l'idée de baser la Constitution nouvelle sur les droits du peuple et les droits de l'homme? Robespierre répétait, sur un ton plus grandiloquent son individualisme.

Ces pensées n'étaient-elles point le prodromé du grand souffle d'individualisme qui devait imprégner successivement les Constitutions de notre pays?

A ce propos, il est juste de faire ici une remarque. Quelle que soit la critique qu'on puisse formuler contre l'individualisme, cette théorie conserve le grand mérite d'avoir, pour la première fois, imposé par ces droits individuels, des limites au pouvoir, jusqu'à ce jour illimité, de l'Etat. « La première, elle est venue affirmer que le pouvoir de l'Etat est limité par le droit; et cela restera l'éternel honneur de la Révolution française. Quand, au mois d'août 1789 et

(1) Déf. de la Const., *loc. cit.*

(2) B. de la C. Nationale, 21 octobre 1792.

au mois de septembre 1791, les députés aux Etats-Généraux affirmaient que le pouvoir de l'Etat n'est pas sans limites, que le législateur lui-même ne peut pas tout faire, ils étaient plus grands que Napoléon à Austerlitz ou à Wagram (1). » D'autres discernèrent, dans l'opposition de cet individualisme à la puissance de l'Etat, le germe de cette idée néfaste, de cette idée fausse, qu'il existe un conflit continu, une lutte sans merci entre l'intérêt de l'individu et l'intérêt de l'Etat; alors « qu'il apparaît clairement que l'Etat et l'individu sont, non des rivaux et des ennemis, mais des collaborateurs, et des auxiliaires, et que la force de l'un fait la force de l'autre (2). » Longtemps avant, Thomas Raynal avait judicieusement écrit: « Souvenez-vous que l'intérêt du gouvernement n'est que celui de la nation (3) ».

Cette conséquence d'un individualisme mal compris ne se trouve pas chez Robespierre, car, formellement, il conseille l'union de l'intérêt privé à l'intérêt général. « Le but de la société civile est de développer les facultés naturelles de l'homme pour le bonheur des individus et de la société entière. Le seul moyen d'atteindre ce but, c'est l'accord de l'intérêt privé avec l'intérêt général (4). »

Faisant droit à la thèse individualiste de Robes-

(1) Duguit, l'Etat, le droit objectif, la loi positive, p. 14.

(2) *R. des Deux Mondes*. La tendance collectiviste. Ad. Prins, septemb. 1902, p. 441.

(3) A. Raynal, *op. cit.*, t. IV, liv. XXX.

(4) Robespierre. *L. à ses com.*, t. 2, n° 2,

pierre, la Déclaration des Droits de l'Homme du 24 juin 1793 inscrira dans son article premier : « Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles. »

Esquissons, à grands traits, les points de ressemblance, les qualités communes de ces droits individuels. Tous tendent à limiter la puissance étatique, tous sont limités par le respect des droits d'autrui : « l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits (1) ». La raison dicte ces paroles, aussi, est-ce à plusieurs reprises que nous verrons Robespierre revenir sur ces causes restrictives des droits de l'individu. « En définissant la liberté, le premier des besoins de l'homme, le plus sacré des droits qu'il tient de la nature; nous avons dit avec raison qu'elle avait pour bornes les droits d'autrui (2). »

Avant d'entrer dans l'étude détaillée de ces droits, gardons-nous d'une erreur par trop courante, dont le résultat est de confondre les droits de l'homme avec les droits du citoyen.

Les premiers « appartiennent en principe à tous les individus qui composent la nation, quels que soient leur âge, leur sexe, leur incapacité de fait ou même leur indignité (3) ».

(1) *D. des Dr.*, 26 août 1789, art. IV.

(2) *J. des Déb.*, 24 avril 1793.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 388.

« Les droits politiques n'appartiennent qu'aux citoyens à qui la Constitution et la loi en accordent l'exercice et la jouissance (1). » Le droit de suffrage en est l'exemple le plus remarquable.

Pour résumer l'éminent auteur, disons que : les droits individuels constituent des attributs de la nature humaine, indépendants de tout pouvoir ; que les droits politiques, au contraire, sont extérieurs à l'homme et dépendants d'un pouvoir étranger à sa nature.

Robespierre a-t-il toujours nettement distingué les droits naturels des droits du citoyen ? Sa pensée a parfois été flottante à cet égard, et, dans un discours au moins, Robespierre a confondu les droits naturels avec les droits politiques : « Le droit de citoyen est un droit naturel dont doit jouir tout membre d'une société politique ; il n'a pas besoin pour cela de l'intervention du législateur (2). »

S'il est un mot, dans le langage politique, dont l'acception soit vague et susceptible de sens multiples et extensibles, c'est bien celui d'égalité ; aussi faut-il préciser la portée exacte que lui veut accorder Robespierre.

La conception puérile, qui attribuerait à chacun des hommes primitifs une somme égale d'intelligence et des forces physiques, n'est point celle à laquelle

(1) Esmein, *op. cit. eod., loco.*

(2) A. P., 1^e sér., t. XIX, 23 octob. 1790.

Robespierre se rallie. Rousseau lui avait donné l'exemple, en reconnaissant le caractère inéluctable et quasi-originel de l'inégalité des hommes. « Celui qui chantait ou dansait le mieux, le plus fort, le plus adroit ou le plus éloquent devint le plus considéré, et ce fut là le premier pas vers l'inégalité et vers le vice en même temps (1). » A l'égalité naturelle, pure chimère, Robespierre substituait une égalité toute d'artifice et de convention. « Tous les hommes sont égaux aux yeux de la raison et de la justice (2). » Inconsciemment, sans doute, ou bien par suite d'une affinité naturelle latente, la pensée du philosophe déiste et celle du politicien mystique s'apparentaient à l'opinion du théologien Thomas d'Aquin, qui démontrait l'inégalité originelle par ce raisonnement : « Les œuvres de l'homme n'étant pas le résultat de la nécessité, mais du libre arbitre, il peut s'appliquer avec plus ou moins d'énergie à faire, à vouloir ou à connaître une chose, ce qui fait qu'il y en a qui font plus de progrès que d'autres dans la vertu et la science (3). » Robespierre s'affirme encore contradicteur de cette égalité naturelle quand il ne désire entre les citoyens : « d'autre distinction que celle des vertus et des talents (4). »

Dans plusieurs discours, peut-être agissant sous l'empire de cette idée, que les vérités même les plus

(1) Rousseau, *Disc. sur l'origine de l'inégalité des hommes*.

(2) A. P., 1^{re} sér., t. LXII, 19 avril 1793.

(3) Saint-Thomas, *S. théologique*, 1^{re} p., qn. XCVI, art. 3.

(4) A. P., 1^{re} sér., t. IX, *loc. cit.*

simples, pour pénétrer dans le cerveau des masses, ont besoin d'être redites et répétées, il entretiendra son auditoire de l'égalité qu'il réclame et qu'il souhaite établir.

Ses premières paroles à la Constituante sont pour dire que « tous les hommes sont égaux en droits (1). » Les débats sur la constitution du clergé l'amènent à s'élever contre « la rupture de l'égalité des droits politiques qui est la base de la Constitution (2). » C'est donc à l'égalité des droits que Robespierre vise; ses discours en font foi, ses écrits l'attestent, ainsi que toutes les circonstances dans lesquelles il se prononça sur cette question.

L'origine de cette égalité des droits est une origine naturelle, son principe de vie réside dans la nature. « L'égalité des droits est établie par la nature; la société, loin d'y porter atteinte, ne fait que la garantir contre l'abus de la force qui la rend illusoire (3). » Et cette parole nous permet de croire en un assentiment absolu de Robespierre à l'article premier de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789: « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits (4). »

Ensanglanter la France, renverser la royauté pour établir sur ces ruines la souveraineté nationale et l'égalité civile et politique, paraît à Robespierre une

(1) A. P., 1^{re} sér., t. IX, *loc. cit.*

(2) A. P., 1^{re} sér., t. XVI, 9 juin 1790.

(3) *Décl. des Dr.*, de Robespierre art. IV.

(4) Duguit et Monnier, *Lois Constitutionnelles*, p. 1.

façon normale d'agir, car, dans ces circonstances, la fin justifie les moyens. « Eh! que m'importe que de prétendus patriotes me représentent la perspective prochaine d'ensanglanter la France pour nous défaire de la royauté, si ce n'est pas la souveraineté nationale et l'égalité civile et politique qu'ils veulent rétablir sur ces débris! (1) » La disproportion entre le but à atteindre et les moyens employés semblerait flagrante si Robespierre n'avait point fait part des espérances qu'il fondait sur ce principe égalitaire: « Nous voulons l'égalité des droits parce que, sans elle, il n'est ni liberté ni bonheur social (2).

Tout s'harmonise, tout s'éclaire et devant cette promesse de panacée sociale, sans un heurt trop violent, l'esprit admet, comme un juste sacrifice, l'immolation de nombre d'existences et le bouleversement d'institutions séculaires.

A un instant plus périlleux de sa carrière politique, au moment où la dualité d'un même parti devait disparaître (3), où, Montagnards et Girondins — expressions différentes de sentiments et d'idées identiques — luttaienient d'influence et de popularité, à l'heure où Paris allait vaincre la Province, en abattant les têtes de ces hommes à principes qu'étaient les Girondins, Robespierre, théorie vivante de la Montagne, oppose au projet de constitution girondine un projet de cons-

(1) *Déf. de la Const.*, n° 1.

(2) *Déf. de la Const.*, n° 4.

(3) Aulard, *op. cit.*, p. 35 et s.; *Rev. des Deux Mondes*, août 1901, *loc. cit.*

titution montagnarde; et dans un plaidoyer « *pro opere suo* » il parle en ces termes: « Elle (la constitution) est non seulement supérieure à celles de tous les peuples qui existent de nos jours, mais encore à celles des peuples de l'antiquité la plus reculée; car partout vous voyez l'aristocratie conservée dans des petits territoires, tandis qu'ici vous avez l'égalité des droits consacrée dans son intégrité absolue (1). »

Quelle supériorité donne à une Constitution la consécration de l'égalité des droits; ce n'est plus une œuvre humaine, ce serait presque l'œuvre d'un dieu!

Cette égalité de droits s'envisage, aux points de vue de la loi, des fonctions et des impôts.

L'égalité devant la loi « consiste en ce que tous les citoyens ne forment qu'une classe unique de sujets à l'égard desquels la loi statue uniformément et indistinctement, sans acception de personnes (2) ». Ce mode d'égalité, Robespierre le réclame avec sa logique et son ordinaire volonté, comprenant bien qu'il constitue la partie essentielle du principe auquel il ajoute tant d'intérêt.

A la Constituante, le 22 avril 1790, sans énoncer la règle de l'égalité devant la loi, qui peut-être aurait choqué ces esprits traditionnalistes à outrance et coutumiers de peines inégales pour les classes diverses de la société, Robespierre proteste contre l'iniquité d'une peine plus forte vis-à-vis du pauvre et de l'indigent. « Quand on aura défini constitutionnellement à

(1) A. P., 1^e sér., t. LXII, 15 avril 1793.

(2) Esmein., *op. cit.*, p. 381.

quels signes on doit reconnaître et punir ce qu'on appelle vagabondage, alors je consentirai à violer l'égalité des peines contre l'indigence et la misère. Je ne vois ici que le langage des anciennes lois et des hommes punis plus fortement parce qu'ils n'ont rien (1) ». C'était le premier pas dans l'affirmation de l'égalité de tous devant la loi. Mais, en ces temps où « nous avons consommé six siècles en six années (2) », la marche des idées était vertigineuse dans la cervelle des hommes « torrent énorme qui s'engouffre dans un conduit étroit (3) » et le 16 juin 1790, Robespierre impérieusement demande la réforme de l'inégalité des lois. « Le législateur doit travailler à diminuer le nombre des malheureux, en réformant les lois qui outragent l'humanité..... en faisant que des lois égales pour tous frappent également sur tous et protègent tous les bons citoyens sans exception (4) ». Enfin, quand il dictera la loi constitutionnelle de la France, quand il imposera ses idées au pays, Robespierre dans sa Déclaration des Droits inscrira sa pensée constante : « La loi doit être égale pour tous (5). »

Un second aspect de l'égalité civile est « l'égalité admissibilité aux fonctions et emplois publics de tous les citoyens (6). »

(1) A. P., 1^e sér., t. XV, 22 avril 1790.

(2) Boissy d'Anglas.

(3) Taine, *op. cit.*, t. V, p. 80.

(4) A. P., 1^e sér., t. XVI, 16 juin 1790.

(5) Art. XX.

(6) Esmein., *op. cit.*, p. 384.

Robespierre ne dénie point cette part d'égalité à ses concitoyens. « Tous les citoyens que's qu'ils soient ont droit de prétendre à tous les degrés de représentation (1). » Un débat sur les qualités nécessaires à un juré s'engage-t-il à l'Assemblée Constituante, Robespierre prend la parole pour soutenir sa thèse et conclut « d'une part qu'il faut que tous les citoyens puissent être appelés aux fonctions publiques (2). » Au mois de mai 1791, on entend Robespierre faire la motion suivante: « que tout français domicilié soit déclaré citoyen actif et éligible (3). » Un mérite de la future Constitution de 1793 est, au dire de Robespierre, « de s'être dépouillée de l'odieuse distinction entre les citoyens actifs et les citoyens passifs, injure pour l'humanité (4). » Et maintenant qu'il parle en législateur et en maître, il dit: « Tous les citoyens sont admissibles à toutes les fonctions publiques, sans aucune autre distinction que celle des vertus et des talents, sans aucun autre titre que la confiance du peuple (5). »

Il resterait à étudier, en cet endroit, l'égalité de tous devant l'impôt; nous en parlerons au moment de l'exposé de la théorie de Robespierre sur l'impôt progressif. Ainsi groupées, ces deux idées connexes s'éclaireront mutuellement.

(1) A. P., 1^e sér., t. IX, 22 octobre 1789.

(2) A. P., 1^e sér., t. XXII, 5 fév. 1791.

(3) A. P., 1^e sér., t. XXVI, 28 mai 1791.

(4) A. P., 1^e sér., LXII, 15 avr. 1793.

(5) *Décl. des Dr.* de Robespierre art. XXI.

* * *

Le second frein que met à la toute-puissance de l'Etat, l'éminente dignité de l'homme, est la liberté individuelle.

Ce droit naturel ne le cède point en importance à celui qu'on vient d'examiner. Rousseau considérerait la liberté de chacun comme l'essence même de la nature de l'homme. « Renoncer à sa liberté, c'est renoncer à sa qualité d'homme (1). » Pour Robespierre, la liberté est « l'intérêt primitif de l'homme », et, dans son « galimatias accoutumé (2) », il s'écrie : « Moi, dont la liberté sera l'idole, moi, qui ne connais ni bonheur, ni prospérité, ni moralité pour les hommes ni pour la nation sans liberté... (3) » La sauvegarde de ce droit constitue une mesure d'un intérêt primordial pour le salut public, à telle enseigne, que les lois constitutionnelles d'une nation doivent, avant tout, en assurer le respect : « Le principal objet des lois constitutives doit être de défendre la liberté publique contre les usurpations de ceux qui gouvernent (4). » Dans sa Déclaration des Droits, Robespierre insistera particulièrement sur ce droit individuel. « Dans tout Etat libre, la loi

(1) Rousseau. *op. cit.*

(2) Malouet.

(3) A. P., 1^{re} sér., t. XXXI, 21 septembre 1791.

(4) Robespierre. *Lettres à ses commett.* n° 1,

doit surtout défendre la liberté publique et individuelle contre l'autorité de ceux qui gouvernent (1). »

Cette liberté, dont l'existence est nécessaire au développement d'une nation, est ainsi définie par Robespierre: « La liberté, le premier des besoins de l'homme, le plus sacré des droits qu'il tient de la nature... est le pouvoir qui appartient à l'homme d'exercer à son gré toutes ses facultés. Elle a la justice pour règle, les droits d'autrui pour bornes, la nature pour principe et la loi pour sauvegarde (2). » Cette définition renferme les caractères communs à tous les droits individuels, c'est-à-dire la limitation de ces droits par ceux d'autrui et l'origine naturelle. Au regard de ces remarques, la liberté est donc un droit naturel. Quelques mois auparavant, dans son Défenseur de la Constitution, Robespierre, sans doute sous l'impression de cette pensée de Montesquieu: « La liberté est le droit de faire tout ce que les lois permettent (3) », avait écrit déjà: « Le citoyen a le droit de faire tout ce que les lois civiles et politiques ne défendent pas... la loi civile ne peut défendre que ce qui nuit à la société et aux droits d'autrui (4). » Ces paroles étaient également une réminiscence de l'article 4 de la Déclaration de 1789: « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ». Enfin, pour indiquer le champ d'action de ce droit

(1) *Décl. des Dr.*, art. XXXI.

(2) *J. des Déb.*, 24 avr. 1793, et *Décl. des Dr.* de Rob. ar. V.

(3) Montesquieu. *Espr. des Lois*, liv., XI, chap. III.

(4) *Déf. de la Const.*, n° 2.

individuel, Robespierre donnera ces conseils au législateur de 1793 : « Laissez aux individus, laissez aux familles le droit de faire ce qui ne nuit point à autrui... En un mot, rendez à la liberté individuelle tout ce qui n'appartient pas naturellement à l'autorité publique (1). »

Mais la liberté se subdivise, pour ainsi dire, en plusieurs ramifications : l'une a trait à la personne elle-même, les autres, à l'expression de sa pensée.

La première s'appellera la sûreté, « c'est-à-dire la garantie contre les arrestations, emprisonnements et pénalités arbitraires (2). » Elle figure parmi les revendications de Robespierre et, noblement, le député d'Artois s'élèvera contre l'arbitraire des lettres de cachet : « Il faut qu'un citoyen soit prévenu d'un délit pour qu'on puisse rendre sa condition pire que celle des autres citoyens et surtout pour qu'on puisse entrer arbitrairement dans sa propre maison et violer le secret de ses affaires (3). » Oublieux de cette protestation, Robespierre s'infligera un sanglant démenti quand il composera une de ses œuvres, la loi des suspects (4), « la grande pourvoyeuse de la guillotine » !

Les autres modes de la liberté tenaient encore plus à cœur, à l'idole de la société séant aux Jacobins ; c'étaient la liberté de réunion et la liberté de la

(1) Disc. de Rob. sur la Const., 10 mai 1793.

(2) Esmein., *op. cit.*, p. 384.

(3) A. P., 1^{re} sér., t. XXVII, 5 juil. 1791.

(4) Loi du 17 septembre 1793.

presse. Grâce à la première, Robespierre allait grandir au sein des Clubs et des sociétés politiques, fonder sa dictature de fait sur des bases fragiles (1), sur des acclamations du peuple, entassé dans ces lieux du paradoxe et de l'outrance.

La presse libre ne serait-elle pas la grande semeuse des idées et des théories nouvelles, le précurseur du gouvernement de demain ?

« La loi ne peut avoir d'autre droit envers les citoyens qui se rassemblent que de punir les contraventions s'il s'en commet, mais les Sociétés sont essentiellement légitimes et la loi ne peut mettre aucune entrave à leur formation sans porter une atteinte également injuste et inutile à la liberté (2). » Sans nul doute, en réponse à un cri d'alarme que poussait, à l'Assemblée Constituante, un ami de l'ordre et de la pondération, effrayé par la multiplication colossale des Clubs et des Sociétés populaires (3), cette parole de Robespierre le disait partisan d'une liberté absolue de réunion. D'ailleurs, les services rendus par ces Clubs doivent les mettre à l'abri de toute attaque. « Détruisez-les, s'écrie Robespierre, et vous aurez ôté à la corruption le frein

(1) Le *Journal de la Montagne*, au lendemain de l'exécution de Robespierre, son dieu de la veille, se réjouit en décrivant la séance du 11 Thermidor aux Jacobins : « Des larmes de joie, de sensibilité s'échappent de leurs yeux attendris. Le Jacobin serre la main du Jacobin en lui disant : nous sommes libres... »

(2) A. P., 1^e sér. t. XXVII, 3 juillet 1791.

(3) En mars 1791, on en compte 229, en août 1791 près de 470, en septembre 1791. 1000. Taine *op. cit.*, t. V. p. 54 et suiv.

le plus puissant, vous aurez renversé le dernier obstacle qui s'opposait à ses sinistres projets (1). » Pourquoi donc ruiner cette « institution utile en elle-même, nécessaire au maintien de la Constitution, et qui, de l'aveu de ses adversaires même, a rendu des services essentiels à la liberté (2). »

En défendant cette liberté de réunion, non seulement Robespierre se montrait logique avec sa doctrine des droits individuels, mais encore, il faisait preuve d'une grande habileté politique. Son discours du 16 mai 1791 contre la réélection des membres de l'Assemblée Constituante, et le vote qui le sanctionna l'éloignaient de l'enceinte de la future Assemblée; fallait-il disparaître de la scène politique? Non, mais régner dans des assemblées plus nombreuses et plus puissantes, capables de contrebalancer toutes les influences législatives; Robespierre dirigerait les Clubs.

* * *

« La liberté de la presse, partie inséparable de celle de communiquer ses pensées (3) », formait un article de ce programme individualiste dont Robespierre s'était porté garant devant ses électeurs d'Artois et qu'il avait, auparavant encore, tracé dans les cahiers

(1) A. P., 1^{re} sér., t. XXXI, 29 septembre 1791.

(2) A. P., 1^{re} sér., t. XXXI, 29 septembre 1791.

(3) A. P., 1^{re} sér., t. VIII, 24 août 1789.

d'instruction des Assemblées baillagères, dont il avait été le rédacteur officiel (1).

Dès le 24 août 1789, il opine en faveur de la liberté de la presse. « Vous ne devez pas balancer de déclarer franchement la liberté de la presse (2). » Deux jours après, la Déclaration des Droits était votée; elle renfermait cet article: « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi (3). »

Mais Robespierre ne s'en tint pas à une déclaration de principe et, dans un discours sur la liberté de la presse, il expose aux Sans-Culottes ses idées principales sur le droit d'exprimer sa pensée. Sans ambages, sans réticences, il proclame que « la liberté de la presse doit être entière et indéfinie ou elle n'existe pas (4) ». L'homme usera donc de sa liberté de

(1) « Les assemblées baillagères étaient réunies ; il s'agissait de rédiger pour chacune d'elles les cahiers d'instruction qui devaient tracer à leurs députés la conduite qu'ils auraient à tenir. Je fus chargé, par mon bailliage, de cette rédaction ; et je me rendis digne d'une si honorable mission en proclamant les principes de la souveraineté du peuple et en traçant, dans le cercle de ces limites, les mandats qu'il imposait à ses représentants. Je demandais le vote libre et annuel de l'impôt, l'égale contribution de tous les citoyens aux charges publiques, la liberté indéfinie des personnes, des cultes, de la presse.... » *Mém. de Rob.*, t. I, p. 277.

(2) A. P., 1^e sér., t. VIII, *loc. cit.*

(3) *Décl. des Dr. de 1789*, art. 11.

(4) Disc. aux Jacobins, 11 mai 1791. Lb⁴⁰ 594.

penser sans la moindre restriction à supporter. Puis, il achève son discours selon l'habitude de ces réunions, par une motion ainsi conçue: « Que l'Assemblée Nationale déclare 1^o que tout homme a le droit de publier ses pensées par quelques moyens que ce soit et que la liberté de la presse ne peut être gênée ni limitée en aucune manière; 2^o que quiconque portera atteinte à ce droit doit être regardé comme ennemi de la liberté (1). »

Du Club des Jacobins à l'Assemblée Nationale, on s'assagit, on comprend, que dans un milieu de législateurs, la parole ne produira pas de fruits si elle se ressent de l'effervescence des Sociétés populaires; aussi, effaçant sa pensée devant celle d'hommes plus influents sur l'Assemblée, Robespierre interroge: « Pouvez-vous oublier que l'opinion des hommes qui ont le plus d'idées sur la liberté de la presse est que cette liberté doit être illimitée? (2) » Cependant, la discussion d'une loi sur la liberté de la presse devient l'objet des travaux de l'Assemblée Constituante. C'était au moment où journaux, pamphlets, caricatures pullulaient et menaçaient, de leurs mille voix, l'ordre et l'esprit publics. « Chaque jour de ces années de tempête en jette un nouveau, le lendemain en jette un autre, le jour qui suit un autre encore; vagues sonores de chiffons noircis, que font taire les vagues survenantes (2). » Il devenait utile

(1) Robespierre. Disc. aux Jac. *loc. cit.*

(2) A. P., 1^{re} sér., t. XXVI, 1^{er} juin 1791.

(3) Ed. et J. de Goncourt, *op. cit.*, p. 238.

de museler cette presse aboyante, qui ne tendait à rien moins qu'à peser sur les décisions de l'Assemblée Nationale. Le courant contre la licence de la presse était trop puissant pour songer à le remonter, il fallait penser plutôt à l'endiguer. Aussi, considérant les multiples manifestations de la pensée humaine, Robespierre suggère de porter une loi générale, destinée à réglementer ces diverses manifestations, tout en préservant la liberté de la presse d'atteintes nombreuses et incessantes que ne manqueraient point de lui faire subir des lois successives et partielles. « La loi doit être uniforme; et puisque cette loi porte sur le principe sacré de la liberté, je dis que pour faire une pareille loi, il faut en approfondir le principe, il faut la considérer d'une manière générale et ne point entamer sans cesse le principe par des lois partielles qui, tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, portent atteinte à la liberté de publier ses pensées (1) ». Une semblable loi exige toute la circonspection, toute la prudence, toute la tolérance de législateurs éclairés, car « les questions qui s'élèvent sur le mérite ou sur le crime d'un écrit quelconque sont nécessairement abandonnées à l'incertitude des opinions et à l'arbitraire des jugements particuliers; chacun décide des questions suivant ses principes, suivant ses préjugés, suivant ses habitudes, suivant les intérêts de son parti, suivant ses intérêts particuliers.... (2). » Quelle conclusion s'im-

(1) A. P., 1^{re} sér., t. XXVIII, 7 juillet 1791.

(2) A. P., 1^{re} sér., t. XXIX, 22 août 1791.

posait, à la suite de pareilles difficultés à vaincre, pour doter le pays d'une loi sur la presse? Le maintien du *statu quo*, la liberté absolue de la presse: « sauf l'exception portée contre ceux qui provoqueraient formellement la désobéissance à la loi, tout citoyen a le droit de publier ses opinions sans être exposé à aucune poursuite (1). »

La vue des résultats d'une presse libre doit conduire facilement à admettre l'absence totale de réglementation. Grâce à l'indépendante expression de la pensée, nous obtiendrons de meilleures lois, car « la loi n'est que l'expression de la volonté générale; la volonté générale n'est que le résultat des lumières générales et les lumières générales ne peuvent être formées et accrues que par la libre communication des pensées entre les citoyens (2) ». Un deuxième avantage que présente cette liberté de l'opinion publique est celui-ci : sous un régime où le peuple en personne ne fait point la loi, ne devient-il pas nécessaire, pour réfréner l'ambition des représentants, « que la voix de l'opinion publique retentisse sans cesse autour d'eux pour balancer la puissance de l'intérêt personnel et des passions individuelles? Là plus qu'ailleurs, la liberté de la presse est le seul frein de l'ambition (3) ». Ces résultats avaient été déjà mentionnés par l'abbé Raynal, dans son ouvrage, et le raisonnement de Robespierre se ressent de ces

(1) A. P., 1^e sér., t. XXIX, *die cil.*

(2) Déf. de la C., n^o 4, p. 221.

(3) *eod. loc.*

paroles: « Un citoyen isolé, abandonné à la force individuelle, osera-t-il jamais lutter contre la puissance toujours redoutable de ceux qui gouvernent? Ne doit-il pas être nécessairement écrasé par leurs intrigues ou leur violence? Il en serait sans doute ainsi sans la liberté indéfinie de la presse. Par cet heureux expédient les actions des dépositaires de l'autorité deviennent publiques (1). »

La pensée de Robespierre sur la liberté de la presse n'est pas moins explicitement formulée dans sa Déclaration des Droits où il dit en effet: « Le droit de s'assembler paisiblement, le droit de manifester ses opinions, soit par la voix de la presse, soit de toute autre manière, sont des conséquences si nécessaires du principe de la liberté de l'homme que la nécessité de les énoncer suppose ou la présence ou le souvenir récent du despotisme (2). »

Les nécessités gouvernementales transformèrent en quelques jours le libéralisme de Robespierre; la presse et la parole furent étroitement réglementées: « la presse, devenue vraiment esclave, fut tout entière gouvernementale (3). » Quelques lignes plus loin, M. Aulard ajoute « Ce n'est pas seulement la liberté d'écrire qui fut limitée, puis anéantie par les lois terroristes. La liberté de la parole n'exista presque plus à partir de l'exécution de Danton (4). »

(1) A. Raynal, *op. cit.*, *loc. cit.*

(2) *Décl. des Dr.*, art. VI.

(3) Aulard, *op. cit.*, p. 360.

(4) Aulard, *op. cit.*, p. 361.

Les frères Goncourt constataient aussi ce changement. « Robespierre mort, un cri avait couru la France : la liberté de la presse (1). » Comme en nombre de circonstances, Robespierre avait encore, pour la liberté de la presse, conformé ses opinions aux événements.

* * *

De même que les faits sont reliés entre eux par des rapports de cause à effet, de même les idées se rattachent-elles souvent à des idées semblables que d'autres esprits conçurent à des époques antérieures. Quand Robespierre proclamait, que le peuple a un droit « éminent » de propriété sur tout le territoire national, il exprimait la théorie de l'état patrimonial, qu'avait professée la royauté : théorie par suite de laquelle, le territoire était considéré comme la propriété du roi. Robespierre donne encore raison à cette constatation que souvent, la Révolution a substitué simplement aux droits du roi, les droits de la nation.

Le député d'Artois admet, en effet, en faveur du peuple, un droit de propriété sur le territoire et lorsqu'on parlera de l'obligation pour le clergé de secourir le peuple, Robespierre transformera le caractère de cette obligation en disant : « Les biens ecclésiastiques appartiennent au peuple. Demander aux ecclésiastiques des secours pour le peuple, c'est ramener ces biens, à leur première destination (2). »

(1) Ed. et J. Goncourt, *Hist. de la Soc. franç. pendant le Directoire* p. 382.

(2) A. P., 1^e sér., t. XI, 18 janvier 1790.

Chaque unité de cette agrégation qui forme le peuple possédera par conséquent le droit d'être propriétaire. Cette conclusion ne s'affirmait pas au grand jour dans la théorie de Robespierre, mais sa méthode rigoureuse de déductions discernait assurément la véracité de cette conséquence. N'en trouve-t-on pas une preuve dans cette phrase où il accorde en somme aux plus nécessaires, une propriété? « Oui, les grossiers habits qui me couvrent, l'humble réduit où j'achète le droit de me retirer et de vivre en paix, le modique salaire avec lequel je nourris ma femme, mes enfants, tout cela, je l'avoue, ne sont point des terres, des châteaux, des équipages, tout cela s'appelle rien peut-être pour le luxe et l'opulence; mais c'est quelque chose pour l'humanité; c'est une propriété sacrée, aussi sacrée, sans doute que les brillants domaines de la richesse (1). » C'était la seule satisfaction qu'il pût donner à son esprit de logique, car proclamer nettement le droit de chacun à être propriétaire eût froissé les susceptibilités en éveil de la masse rurale, dont il tenait alors son mandat.

Il faut se souvenir, en effet, que durant tout le dix-huitième siècle, le paysan avait acheté de la terre à tel point « qu'en 1760, un quart du sol, dit-on, avait déjà passé aux mains des travailleurs agricoles (2). » Et à cette époque, c'est un étonnement général que cette passion du paysan pour la terre: « Aussi le nombre des petites propriétés rurales va toujours

(1) A. P., 1^e sér., t. XI, 25 janv. 1790.

(2) Taine, *op. cit.*, t. II, p. 229.

croissant. Necker dit qu'il y en a « une immensité (1). » Il semble que ce soit là le véritable motif pour lequel Robespierre a ajourné la théorie socialiste, que lui imposait la logique du raisonnement. Et, en face de cette situation, il plaidera énergiquement en faveur de la consolidation du droit de propriété: « Qu'importe, en effet, que mes biens soient au niveau ou au-dessus de mes besoins? Cette circonstance peut-elle vous autoriser à me les voler? Qu'importe que je les aie acquis à titre gratuit ou à titre onéreux? Dans le second cas, ils sont sacrés comme le contrat de vente; dans le premier, ils sont sacrés comme le contrat de donation; dans l'un et l'autre, ils sont sacrés comme les droits de la propriété (2). » Il s'opposera à toute décision législative susceptible de léser en quelque façon les propriétaires: « Un législateur ne peut prendre à une classe de citoyens pour donner à une autre (3). » Les débats, au sujet du droit seigneurial de chasse, sont une occasion nouvelle pour Robespierre de manifester son désir de faire respecter l'avoir de chacun: « Je propose de décréter que la chasse sera libre, même sur le terrain d'autrui, pourvu qu'on ne nuise pas à la propriété (4). »

Mais, dans la nuit du 4 août 1789, la Constituante, en principe, avait « détruit entièrement le régime

(1) Taine, *eod. loc.*

(2) A. P., 1^{re} sér., t. X, 9 déc. 1789.

(3) A. P., 1^{re} sér., t. XII, 4 mars 1790.

(4) A. P., 1^{re} sér., t. XIII, 21 avril 1790.

féodal ». Par cette annihilation des obligations réelles et des servitudes personnelles, l'Assemblée méconnaissait bien des droits, mais elle contribuait ainsi à détacher les paysans de la monarchie et à les rallier à la république (1). Cependant, elle maintenait l'équité, en déclarant que les droits réels continueraient à subsister jusqu'au rachat. Cela ne satisfaisait point encore ceux qui, n'ayant pu devenir propriétaires à l'aide de leurs deniers, pensaient le devenir sans bourse délier. Les servitudes personnelles avaient été supprimées par des votes, par des acclamations, un trait de plumie devait faire disparaître les droits réels. Tel fut le raisonnement des meneurs des Jacqueries; peut-être soutenaient-ils également ce paradoxe historique — historique, car on le voit réapparaître de siècle en siècle — « les redevances de toute nature que nous avons acquittées ont largement payé la valeur du bien que nous exploitons; décrétez que notre dette est éteinte et que nous sommes propriétaire de ce que nous cultivons. »

« Par décret du 25 août, toute propriété foncière fut réputée libre de tous droits, tant féodaux que censuels, et ces droits furent abolis sans indemnité, à moins que l'acte primordial d'inféodation, d'acensement ou de bail ne fût produit (2). » Clause de style, qui servait à masquer l'expropriation, car ces titres, pour la plupart vieux de plusieurs siècles, s'étaient égarés ou avaient disparu dans les feux de joie que les

(1) Aulard, *op. cit.*, p. 260.

(2) Aulard, *op. cit.*, p. 259.

paysans avaient entretenus de ces titres et papiers de famille. La répartition des propriétés fut bouleversée.

* Ces diverses mesures n'avaient point laissé le public indifférent et, par l'organe de la presse avancée, se manifestèrent quelques tendances socialistes. Les *Révolutions de Paris* écrivaient, en janvier-février 1791, un article intitulé : « Des Pauvres et des Riches », où le gazetier tenait un propos tel que celui-ci : « Le pauvre ne se soucie plus de recevoir, à titre de charité, ce qu'il peut exiger en vertu de ses droits et de sa force. » Le même journal, à quelques jours de distance, insérera ces paroles : « Il (le peuple) est rentré dans ses droits. Un pas de plus et il rentrera dans ses biens (1). » Ces prétentions inquiétaient une grande partie de l'opinion ; un désaveu solennel devait intervenir. La Convention adopta, le 21 septembre 1792, la déclaration proposée par Danton : « La Convention déclare que la sûreté des personnes et des propriétés est sous la sauvegarde de la Nation (2) ».

Robespierre subissait les fluctuations de la pensée publique, et si son journal refusait l'accès au *socialisme*, par contre, en qualité de député de Paris, il acceptera quelques instants cette doctrine. Le *Défenseur de la Constitution* se fait l'écho du mouvement *antisocialiste* qu'avaient provoqué les tentatives de quelques hommes encore isolés. Toujours soucieux de l'opinion générale, Robespierre se soumet à ses ca-

(1) Aulard, *op. cit.*, p. 91.

(2) *Reimp., Monit.*, t. XIV, p. 8.

prices et en adopte le défaut d'esprit de suite. Aujourd'hui « la France a horreur de la loi agraire » et Robespierre repoussera cette mesure « comme si les défenseurs de la liberté ignoraient que l'égalité des biens est essentiellement impossible dans la société civile, qu'elle suppose nécessairement la communauté qui est encore plus visiblement chimérique parmi nous; comme s'il était un seul homme doué de quelque industrie dont l'intérêt personnel ne fût pas contrarié par ce projet extravagant (1) ». Mais, sous les excitations journalières des feuilles où le paradoxe tenait lieu de raison, où les injures remplaçaient les arguments, le bon sens du peuple cède le pas à ses convoitises. Les bruits, que l'on semait à profusion, d'accaparements monstrueux, la famine qui aigrissait les esprits, contribuèrent au revirement rapide de l'opinion publique. L'organe populaire, *le Père Duchesne*, demande alors « qu'on fasse regorger tous ces richards, engraisés du sang du peuple, qu'on fasse restituer aux financiers tout ce qu'ils ont volé à la Nation, qu'on rogne les ongles à toutes ces sangsues du peuple (2). » Ces revendications s'écrivaient en décembre 1792; Robespierre, comprenant toute la portée que pourrait acquérir une théorie qui, tout en mitigeant ces expressions brutales, en adopterait le sens humanitaire, prononce son discours du 2 décembre 1792 sur les subsistances. Pour se séparer des thèses trop absolues et pour rallier à ses idées une

(1) *Déf. de la Const.*, n° 4, p. 75.

(2) Aulard, p. 89.

majorité plus compacte, il commence par ces paroles : « Ce n'est pas la cause seule des citoyens indigents que je veux plaider, mais celle des propriétaires et des commerçants eux-mêmes (1). » Puis, Robespierre pose le principe, que chacun doit posséder ce qui lui est nécessaire pour vivre. Sans s'expliquer sur les moyens à employer, pour arriver à une répartition plus équitable de la fortune publique, il dit : « Il n'est pas nécessaire que chaque individu puisse acheter de brillantes étoffes, mais *il faut* qu'il soit assez riche pour acheter du pain pour lui et pour ses enfants (2). »

Il insiste sur cette idée, et il fait suivre ce principe de ces développements : « Le premier des droits c'est celui d'exister; la première loi sociale est donc celle qui garantit à tous les membres de la société les moyens d'exister; toutes les autres sont subordonnées à celle-là. C'est pour vivre d'abord que l'on a des propriétés. Il n'est plus vrai que la propriété puisse jamais être en opposition avec la subsistance des hommes, aussi sacrée que la vie elle-même; tout ce qui est nécessaire pour la conserver est une propriété commune à la société entière; il n'y a que l'excédent qui soit une propriété individuelle et qui soit abandonnée à l'industrie des commerçants.

» Je défie le plus scrupuleux défenseur de la propriété de contester ces principes, à moins de déclarer ouvertement qu'il entend par ce mot le droit de

(1) A. P., 1^e sér., t. LIV, 2 décembre 1792

(2) *Reimp. Mon.*, 2 décembre 1792, t. XIV.

dépouiller et d'assassiner ses semblables (1). » Ces déclarations pourquoi les faisait-il, pourquoi proclamait-il ce droit primordial de chacun à vivre? Il n'aurait point parlé en ces termes si « les riches se regardaient comme les économes de la société ou comme les frères du pauvre (2) ». Mais puisque « toutes les passions déclarent la guerre à l'humanité souffrante (3) », prenons le parti des nécessiteux, car « la propriété sacrée, celle du peuple, est immolée aux intérêts d'un commerce criminel, et la vie des hommes au luxe des riches et à la cupidité des sangsues publiques (4) ». Que la société sauvegarde ce droit: « La société n'a-t-elle pas le droit de réclamer la portion nécessaire à la subsistance des citoyens? que dis-je c'est le plus sacré de ses devoirs. Comment donc les lois nécessaires pour en assurer l'exercice seraient-elles injustes (5)? D'ailleurs, « je n'ôte aux riches aucun profit honnête, aucune propriété légitime; je ne leur ôte que le droit d'attenter à celle d'autrui (6) ». Répartir la fortune publique de telle sorte que les extrêmes inégalités soient évitées; restreindre le droit de propriété aux seuls biens qui ne sont pas nécessaires à la conservation de l'existence; admettre pour chacun un droit de propriété sur ce

(1) *Reimp., Monil., loc. cit.*, p. 636.

(2) *Reimp. Monil., loc. cit.*, p. 637.

(3) *eod. loc.*

(4) *eod. loc.*

(5) *eod. loc.*

(6) *eod. loc.*

qui lui est indispensable à la vie, telles sont les trois propositions dans lesquelles on peut enserrer les idées nouvelles de Robespierre. Son but éminemment louable est, en somme, la diminution de la souffrance humaine par une adaptation plus exacte des moyens aux besoins; mais pour arriver à ce but il faut que le législateur « prenne à une classe de citoyens pour donner à une autre » et le droit de propriété n'existera plus, car un droit morcelé est bien vite anéanti. En effet, très souvent, quand on abandonne à l'appréciation de chacun le soin de délimiter un droit, il rentre dans cette opinion une part d'arbitraire qui fait de ce droit quelque chose d'instable, d'incertain et bientôt d'inexistant. Mieux vaut peut-être supporter quelques conséquences fâcheuses d'un droit, en se souvenant de tout le bien qu'il procure, que de n'en point défendre l'intégrité. A l'appui de cette constatation, rappelons cette parole de Robespierre: « La véritable humanité est celle qui sait sacrifier quelques intérêts particuliers à l'intérêt général (1) ».

S'il faut en croire certains historiens, Robespierre glissa sur le chemin d'un demi socialisme pour devancer les Girondins, mais sa pensée restait hostile à la loi agraire. La discussion sur la Déclaration des Droits permettra à Robespierre d'exposer à nouveau sa théorie sur la propriété.

« Je vous proposerai d'abord quelques articles nécessaires pour compléter votre théorie sur la pro-

(1) A. P., 1^{re} sér., t. LIX, 5 mars 1793.

priété. Que ce mot n'alarme personne. Ames de boue qui n'estimez que l'or, je ne veux point toucher à vos trésors, quelque impure qu'en soit la source. Vous devez savoir que cette loi agraire dont vous avez tant parlé, n'est qu'un fantôme créé par les fripons pour épouvanter les imbéciles; il ne fallait pas une révolution sans doute pour apprendre à l'univers que l'extrême disproportion des fortunes est la source de bien des maux et de bien des crimes, mais nous n'en sommes pas moins convaincus que l'égalité des biens est une chimère (1). » La loi agraire, l'égalité des biens, étaient des expédients, susceptibles de froisser même certains esprits qui comptaient parmi les plus avancés. La réalisation de ces deux mesures n'aurait-elle pas entraîné un bouleversement social complet? Or si la classe bourgeoise, au profit de laquelle s'accomplissait la révolution, désirait l'égalité politique dont elle bénéficierait, par contre elle avait horreur de l'égalité sociale qui l'aurait dépouillée d'une partie de ses biens. Ignorait-elle en ce moment la bourgeoisie, que l'égalité politique pour produire ses effets normaux exige nécessairement l'égalité sociale, qu'en traitant également des citoyens dont la situation sociale est inégale, on arrive à créer une inégalité politique flagrante et à fausser l'équilibre de la vie politique d'un pays. Si les hommes de la classe moyenne qui détenaient alors le pouvoir ont aperçu ces conséquences, ils en détournèrent leur attention avec une telle unanimité qu'il ne fallait point

(1) *Reimp. Monit.*, t. XVI, 24 avril 1793, p. 213.

songer à soutenir semblable théorie. Robespierre, dont le discernement très perspicace des tendances, même latentes de l'opinion publique lui valut une majorité assez fidèle, comprit ce penchant de la bourgeoisie et au début de son discours sur la propriété il éprouvait le besoin de rasséréner ces âmes, qu'effrayait toute discussion sur la propriété. Cependant, les susceptibilités rassurées, il s'écrie: « Posons donc de bonne foi les principes du droit de propriété (1) ». Qu'est-ce que la propriété? « Demandez à ce marchand de chair humaine ce que c'est que la propriété, il vous dira, en vous montrant cette longue bière, qu'il appelle un navire, où il a encaissé et serré des hommes qui paraissent vivants: « Voilà mes propriétés, je les ai achetées tant par tête. » Interrogez ce gentilhomme qui a des terres et des vassaux, ou qui croit l'univers bouleversé depuis qu'il n'en a plus; il vous donnera de la propriété des idées à peu près semblables (2). » Moralisons ces notions, en faisant de la propriété un droit social basé sur les principes de la morale: « En définissant la liberté, le premier des besoins de l'homme, le plus sacré des droits qu'il tient de la nature, nous avons dit avec raison qu'elle avait pour bornes les droits d'autrui. Pourquoi n'avez-vous pas appliqué ce principe à la propriété, qui est une institution sociale, comme si les lois éternelles de la nature étaient moins inviolables que les con-

(1) *Reimp. Monit.*, t. XVI, 24 avril 1793, p. 213.

(2) *eod. loc.*

ventions des hommes (1) » Puis, Robespierre résume en quelques articles son discours: « Article premier. — La propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion des biens qui lui est garantie par la loi.

» Art. 2. — Le droit de propriété est borné, comme tous les autres, par l'obligation de respecter les droits d'autrui.

» Art. 3. — Il ne peut préjudicier ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos semblables.

» Art. 4. — Toute possession, tout trafic qui viole ce principe est illicite et immoral (2). »

Si l'Assemblée n'adopte point ces réformes proposées: « Votre Déclaration paraît faite, non pour les hommes, mais pour les riches, pour les accapareurs, pour les agioteurs et pour les tyrans (3). »

La propriété n'est donc pas un droit naturel, un droit de l'homme, mais un droit social, un droit du citoyen; et, en passant, signalons que Robespierre montre ici, qu'il a su parfois distinguer ces deux sortes de droit.

Si la propriété est une institution sociale, il n'en résulte pas pour chaque individu un droit à être propriétaire; le *socialisme* de Robespierre n'existe déjà

(1) *Journ. des Déb.*, 24 avril 1793. Nous prenons ici la ponctuation adoptée par le *Journ. des Débats*, parce que le texte rapporté dans le *Moniteur* nous paraît contenir une erreur à ce point de vue.

(2) *Reimp. Monit.*, *loc. cit.*

(3) *eod loc.*

plus. Mais, au contraire, la propriété devient une prérogative sacrée, un droit garanti par l'expression de la volonté générale, la loi; un droit assuré par l'obligation qui s'impose à chacun de le respecter. C'est la théorie romaine de la propriété dans toute sa vigueur, et Robespierre traduit le *jus utendi et abutendi* par ces mots: « le droit de jouir et de disposer ». Puisque la propriété est une institution sociale et que la société est basée sur un contrat accepté tacitement par tous, nul n'a le droit de contester la légitimité d'une institution qui dérive même de ce contrat. La propriété est une conséquence de l'accord des volontés particulières, y porter atteinte c'est ébranler la base de la société; la propriété est un droit aussi respectable que la liberté. Ces quelques réflexions ne sont-elles point venues à l'esprit de ceux qui écoutaient le revirement de Robespierre, et ne sont-elles point le résultat de la lecture même de ce discours? Pour Robespierre, ce discours est le désaveu de son *demi-socialisme*, et, le 24 avril 1793, il faisait, à la Convention, amende honorable d'une doctrine qu'il n'avait admise peut-être que sous la pression des événements.

* * *

Le droit de pétition provoqua un débat assez tumultueux à l'Assemblée Constituante. Des esprits éminemment opposés trouvèrent, à propos de ce droit, un terrain de conciliation, et Robespierre s'accorda

avec l'abbé Maury, par exemple. Cette entente momentanée fit triompher le droit de pétition.

Toujours désireux d'améliorer¹ le sort des pauvres et des faibles, Robespierre s'efforça de faire accorder à tous, sans distinction aucune, le droit de pétition. Il attachait également une importance très grande à l'exercice de ce droit, parce que, par les pétitions, les volontés individuelles pourront signifier aux corps élus, leur assentiment ou leur désapprobation, et demander les réformes dont elles sentent la nécessité.

Le droit de pétition permettrait au peuple de se mêler plus intimement à la vie de ses mandataires, obligerait ceux-ci à un souci plus constant des intérêts qui leur sont confiés. Le droit de pétition « n'est autre chose, dit Robespierre, que la faculté qui appartient à tout citoyen d'émettre son vœu et de demander à ceux qui peuvent subvenir à ses besoins ce qui lui est nécessaire (1) ». Ce droit, que tout individu possède, car « la pétition n'est point l'exercice d'un droit politique, c'est l'acte de tout homme qui a des besoins (2) », ne peut être dénié aux collectivités, « puisque tout individu, isolément, a le droit de pétition, il n'est pas possible que vous interdisiez à une collection d'hommes, quelque titre, quelque nom qu'elle porte, que vous lui interdisiez, dis-je, la faculté d'émettre son vœu et de l'adresser à qui que ce puisse être (3) ». Robespierre plaidait en faveur des innombrables So-

(1) A. P., 1^e sér., t. XXV, 10 mai 1791.

(2) *eod. loc.*

(3) *eod. loc.*

ciétés et Clubs dont il devinait déjà la puissance future. S'il rencontra quelques difficultés pour faire concéder l'usage de ce droit à des collectivités, c'est que certains membres de l'Assemblée Constituante pressentirent les abus auxquels arriveraient les meneurs, c'est-à-dire les maîtres de ces associations.

La Constitution de 1791, dans son Titre Premier, déclara garantir comme « droits naturels et civils: la liberté d'adresser aux autorités constituées des pétitions signées individuellement ». Fidèle à ses premières idées, Robespierre inscrira, dans sa Déclaration des Droits: « Le droit de présenter des pétitions aux dépositaires de l'autorité publique appartient à tout individu. Ceux à qui elles sont adressées doivent statuer sur les points qui en sont l'objet; mais ils ne peuvent jamais ni en interdire, ni en restreindre, ni en condamner l'exercice (1). » La Constitution du 24 juin 1793 s'inspirera de cet article, en disant: « Le droit de présenter des pétitions aux dépositaires de l'autorité publique ne peut, en aucun cas, être interdit, suspendu ni limité (2). »

* * *

Toute doctrine, toute loi, pour ne point devenir parole au vent, pour ne point rester lettre morte, doit être accompagnée d'une sanction contre ceux qui violeraient ses préceptes ou ses commandements. Quand un gouvernement, oublieux de ses limites et

(1) *Reimp. Monil.*, t. XVI, p. 295. *Décl. des Dr.*, art. XXVI.

(2) C. 24 juin 1793. *Décl. des Dr.*, art. XXXII.

de ses devoirs, ne respectera pas ou ne garantira plus les droits de chacun, à l'individu il appartiendra de s'insurger contre cette oppression et de résister au pouvoir tyrannique.

Avant d'inscrire ce droit dans la loi constitutionnelle, l'Assemblée Nationale en consacra l'usage dans une circonstance à jamais mémorable quand, par l'organe de Mirabeau, elle fit savoir au Roi que, désormais, son pouvoir était limité, et qu'à l'oppression, on opposerait la résistance.

Dans l'œuvre de quelques philosophes contemporains, se remarque l'incitation à l'exercice de ce droit et peut-être que la résistance de l'Assemblée était le fruit des conseils de l'abbé Raynal. La résistance, « ce dernier moyen des nations que l'on opprime (1) », avait été fort éloquemment soutenue par Raynal, qui résumait sa pensée dans cette phrase, d'une concision énergique : « Si, malgré tant de précautions, il arrivait qu'un monarque, ambitieux et entreprenant, voulût régner sans son Parlement où le forcer de souscrire à ses volontés arbitraires, quelle ressource resterait-il à la nation ? la résistance (2). »

Imbue de cette doctrine, l'Assemblée Constituante rangera parmi les droits naturels de l'homme, la résistance à l'oppression. Ce qui jadis avait été un simple fait est transformé en un droit imprescriptible : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles

(1) G. Th. Raynal, *H. philos. des Indes*, t. IV, liv. XXX.

(2) *eod. loc.*

de l'homme. Ces droits sont: la liberté, la propriété, la sûreté, la résistance à l'oppression (1). »

Fort de cet article de la Déclaration des Droits, Robespierre demandera l'impunité pour une rébellion des habitants de Toulon car, « lorsque la conduite des habitants de Toulon nous offre le caractère d'une résistance légitime contre l'oppression, rien n'est aussi injuste et aussi impolitique à la fois, que de donner ou des éloges ou une sentence d'absolution précise à M. d'Albert et aux autres officiers ou le moindre signe d'improbation à la conduite des habitants de Toulon. Si vous marquez de l'approbation pour la conduite de M. d'Albert, ne refusez-vous pas au peuple le droit que votre Déclaration des Droits a consacré, celui de la résistance à l'oppression (2)? »

Ce droit pour chacun d'opposer la résistance à l'oppression ne devait point disparaître et, au fur et à mesure que le peuple prenait conscience de sa force, s'augmentaient également les cas où il pourrait user de son droit de résistance. Cette tendance s'est manifestée dans la Déclaration des Droits de Robespierre, où la résistance à l'oppression, « qui est la conséquence des autres droits de l'homme et du citoyen (3) », tient une place notable et même où on la voit affranchie de toute restriction, de toute forme légale: « Dans l'un et l'autre cas, assujettir à des formes légales la résistance à l'oppression est

(1) C. 3 septembre 1791. *Décl. des Dr.*, art. II.

(2) A. P., 1^{re} sér., t. XI, 16 janvier 1790.

(3) *Décl. des Dr.* de Rob., art. XXVII.

le dernier raffinement de la tyrannie (1). » Robespierre accorde à l'usage de ce droit une extension considérable, et les circonstances dans lesquelles il pourra être mis en mouvement sont multipliées. « Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre du corps social lorsque le corps social sera opprimé.

» Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

» Quand la garantie sociale manque à un citoyen, il rentre dans le droit naturel de défendre lui-même tous ses droits (2). »

Presque textuellement ces articles furent transcrits dans la loi constitutionnelle et le législateur du 24 juin 1793, dans sa Déclaration des Droits, consacra définitivement les idées de Robespierre sur ce point (3).

(1) *Décl. des Dr.*, art. XXXI.

(2) *Décl. des Dr.* de Rob., art. XXVIII — XXX.

(3) *Décl. des Dr.*, C. 24 juin 1793, art. XXXIII-XXXV.

CHAPITRE IV

Des droits politiques.

NATURE DE L'ÉLECTORAT. — DU SUFFRAGE UNIVERSEL.

DE LA FORME DE GOUVERNEMENT.

Les droits politiques sont, par définition, des qualités réservées à certains membres de la collectivité nationale; ce sont en quelque sorte des privilèges dont ne jouiront que de rares élus, ceux-là seuls qui posséderont des aptitudes jugées suffisantes par le dispensateur de ces droits, ceux qui rempliront les conditions imposées par la loi constitutionnelle.

Cette conception ne pouvait agréer à Robespierre, car elle arrivait à exclure, de la classe politique agissante, un grand nombre de citoyens; elle érigeait en privilèges ce qui devait être le droit commun. Pour ces raisons, toutes deux opposées à son grand principe de l'égalité des droits politiques, Robespierre n'admettra point cette théorie. Il s'écarte de cette conception des droits politiques, et il en

vient alors à confondre les droits de l'homme avec les droits du citoyen; confusion volontaire sans doute, dont le résultat certain était d'abolir le caractère particulier et exclusif des droits politiques, pour les transformer en droits naturels, antérieurs à toute loi constitutive de l'Etat et communs à tous les hommes. Grâce à cette identification, Robespierre réalisait son but, il supprimait les distinctions entre les citoyens, il posait le fondement de l'institution du suffrage universel. « Le droit de citoyen, dit-il, à l'Assemblée Constituante, est un droit naturel dont doit jouir tout membre d'une société politique; il n'a pas besoin pour cela de l'intervention du législateur (1). » Ce principe s'appliquera naturellement aux Français: « Tous les hommes nés et domiciliés en France sont membres de la société politique qu'on appelle la nation française, c'est-à-dire citoyens français. Ils le sont par la nature des choses et par les premiers principes du droit des gens (2). »

Le plus éclatant de ces droits politiques est le droit de suffrage, ou d'électorat, non seulement parce qu'il constitue la partie essentielle du système politique en vigueur dans la plupart des pays, mais encore parce que son étude amène à résoudre certaines questions du plus haut intérêt. Ainsi, à propos du suffrage se pose ce point de savoir: dans la théorie de Robespierre, l'électorat fut-il un droit ou une fonction?

(1) A. P., 1^e sér., t. XIX, 23 octobre 1790.

(2) A. P., 1^b sér., t. XI, 25 janv. 1790.

Pour ne point isoler la pensée du conventionnel de celle de ses maîtres, recherchons dans leurs ouvrages leur opinion à ce sujet. Montesquieu écrit, que la faculté pour un citoyen de participer à la chose publique constitue un droit véritable: « Tous les citoyens doivent avoir le droit de donner leur voix pour les représentants (1).

Du principe qui fait résider la souveraineté dans la Nation, Rousseau déduit la conséquence, que tout membre de cette collectivité nationale possède, à ce titre, un droit naturel de prendre part, à l'exercice de la souveraineté.

La puissance souveraine est la copropriété de tous les individus dont l'ensemble forme la nation; logiquement pourrait-on dénier à l'un de ces individus le droit à l'exercice de cette souveraineté? Que ce droit soit égal pour tous, car nulle distinction ne peut légitimer une inégalité, toujours contraire au principe même de la copropriété de la souveraineté.

Sans rappeler la contradiction qui existe entre ce raisonnement et le principe de l'indivisibilité de la souveraineté, présentons une objection à cette distribution parcellaire de la souveraineté. Si chacun de nous jouit d'un droit égal à l'exercice de la souveraineté, il ne peut exister de subordination de la minorité à la majorité, car, pour quelle raison, le plus petit nombre serait-il asservi à l'autre moitié plus un de la collectivité nationale? Il resterait, pour

(1) Montesquieu., *Espr. des Loix*, liv., XI, chap. VI.

légitimer la loi de la majorité, l'argument de la plus grande force.

Que la critique de détail ne nous détourne pas de l'examen des conséquences de la doctrine en vertu de laquelle, chacun possède un droit égal à l'exercice de la souveraineté.

Tout habitant du territoire français, quel que soit son sexe, ou son âge même, participera à la souveraineté, car le suffrage sera universel et absolu. Les enfants, les femmes devront être investis du droit de suffrage, au même titre que les « citoyens mâles ». Les restrictions que l'on pourrait imposer sont, en effet, purement conventionnelles, basées sur des raisons personnelles, insuffisantes pour limiter un droit naturel, inhérent à la personnalité de chacun.

Le suffrage universel absolu sera aussi un suffrage égalitaire, c'est à-dire, un suffrage pour l'exercice duquel, on ne tiendra aucun compte des différences tant matérielles que morales qui distinguent entre eux les citoyens. Ces distinctions, qui résultent, soit d'une culture plus raffinée des facultés intellectuelles, soit d'une situation sociale plus ou moins appréciée, d'une fortune plus ou moins grande, sont inadmissibles, car ces supériorités, ces degrés sont dûs, le plus souvent, aux institutions, aux faits de l'homme, et empruntent de cette circonstance un caractère artificiel qui ne saurait mettre en échec la répartition pour ainsi dire, naturelle, qui accorde à chacun le droit de participer également à l'exercice de la souveraineté.

Mais, en faisant abstraction de toutes inégalités existantes, on n'aboutit point à un nivellement réel, à une égalité absolue, car ces inégalités, ces distinctions, sur lesquelles on ferme les yeux, n'en subsistent pas moins, et alors, on traite également des choses inégales; or, l'égalité ne consiste-t-elle pas justement « à traiter également des choses égales et inégalement des choses inégales » ?

Une dernière conséquence de cette doctrine est celle-ci : ce suffrage universel, absolu, égalitaire, devra s'exercer directement, sans nul intermédiaire, car un degré forme une inégalité.

En somme, le résultat logique de la thèse, qui reconnaît à chaque citoyen un droit égal à l'exercice de la souveraineté, est un suffrage absolument universel, égalitaire et direct.

Montesquieu, Rousseau admettaient que chaque individu possède un droit naturel et intangible de participer à l'exercice de la souveraineté; agissant sous cette double influence, Robespierre se rattache à cette doctrine. Non seulement, il adopte cette manière de voir, mais encore, et il faut le constater à sa louange et à celle de la minorité dont il fit partie, il se soumit à toutes les conséquences de cette thèse, en réclamant un suffrage universel, égalitaire et direct. L'Assemblée Constituante fut moins logique. De l'égalité des droits inscrite dans sa Déclaration : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits » elle devait déduire le suffrage universel. « Le principe de l'égalité des droits, c'est la démocratie, c'est le suffrage universel, pour ne parler que des consé-

quences politiques de ce principe, et ils allaient établir le suffrage censitaire (1). »

Cet illogisme fut-il combattu par un petit nombre et la « politique du voile » rencontra-t-elle des dissidents? « Le suffrage universel fut demandé, dès lors, par cinq députés, Grégoire, Adrien du Port, Defermon, Noussitou et Robespierre (2). »

Le député d'Artois n'hésita point, à l'occasion de chaque débat sur la jouissance des droits du citoyen, à revendiquer un suffrage égalitaire, dégagé de tout cens électoral. Il n'a point de paroles assez fortes pour stigmatiser le régime du cens; tantôt, il s'écrie: « c'est un véritable scandale de disputer à un citoyen sa qualité de citoyen (3) », tantôt, il qualifie, en de virulentes déclamations, ce mode électoral « d'odieuse distinction entre les citoyens passifs et les citoyens actifs, qui était une injure pour l'humanité (4) ». Puis, à l'homme de parti unissant le sociologue, tout imbu des théories des disparus, si vivants encore, il dira: « Les droits attachés au titre de citoyen ne dépendent ni de la fortune que chacun d'eux possède, ni de la quotité de l'impôt à laquelle il est soumis, parce que ce n'est pas l'impôt qui nous fait citoyens (5). » Quelle vigoureuse et saine critique d'un système qu'il réprouve,

(1) Aulard, *op. cit.*, p. 45.

(2) Aulard, *op. cit.*, p. 64.

(3) A. P., 1^e sér., t. XIII, 18 avril 1790.

(4) A. P., 1^e sér., t. LXII, 15 avr. 1793.

(5) A. P., 1^e sér., t. XI, 25 janv. 1790.

en ce réquisitoire: « Quel système, que celui où un homme, qui est citoyen sur tel point du territoire français, cesse de l'être, ou en tout ou en partie, s'il passe sur tel autre point; où celui qui l'est aujourd'hui ne le sera plus demain, si sa fortune éprouve un revers; où un père voit croître, avec le nombre de ses enfants, la certitude qu'il ne leur laissera point ce titre avec la faible portion de son patrimoine divisé. Et qu'importe, en effet, que vingt ou trente sols soient les éléments des calculs qui décident de mon existence politique? Ceux qui n'atteignent qu'à dix-neuf n'ont-ils pas les mêmes droits? Et les principes éternels de la justice et de la raison, sur lesquels ces droits sont fondés, peuvent-ils se plier aux règles d'un tarif variable et arbitraire? Comment, vous qui avez supprimé tous les privilèges, comment avez-vous pu ériger en privilège pour certaines personnes et pour certaines professions l'exercice des droits de citoyen (1)? ». D'ailleurs, la fortune et le bien-être offriront-ils des garanties morales supérieures? « Est-il vrai que la probité, que les talents se mesurent réellement sur la fortune (2)? »

Hostile à ce suffrage restreint et censitaire, quel était le mode de votation dont Robespierre souhaitait l'établissement immédiat? C'était le système conforme aux principes de la Constitution. « La Constitution établit que la souveraineté réside dans le

(1) A. P., 1^e sér., t. XI, 25 janvier 1790.

(2) A. P., t. XXIX, 11 août 1791.

peuple, dans tous les individus du peuple. Chaque individu a donc le droit de concourir à la loi par laquelle il est obligé, et à l'administration de la chose publique qui est la sienne. Sinon, il n'est pas vrai que tous les hommes sont égaux en droits, que tout homme est citoyen... Il résulte de tous vos décrets que chaque citoyen a le droit de concourir à la loi et, dès lors, celui d'être électeur ou éligible sans distinction de fortune (1). » A ceux dont les premières paroles protestèrent en faveur de l'égalité des droits, et qui s'empressèrent d'oublier cette règle, en excluant de la collectivité agissante de la nation les serviteurs à gages et les très humbles, incapables de solder une contribution égale à la valeur de trois journées de travail (2), à ceux-là, Robespierre répond, en adjurant l'Assemblée de « déclarer que tous les français, c'est-à-dire tous les hommes nés en France, ont droit de jouir de la plénitude des droits du citoyen, et sont éligibles tous également... Je fais la motion que tout français domicilié soit déclaré citoyen actif et éligible (3). »

Désireux de supprimer tout caractère distinctif, toute possibilité d'exception, qui aurait pour cause une différence quelconque entre les individus, Robespierre affirmera : « Que tout homme, tout citoyen français, a une garantie suffisante de son aptitude à recevoir toutes les marques possibles de la confiance de ses

(1) A. P., 1^e sér., t. IX, 22 octobre 1789.

(2) Const., 3 septembre 1791, tit. III, chap. 1^{er}, sect. II. art. 11.

(3) A. P., 1^e sér., t. XXVI. 28 mai 1791.

concitoyens dans la qualité d'homme et de citoyen (1)». En une conclusion nette et précise, il résume son discours: « Je conclus que l'intérêt du peuple exige que vous révoquiez non seulement le décret du marc d'argent, mais aussi les conditions d'éligibilité prescrites pour les électeurs (2) ». C'est donc un suffrage universel exempt de toute restriction censitaire que Robespierre réclame; car il s'élève non seulement contre le cens électoral proprement dit, mais encore contre les conditions posées à la base même du suffrage, « les conditions d'éligibilité prescrites pour les électeurs ». L'Assemblée Constituante voulait bien établir la participation des citoyens à l'exercice de la souveraineté, mais elle voulait garder cet exercice de mains incapables ou d'esprits impuissants. Si son but est louable, sa manière de l'atteindre n'en fut pas moins détestable. La fortune fut le signe indéniable de la supériorité. La méthode de l'Assemblée divisait les citoyens français en deux classes, en deux castes, pourrait-on dire: les citoyens actifs et les citoyens éligibles.

Parmi les citoyens français, certains seulement étaient appelés à exercer la puissance souveraine; soumis à des conditions d'âge et de cens, ils constituaient un groupement moins nombreux, plus choisi, que les simples citoyens, les citoyens actifs (3). A cette première sélection, s'en joignait une seconde,

(1) A. P., 1^{re} sér., t. XXIX, 11 août 1791.

(2) A. P., 1^{re} sér., t. XXIX, 11 août 1791.

(3) C. 3 septembre 1791. tit. III, chap. 1^{er} sect. II, art. II.

au résultat de laquelle se formait la section des citoyens éligibles. Pour figurer parmi eux, il fallait, non seulement être citoyen actif, mais encore posséder quelques biens au soleil, ou être locataire ou fermier d'une habitation ou d'une terre dont le revenu variait entre cent et quatre cents journées de travail (1). Ce groupe de citoyens était celui pour lequel le législateur exigeait le plus grand nombre de garanties, car, pour les représentants, par exemple, l'Assemblée admettait l'absence totale de conditions: « Tous les citoyens actifs, quel que soit leur état, profession ou contribution, pourront être élus représentants de la Nation (2). » Apparente anomalie, que celle qui consiste à placer les garanties à la base même du suffrage, et à n'exiger des représentants qu'une infime partie de capacités morales ou de distinctions matérielles; en réalité, ce système dénotait chez ces légistes une connaissance approfondie de la nature humaine. Ils savaient bien, que des citoyens soumis à des exigences de la qualité de celles des citoyens éligibles, choisiraient leurs représentants non point dans la catégorie de ceux qui les avaient élus, mais porteraient leur vote sur des égaux ou des supérieurs, c'est-à-dire des soient capables d'apprécier quelquefois, est la supériorité la plus estimable pour les riches, la seule qu'ils soient capables d'apprécier quelquefois est la supériorité de la fortune. Or, « est-il vrai que la probité, que les talents se mesurent réellement sur la fortune? » s'é-

(1) C. 3 septembre 1791. T. III, chap. 1^{er}, sect. II, art. VII.

(2) *loc. cit.*, sect. III, art. 3.

criait Robespierre. Repoussant toute sélection arbitraire, il veut que la règle unique, en matière d'élection, soit celle qui ne reconnaisse « d'autre distinction que celle des vertus et des talents ».

Que le simple citoyen français soit électeur, éligible, puisse même devenir représentant de la Nation, sans être astreint à faire la preuve de sa fortune, ou à faire montre de sa misère. Que du premier degré au sommet de l'exercice de la souveraineté, le cens soit aboli, sinon « qu'importe aux citoyens qu'il n'y ait plus d'armoiries, s'ils voient partout la distinction de l'or (1) ».

La vie de cet homme « à principes », qui faillit réussir, fut une perpétuelle revendication de ce suffrage universel égalitaire, et, depuis le *Défenseur de la Constitution* jusqu'à sa Déclaration des Droits, on retrouve toujours Robespierre ami de ce système. Dans son journal il écrivait : « Expiez donc ce crime de lèse-nation et de lèse-humanité, en effaçant ces distinctions injurieuses qui mesurent les vertus et les droits de l'homme sur la quotité des impositions. Que tous les hommes domiciliés dans l'arrondissement de chaque assemblée primaire depuis un temps assez considérable pour déterminer le domicile, tel que celui d'un an, soit admis à y voter ; que tous les citoyens soient éligibles à tous les emplois publics aux termes des articles les plus sacrés de la Constitution même, sans autre privilège que celui des vertus et

(1) A. P., 1^{re} sér., t. XXIX, 11 août 1791.

des talents (1). » Dans sa Déclaration des Droits, sont inscrits ces articles: « Tous les citoyens sont admissibles à toutes les fonctions publiques, sans aucune autre distinction que celle des vertus et des talents, sans aucun autre titre que la volonté du peuple.

« Tous les citoyens ont un droit égal de concourir à la nomination des mandataires du peuple et à la formation de la loi (2). »

Ainsi fut éliminée toute prétention à imposer des conditions d'éligibilité ou d'électorat.

Avec cette rigueur mathématique dont nous entretenait Taine dans ses « Origines de la France contemporaine », Robespierre avait déduit du principe de l'égalité des droits la conséquence nécessaire: le suffrage universel et égalitaire. « Il semble, dit M. Aulard, que c'est de là que date l'immense popularité de Robespierre (3). »

« C'est un fait à noter que, dans la capitale, il y eut, dès lors, un parti démocratique avancé qui réclama le suffrage universel direct et qui crut y voir l'instrument de progrès le plus efficace, en même temps que le mode le plus conforme au principe de la souveraineté nationale (4). » Parmi les membres de ce parti démocratique avancé, on compte Robespierre. Aux premiers jours du *Défenseur de la*

(1) *Déf. de la Const.*, n° 11, p. 536.

(2) *Décl. des Dr.*, art. XVIII-XIX.

(3) Aulard, *op. cit.*, p. 99 et s.

(4) Aulard, *op. cit.*, p. 257.

Constitution, journal « ondoyant et divers » dont les débuts sont une profession de foi constitutionnellement royaliste, et qui plus tard ouvre bienveillamment ses colonnes à une adresse de fédérés qui demandait la suspension du pouvoir royal, Robespierre écrit pour la suppression des deux degrés de suffrage. « Il eût été à désirer, dit-il, que pour la convention nationale, l'Assemblée se fût occupée à indiquer un mode d'élection plus simple, plus court et plus favorable aux droits du peuple. Il eût fallu supprimer l'intermédiaire inutile et dangereux des corps électoraux et assurer au peuple la faculté de choisir lui-même ses représentants (1). » A sa tournure d'esprit convenaient les déductions rigoureuses; aussi, du droit de chacun de participer à l'exercice de la souveraineté, déduit-il un suffrage sans intermédiaire, un suffrage direct. Cette modération dans ses vœux devait disparaître et, à l'exemple des hommes qui sont dominés par une idée, Robespierre adoptait bientôt le ton tranchant et dogmatique des théoriciens qui ne supportent point de dissidences. A l'apogée de sa carrière, ses idées se transforment en lois constitutionnelles de la République par l'intermédiaire d'Hérault de Séchelles, rapporteur de la Constitution Montagnarde; alors ce qui n'était qu'une aspiration vers un mode politique meilleur devient un précepte légal qui s'imposera demain à tous: « la représentation doit être prise immédiatement dans

(1) *Déf. de la Const.*, n° 12.

le peuple autrement on ne le représente pas (1) ». Quelques instants après, dans la même séance, Héralt de Séchelles expliquait plus formellement encore la pensée de Robespierre en disant : « Si vous usez comme on a fait jusqu'à présent du mode des assemblées électorales, vous anéantissez le principe démocratique de la représentation; vous n'acquérez pas même une ombre de majorité, vous renversez la souveraineté (2). » Le suffrage, ainsi dégagé des assemblées électorales permettra des rapports directs du représenté avec le représentant; la volonté de l'électeur, en contact immédiat avec celle de l'élu, ne subira point les déviations que provoquent ces sortes de prismes que sont les intermédiaires; le résultat du suffrage sera l'expression juste et entière de la pensée de l'électeur.

En synthétisant ces éléments de la doctrine politique de Robespierre on pourrait dire: du droit égal, naturel et intangible de prendre part à l'exercice de la souveraineté, Robespierre tire la déduction nécessaire d'un suffrage universel, égalitaire et direct.

A propos de la nature de l'électorat, il est intéressant de constater les divergences d'opinion qui séparèrent Rousseau et Robespierre des légistes de la

(1) *Bull. de la Conv. Nat.*, 11 juin 1793.

(2) *B. de la C. N.*, 11 juin 1793.

Constituante et de suivre l'évolution de ces diverses idées.

Si la majorité de l'Assemblée Constituante subissait la domination de Rousseau, l'influence de ce philosophe cependant ne s'exerçait point sans mesures et la plupart des membres de cette Assemblée admettaient sa doctrine sous certaines réserves. Le dogme de la souveraineté nationale était assurément accepté comme article de foi, mais le système, qui concédait l'électorat à tous les membres de la nation, paraissait plus contestable à beaucoup de Constituants.

Analystes plus déliés que le représentant du Tiers-Etat d'Arras, resté toujours petit avocat, les rapporteurs légistes de la Constituante distinguèrent dans l'électorat un droit et une fonction.

Barnave, le disert orateur de la Constituante, exprimera l'opinion de ces légistes en cette phrase: « Il existe bien un droit individuel dans votre Constitution, c'est celui de citoyen actif; mais la fonction d'électeur n'est pas un droit; je le répète, elle existe pour la Société qui a le droit d'en déterminer les conditions (1). »

A tout individu, vivant en société, ils reconnaissent un droit politique, qui s'impose au législateur constituant dont le devoir consistera à le respecter et à le constater. Or, ce droit n'est point le pouvoir de voter, mais le droit d'être reconnu partie intégrante de la nation titulaire de la puissance souve-

(1) *Reimp. Monit.*, t. IX, 11 août 1791, p. 376.

rainc. C'est le droit d'être citoyen. L'électorat est une fonction que le législateur accordera aux citoyens reconnus aptes à l'exercer. La qualité de citoyen sera le droit, l'électorat, la fonction. Pratiquement donc, aux yeux de la Constituante, le droit de citoyen équivalait au droit à pouvoir être reconnu possesseur d'une qualité permettant à l'Etat de conférer à ce titulaire la fonction de l'électorat.

Pour envisager seulement certaines conséquences de la théorie des rapporteurs de l'Assemblée, signa-
lons, à la suite de la discussion de ces rapports, l'établissement d'un suffrage restreint, censitaire et à deux degrés. En bonne logique, ne pouvait participer à la vie publique de la nation le membre de la collectivité nationale dépourvu des qualités requises pour l'exercice de la fonction électorale. Un choix entre les simples citoyens et ceux jugés capables de l'électorat devenait indispensable.

Le système électoral a pour but d'assurer la représentation exacte des éléments constitutifs de la nation. Or, ces éléments ne sont point uniquement formés par la population, mais encore par le territoire et par la propriété. Tout individu sera citoyen puisqu'il fait partie de la population, mais jouiront de la fonction électorale seuls les citoyens qui seront domiciliés sur le territoire et qui jouiront d'un bien, d'une richesse quelconque, car ceux-là contribueront à représenter complètement la nation. L'électorat, disent les rapporteurs, doit être un droit et une fonction; car, si l'électorat n'était qu'un droit, la population seule servirait de base à la représentation qui serait

incomplète, puisqu'elle n'engloberait point le territoire et la richesse; au contraire, avec un électorat, droit et fonction, on parvient à donner à la représentation un fondement constitué par les trois éléments essentiels de la nation. Telle est la deuxième conséquence de la théorie des constituants.

Grâce à cette conception de l'électorat droit et fonction, l'Assemblée nationale put établir les distinctions entre les citoyens actifs et les simples citoyens. En se souvenant de cette manière de comprendre l'électorat, on s'explique aussi certains articles de la Constitution du 3 septembre 1791; ceux-là, par exemple, où se découvre le germe de la représentation professionnelle (1). Dans ces textes, l'Assemblée Constituante donnait la confirmation de sa théorie de l'électorat, en faisant place à une représentation qui comprenait la population, le territoire et la richesse.

La doctrine du droit et fonction devait subsister bien peu de temps et céder le pas à un système plus simpliste, partant, plus populaire. On s'achemine vers le triomphe des idées de Robespierre, soutenues et développées principalement dans ses discours du 22 octobre 1789 et 25 janvier 1790. La théorie de l'électorat droit l'emportait.

Au lendemain du 10 août 1792, l'Assemblée Législative, par un acte inconstitutionnel (2), le décret

(1) C. 3 septembre 1791, t. III, chap. 1^{er}, sect. 1^{re}, art. II-V.

(2) Inconstitutionnel, car il ne se conformait pas au mode d'élection fixé par la Constitution de 1791.

du 11 août 1792, ordonne la convocation d'une Convention qui sera élue au suffrage universel. Ainsi disparaissait en partie, la ligne de démarcation qui séparait les citoyens actifs des citoyens passifs. Tout « Français, âgé de 21 ans, domicilié depuis un an, vivant de son revenu ou du produit de son travail, et n'étant pas en état de domesticité » devenait électeur au premier degré.

Cette tendance vers le suffrage universel s'affirmait dans la Constitution girondine, et l'article 27 de la Déclaration des Droits de ce projet proclamait que « chaque citoyen a un droit égal à concourir à l'exercice de la souveraineté ». L'Assemblée législative qui serait sortie de cette Constitution aurait subi le jeu d'un suffrage universel égalitaire, car tout Français âgé de 21 ans jouissait du droit d'électeur. La guillotine emporta les Girondins et leur œuvre; à la voix éteinte de Condorcet succéda la grandiloquence d'Hérault-Séchelles. Mandataire de Robespierre et de son comité, le rapporteur de la Constitution montagnarde exalta la doctrine de l'électorat droit et consacra le triomphe des idées de Rousseau. Le citoyen ne se distingue plus de l'électeur, et tout Français exercera le droit de vote: « Tout homme né en France, âgé de 21 ans accomplis, tout étranger âgé pareillement de 21 ans accomplis qui, depuis une année, vit de son travail dans la République, celui qui acquiert en France une propriété et y réside depuis un an, celui qui épouse une Française et réside en France depuis un an; celui qui adopte un enfant ou nourrit un vieillard et réside en France

depuis un an; tout étranger, enfin, qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français (1). » La population formera la base unique de la représentation. « On sait que la représentation ne peut être fondée que sur la population, surtout dans une République aussi peuplée que la nôtre (2). »

A peine les revendications électorales féminines, pourtant bien logiques avec ce système, émises même par une Rose Lacombe ou une Théroigne de Méricourt, eurent-elles voix au chapitre et devant quelques esprits chagrins et timorés — il en existait alors — échouèrent-elles.

Finalement, l'idée de Robespierre prévalut, et la théorie des légistes de la Constituante se laissa maîtriser à la doctrine de l'électorat droit de la Convention.

« Le principe de la souveraineté nationale, c'est la république, et ils allaient maintenir la monarchie (3) ». Cette hésitation à appliquer intégralement les conséquences de la Déclaration des Droits ne se manifeste pas seulement au point de vue politique, mais elle est particulièrement frappante au point de vue social. En effet, l'article premier proclamait tous les hommes égaux en droits; l'article 2 comprenait parmi ces droits de propriété, et la conséquence rigoureuse qu'on en pouvait tirer était la sui-

(1) Proj. d'Hér. de Séchelles. *Reimp. Mon.*, t. XVI, p. 619.

(2) *Bull. de la C. N.*, 11 juin 1793, rapp. H. de Séchelles.

(3) Aulard, *op. cit.*, p. 45.

vante: Tous les hommes ont droit d'être propriétaire. C'était le *socialisme* en germe, pourquoi ne point le dévoiler? Les mêmes motifs qui retinrent les membres de l'Assemblée Constituante de proclamer la République, les arrêterent également dans la voie des innovations sociales.

Ces députés, que la conscience de leur force et de leurs droits avait faits un moment révolutionnaires, avaient, malgré ce mouvement, conservé leur esprit traditionnaliste, et si leur audace se poussait jusqu'à une Déclaration de Droits, leur action se bornerait à une amélioration des institutions existantes, en vue de l'affermissement de l'état politique et social du passé. En théorie, ils voulaient construire, en pratique, réparer. Robespierre, lui-même, subit l'influence des milieux et, déviant de sa logique habituelle, il s'attardera un long moment dans la majorité traditionnaliste.

A l'heure où l'Assemblée Constituante entrait dans l'Histoire, la royauté n'avait point encore perdu de son prestige, et lors du 15 juillet 1789, quand le roi se rendit à l'Assemblée, ce fut parmi les députés un enthousiasme délirant que provoqua la présence de la personne royale. « On ne se possédait plus. L'exaltation était à son comble. Un de nos compatriotes, Choquin, qui était auprès de moi, se levant, tendant les bras, les larmes aux yeux, éjaculant toute la sensibilité de son âme, s'affaissa tout à coup et tomba les quatre fers en l'air, balbutiant: « Vive le Roi ». Il ne fut pas le seul qui fut saisi à ce paroxysme (1). »

(1) Aulard, *op. cit.*, p. 3.

Nul ne pensait à un changement de direction gouvernementale; nul ne mettait en doute la supériorité du mode de gouvernement actuel. Les députés les plus avancés, tels que Robespierre, « chercheront à améliorer la royauté », mais ne songeront point un instant à la remplacer; même lutteront-ils contre les factieux républicains, jusqu'au jour où ils se dénommeront les apôtres de la République.

« Robespierre a été présenté tantôt comme royaliste, tantôt comme républicain », écrit M. Aulard, dans un paragraphe de chapitre intitulé : « Politique antirépublicaine de Robespierre ».

A l'égard de la forme du gouvernement, l'opinion de Robespierre a oscillé pendant un certain temps; elle s'efforçait, sans doute, d'éviter les précipices que, spirituellement, C. Desmoulins dénonçait dans son *Vieux Cordelier* : « D'un côté est l'exagération en moustaches, à qui il ne tient pas que, par ses mesures ultra-révolutionnaires, nous ne devenions l'horreur et la risée de l'Europe; d'un autre côté est le modérantisme en deuil... Enfin, il y a une troisième conspiration, qui n'est pas la moins dangereuse; c'est celle que Marat aurait appelée la conspiration des din-dons (1). »

Bien perspicace qui dira « l'idée de derrière la tête » de Robespierre pendant ces jours où il cherchait son chemin. Le problème était délicat à résoudre, et Robespierre le posait en ces termes, dans

(1) C. Desm., *Le Vieux Cordelier*, n° 3,

une note secrète, écrite de sa main, et que Courtois dévoilera dans son rapport: « Il faut une volonté « Une ». Il faut qu'elle soit républicaine ou royaliste (1). » Cette alternative, Robespierre la laissera subsister jusqu'au jour où les événements le pousseront à se déclarer républicain.

Voulons-nous le connaître royaliste, fervemment épris de la Constitution monarchique de 1791, ouvrons son journal et lisons l'exposé de ses principes: « C'est la Constitution que je veux défendre, la Constitution telle qu'elle est... Il faut aux bons citoyens un point d'appui et un signal de ralliement, je n'en connais point d'autres que la Constitution (2). » Poursuivons notre lecture, et Robespierre nous semblera décidément royaliste: « J'aime mieux voir une assemblée représentative populaire et des citoyens libres et respectés avec un roi, qu'un peuple esclave et avili sous la verge d'un sénat aristocratique et dictateur (3). » Cependant, se profilent déjà quelques ombres sur ce tableau, car, tout près de ces phrases, nous rencontrons de singulières restrictions à ce royalisme: « Je suis royaliste; oui, comme un homme qui, presque seul, a lutté trois ans contre une assemblée toute-puissante, pour s'opposer à l'excessive extension de l'autorité royale... Je suis républicain; oui, je veux défendre le principe de l'égalité et l'exercice

(1) Rap. de Courtois, n° XLIV.

(2) *Déf. de la Const.*, n° 1.

(3) *Déf. de la Const.*, *loc. cit.*

des droits sacrés que la Constitution garantit au peuple, contre le système dangereux des intrigants, qui ne le regardent que comme l'instrument de leur ambition (1). » Si, dans ces déclarations agencées avec art, on peut deviner une tendance, soupçonner une préférence, Robespierre, secrètement, penchait vers la république. L'imperceptible aversion du futur régicide pour la monarchie ne s'entrevoit-elle pas plus clairement dans le choix des expressions destinées à qualifier les conséquences d'attachements à la république ou à la royauté? « On m'a accusé, au sein de l'Assemblée, d'être républicain; on m'a fait trop d'honneur, je ne le suis pas. Si on m'eût accusé d'être monarchiste, on m'eût déshonoré, je ne le suis pas non plus (2). » Pour souligner cette discrète affection pour la République, Robespierre appuiera ces dénégations par cette définition: « Le mot république ne signifie aucune forme particulière de gouvernement; il appartient à tout gouvernement d'hommes libres qui ont une patrie. Or, on peut être libre avec un monarque comme avec un sénat (3) ». Admirable définition, qui autorise les républicains à compter Robespierre parmi eux dès ce moment et qui permet aux royalistes de le revendiquer encore comme monarchiste constitutionnel. Quoi qu'il en soit, le 3 mars 1792, dans cette même Assemblée des Jacobins, où

(1) *Déf. de la Const., loc. cit.*

(2) *J. des Jacobins*, n° 26, 13 juillet 1791.

(3) *J. des Jacobins, eod. loc.*

« il y a trop de théories, trop de femmes, trop de rêves (1) », où la versatilité de la foule exigeait sans doute une versatilité d'opinion non moins grande chez ceux qui aspiraient à la mener, Robespierre prononce ces paroles : « Oui, Messieurs, j'aime le caractère républicain..., mais je crois qu'il nous convient, dans ce moment de déclarer tout haut que nous sommes les amis décidés de la Constitution, jusqu'à ce que la volonté générale, éclairée par une plus mûre expérience, déclare qu'elle aspire à un bonheur plus grand. Je déclare, moi, et je le fais au nom de la société, qui ne me démentira pas, que je préfère l'individu que le hasard, la naissance, les circonstances nous ont donné pour roi, à tous les rois qu'on voudrait nous donner (2). »

Au Club des Jacobins, où Robespierre prodiguait sa parole, encore il conviera les Sans-Culottes à défendre la Constitution monarchique de 1791 : « Je vais faire ma profession de foi... : Si vous détruisez la Constitution, alors l'Assemblée Législative elle-même ne serait plus ; elle serait revêtue d'un pouvoir despotique... L'Assemblée Nationale n'a donc d'autres mesures à prendre que de soutenir la Constitution... Je dis donc qu'il nous faut rallier autour de la Constitution (3). »

Mais cette Constitution de 1791, emblème de ral-

(1) Michelet, *H. de la Révolution*.

(2) *J. des Jacobins*, 3 mars 1792.

(3) *Soc. des Jacobins*. Aulard, t. II, 13 juin 1792,

liement de tous les bons citoyens, signifiait-elle au moins dans la pensée de Robespierre, une loi constitutionnelle nettement royaliste? De son fait de soutenir et de défendre la Constitution de 1791, pourrions-nous déduire avec certitude que Robespierre en agissant ainsi se disait royaliste? « Qu'est-ce que la Constitution française actuelle, c'est une république avec un monarque. Elle n'est donc point monarchie, ni république; elle est l'un et l'autre (1). » Souvenir de la monarchie républicaine de Mably, plutôt n'est-ce pas qu'expédient destiné à ménager les opinions de chacun! Mais alors s'élève le doute, se pose cette question troublante: l'affection de Robespierre pour la Constitution du 3 septembre 1791 dénote-t-elle chez lui un penchant vers la royauté? Je ne hasarderai pas une hypothèse dont la base est toujours fragile et nous ne possédons pas les éléments d'une solution absolument certaine.

Mais ces tergiversations, cette affection à mots couverts ne pouvaient point longtemps subsister à une époque qui consommait si rapidement les hommes et vieillissait en peu de jours l'opinion politique de la veille. Les partis se séparaient de plus en plus nettement: qui n'était point avec l'un était son adversaire. « Robespierre lui-même, dit M. Aulard, qu'on a vu si opiniâtrement monarchiste, ne croit plus pouvoir résister au courant d'opinion qui se forme contre la monarchie. S'il persiste après le 10 août à intituler

(1) *J. des Jacobins*, 13 juillet 1791.

son journal le *Défenseur de la Constitution*, il en vient à écrire: « Il faut que les rois ou les Français succombent. Telle est la situation où vous place cette lutte glorieuse que vous avez jusqu'ici soutenue contre la royauté (1) ». A cette lutte Robespierre n'avait certes pris aucune part. Au contraire, il avait formellement désavoué, en toute occasion, le républicanisme. Le voilà qui se rallie aux sentiments nouveaux du peuple. Il s'y rallie sans enthousiasme et par cette seule phrase qui marque son évolution (2) ».

C'est au cours de l'année 1792 que Robespierre évoluerait et de monarchiste constitutionnel deviendrait républicain. Au début de l'année 1792, il n'était point député; il subissait plus directement l'influence des foules qu'il haranguait dans les clubs et les Assemblées diverses. Or, à cette époque, le peuple changeait d'opinion, la royauté devenait pour lui un gouvernement odieux et s'il ne réclamait pas la république, il renversait les statues des rois et brisait les emblèmes royaux. Cette animosité populaire contre la monarchie, habilement exploitée par la presse, devint bientôt de la haine, et la république, dont nul auparavant ne prononçait le mot, mais que beaucoup désiraient, fut en quelques jours acclamée.

Le Père Duchesne s'écrie: « Plus de roi, plus de tyran. » Plus de roi en France. Voilà ce que nous devons corner à l'oreille de ceux que nous nommons à la Convention Nationale. » *Les Révolutions de Paris* ne

(1) *Déf. de la C.*, n° 2.

(2) Aulard, *op. cit.*, p. 235.

tiennent pas un langage moins catégorique: « Plus de roi! plus de roi! doit être le premier mandat impératif des représentants du peuple, » Et Brissot dans le *Patriote Français* écrivait: « Les rois et la royauté sont jugés en France (1) ».

Robespierre discernait le courant d'opinion nouvelle, et cependant il demeurait inaccessible aux idées républicaines; le club des Jacobins, dont il était l'oracle, le soutenait dans ces hésitations. Mais les élections pour former une convention nationale se préparaient et dans cette période où les passions politiques s'exaspèrent, où les opinions s'exagèrent, le mouvement en faveur de la république s'accroissait. Le peuple voulait une Convention composée de députés acquis aux idées républicaines et les candidats à la Convention se disposaient à paraître les plus républicains des hommes pour gagner les suffrages. Ceux qui ne se déclaraient point les partisans de la république, risquaient leurs chances de succès et Robespierre, pour n'avoir point embrassé avec enthousiasme cette opinion, vit le nombre de ses voix atteindre un chiffre bien inférieur à celui qu'obtenaient les hommes qui avaient déclaré leur *républicanisme* (2).

Cet échec partiel fut pour Robespierre un salutaire avertissement, un chemin de Damas, où il retrouva la vérité. Dès ce jour, il délaisse son « modérantisme en deuil », son royalisme de constituant

(1) Aulard, *op. cit.*, p. 234.

(2) Aulard, *op. cit.*, 230 et s.

tombe dans le domaine de l'histoire et son amour de la république grandit au jour le jour. Dans cette transformation, Robespierre suit les phases successives que suivit l'opinion publique, pour passer de l'idolâtrie de la royauté à la passion de la république. D'abord, il fulmine contre les rois: « Une faction puissante conspire avec les puissances de l'Europe pour nous donner un roi avec une constitution aristocratique (1). » C'est une « transaction honteuse », qui convient à « Pitt, l'âme de toute cette ligue de tyrans », mais que ne saurait supporter le peuple nouveau-né, les Sans-Culottes. « La République ne convient qu'au peuple, aux hommes de toutes les conditions qui ont une âme pure et élevée, aux philosophes amis de l'humanité, aux Sans-Culottes, c'est-à-dire aux hommes de tous les états qui, en France, se sont emparés avec fierté de ce titre (2). » Quel mode de gouverner peut se comparer à la république, de quelles vertus, de quelles qualités ne sera-t-elle point pourvue? « L'âme de la République est la vertu, l'égalité (3) ». Quand on donnera au pays une Constitution nouvelle, ce sera une loi constitutionnelle républicaine: « Nous devons à la Nation... une Constitution libre, fondée sur le bonheur de tous et sur celui de chaque individu, une Constitution basée sur les droits. Certes, c'est ce dernier mode de gouvernement, cette Constitution républi-

(1) A. P., 1^e sér., t. LXI, 10 avril 1793.

(2) A. P., 1^e sér., t. LXI, 10 avril 1793.

(3) Rapp. sur les principes de morale polit., 18 Pluviôse, an II,

caine, fondée sur les principes éternels de la raison et de l'humanité, que nous désirons tous ici (1). » Le grand mérite de cette Constitution, Robespierre le signalera en ces termes: « Cette Constitution est dégagée d'une part de la royauté qui en était le véritable fléau (2). »

« Les morts vont vile... »

Ces déclarations ne suffisaient point encore, et il fallait donner une preuve éclatante, un gage certain d'une conversion sincère. Dans un acte solennel, Robespierre inscrira sa haine contre les rois: « Les rois, les aristocrates, les tyrans, quels qu'ils soient, sont des esclaves révoltés contre le souverain de la terre, qui est le genre humain, et contre le législateur de l'univers, qui est la nature (3) » Pour mieux faire ressortir l'attachement subit de Robespierre à la République, opposons à ces paroles de réprobation l'exaltation des mérites d'un gouvernement républicain: « Ce qui constitue la république, dit Robespierre ce n'est ni la pompe des dénominations, ni la victoire, ni la richesse, ni l'enthousiasme passager, c'est la sagesse des lois et surtout, la bonté des mœurs, c'est la pureté et la stabilité du gouvernement (4). » Cet éloge de la république devait faire cesser toute hypothèse malveillante à l'égard du néophyte républicain; cependant, il ne s'arrête point à cette hyperbolique louange

(1) A. P., 1^o sér., t. LXII, 15 avril 1793.

(2) A. P., 1^o sér., t. LXII, 15 avril 1793.

(3) *Reimp. Monit., Décl. des Dr.*, 24 avr. 1793, art. XXXVII.

(4) Disc. de Rob., Prair. an II, 1793.

et, dans un projet de Constitution, il rédige cet article: « La Constitution française ne reconnaît d'autre gouvernement légitime que le gouvernement républicain (1) ». Ce qui lui permettra, cette fois-ci, sans crainte des interruptions inopportunes d'un Barbaroux lui rappelant ses anciennes déclarations constitutionnelles et monarchiques, de se décerner ce brevet civique: « Mes antagonistes ne sont pas plus républicains que moi, sans doute (2)! »

En 1793, c'est-à-dire au moment où le peuple est décidément républicain, Robespierre adopte la république, mais, prudent et avisé, il sut, avec une habileté exemplaire, éviter, pendant l'évolution de l'opinion publique, toute parole décisive, toute déclaration non équivoque; et ce dernier venu dans la République a eu la suprême adresse de faire accroire au peuple que son amour de la République était une affection de la première heure, en demandant et en obtenant la condamnation des *brissotins*, par exemple, qui étaient des républicains avérés de vieille date (3).

(1) *Proj. de Const. de Rob.*, art. 3, Lb ⁴⁰ 753.

(2) *J. des Jacobins*, 24 juillet 1793.

(3) *Reimp. Monit.*, t. XVI, 28 mai 1793, p. 502.

CHAPITRE V

De l'individualisme de Robespierre.

EST-IL NÉGATIF? — DU DROIT A L'ASSISTANCE.

DU DROIT A L'INSTRUCTION.

La théorie des droits individuels se heurte d'ordinaire à une objection qui consiste à dire: cette théorie est insuffisante au point de vue pratique, car, si elle détermine les choses que l'Etat ne doit pas faire, elle ne peut point lui assigner les obligations qui lui incombent et les actes qu'il est obligé d'accomplir. Elle constitue une doctrine négative non susceptible d'imposer à la société le devoir de seconder les droits de chaque individu. En vertu de cette théorie, l'homme ne peut se prévaloir d'un droit quelconque à l'assistance ou à l'instruction, par exemple.

En cette matière, Robespierre vaut un hérétique, car il accorde à tous le droit à l'assistance et à l'instruction. N'est-ce pas, en la déclarant hérétique,

exclure à la légère du sein de l'individualisme, une opinion qui se prétend, au contraire, le perfectionnement de cette doctrine?

Comme toutes choses humaines, les théories supportent « des ans l'irréparable outrage », et les rajeunissements auxquels on les soumet, arrivent presque toujours à les travestir. La doctrine individualiste devait subir cette loi générale et ne pouvait point échapper à l'action des temps et des personnes.

En comparant la thèse individualiste moderne à celle du XVIII^e siècle, on s'aperçoit que certaines de ses propositions caractéristiques ne figurent nulle part dans l'œuvre des individualistes du XVIII^e siècle. « L'opposition entre l'individu et l'Etat, devenue par la suite la caractéristique essentielle de l'orthodoxie individualiste ne fait pas partie intégrante de l'individualisme du XVIII^e siècle (1) ». Bien au contraire, les philosophes de cette doctrine affirment la nécessité de la collaboration de l'individu et de l'Etat. Celui dont l'opinion nous importe entre toutes, Rousseau, « comme tous les maîtres de la pensée individualiste au XVIII^e siècle, admet que l'Etat ne demeure indifférent ni au point de vue moral, ni au point de vue politique, ni au point de vue économique à la formation de l'individu (2) ». Cette constatation ne résulte-t-elle

(1) H. Michel, *L'idée de l'Etat*, p. 87.

(2) H. Michel, *op. cit.*, p. 85.

point de ces paroles du contrat social: « Trouver une forme d'association qui défende et protège, de toute la force commune, la personne et les biens de chaque associé, et, par laquelle, chacun s'unissant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même, et reste aussi libre qu'auparavant (1) ». Qu'on appelle le groupement des individus association ou Etat, peu importe; ce qu'il est intéressant de constater, c'est que, parmi les doctrinaires modérés de la thèse individualiste, aussi bien que chez les sectateurs avancés de cette doctrine, tous sont d'accord à proclamer la nécessité de l'union de l'individu à la collectivité, en vue du complet développement de la personnalité humaine. « L'idée que l'Etat doit mettre les moyens dont il dispose au service du développement des facultés individuelles, l'idée de l'Etat démocratique, non point maître, mais serviteur, suivant une formule qui ne se dégagera d'ailleurs que beaucoup plus tard, apparaît déjà chez les hommes de 1789. Je dis chez les plus modérés d'entre eux..... (2) » Dès lors, au regard de l'idée individualiste, sous l'influence de laquelle Robespierre allait édifier sa doctrine politique, l'union de l'Etat et de l'individu ne constituait point une hérésie, mais faisait partie intégrante de cette idée.

Durant le cours du XIX^e siècle, pour colorer sans doute d'un air de renouveau la thèse individualiste, ses partisans la transformèrent en y insérant l'opposition entre les intérêts de l'individu et ceux de

(1) Rousseau, C. 5., p. 31.

(2) H. Michel, *op. cit.*, p. 91.

l'Etat. Aux yeux des doctrinaires contemporains, l'intervention de l'Etat dans le domaine des droits de chacun est-elle inconciliable avec le principe même de cette doctrine?

Le double rôle que doit jouer la société politiquement organisée vis-à-vis des droits individuels, est à la fois un rôle actif et un rôle passif.

L'Etat déploiera son activité à l'égard des individus, en surveillant d'une façon diligente, en favorisant de ses propres moyens le plein épanouissement des qualités juridiques de chacun. C'est son devoir actif. « L'Etat ne serait pas un gardien vigilant et fidèle du droit de ses membres s'il laissait en dehors de la jouissance du premier de ces droits une multitude de citoyens. En les aidant à soutenir leur vie, il ne se prévaut pas d'un droit sur eux, moins encore contre eux, il leur assure à eux l'exercice de leur droit (1). »

Le rôle passif de l'Etat se bornerait à respecter les droits individuels, à s'interdire sous un prétexte quelconque, toute immixtion dans le domaine de ces droits. Or « ces droits veulent être respectés dans la mesure où ils ne s'opposent pas aux deux grandes fonctions de l'Etat, la fonction morale et la fonction économique (2). » Au dessus de ces droits, en effet, se place le principe directeur de toute société, le principe de la justice sociale auquel satisfera l'Etat en

(1) H. Michel, *op. cit.*, p. 88.

(2) H. Michel, *op. cit.*, p. 649.

accomplissant son rôle actif car « la justice veut que tous les membres de la cité puissent vivre (1). »

« Quel est le premier de ces droits? demandera Robespierre, celui d'exister. La première loi sociale est donc celle qui garantit à tous les membres de la société les moyens d'exister, toutes les autres sont subordonnées à celle-là (2). »

Autoriser l'intervention de l'Etat dans le domaine individualiste, c'est peut-être déroger aux principes de l'idée individualiste; c'est principalement obéir à la justice.

L'homme, en effet, a le droit incontestable d'exister; en face de ce droit se dresse le devoir de le respecter. Respectera-t-on ce droit en le laissant périr? Il n'est pas possible de l'admettre, en voici, semble-t-il, la raison. Chaque droit a pour origine première le fondement de toute société: la Justice; le dépérissement d'un droit par suite d'une action ou d'une inaction quelconque, équivaldra à une diminution de la Justice, à un acte injuste. Or, l'abstention volontaire de l'Etat vis-à-vis d'une qualité juridique impuissante à subsister par elle-même, aura pour résultat de faire disparaître ce droit individuel chez un membre de la société, et cette passivité provoquera un acte injuste. En définitive, celui qui admet l'abstention volontaire de l'Etat en ces circonstances admet par le fait même, que cette abstention qui viole la justice, est l'accomplissement du

(1) H. Michel, *op. cit.*, p. 617.

(2) A. P., 1^e sér., t. LIV, 2 décembre 1792.

devoir de respect de l'Etat vis-à-vis des droits de l'individu. Une injustice qui serait l'accomplissement d'un devoir ressemble étonnamment à un paradoxe. Passant à un point de vue positif, ne peut-on pas tenir ce langage: si, par son inaction volontaire, l'Etat parvient à priver l'individu d'une partie de sa personnalité juridique, ce dernier n'a-t-il pas droit à l'intervention de l'Etat? N'a-t-il pas droit à ce que celui-ci garantisse « le complet développement de la personnalité humaine », par le maintien intégral des droits naturels?

Adeptes fervent de l'individualisme tel que l'entendait Rousseau, Robespierre épousera tous les articles de cette thèse et les droits individuels complémentaires réclamés par Mirabeau, Target, Monnier trouvaient naturellement place en sa doctrine politique.

Le droit à l'assistance publique par les secours et par le travail sont en haute estime chez Robespierre. « Ce qu'il y a de populaire, ce qu'il y a de juste, c'est le principe consacré dans la déclaration des droits que la société doit le nécessaire à tous ceux de ses membres qui ne peuvent se le procurer par leur travail (1). »

A l'occasion du débat sur les pensions ecclésiastiques, Robespierre, sans allures dogmatiques, par simple compassion et pour démontrer clairement ses

(1) *J. des Déb.*, 19 juin 1793.

idées sur l'assistance, émet un vœu en faveur des miséreux et des indigents. « Pour moi, je la réclame — une rente de 30.000 livres — au nom de la justice et de la raison pour la multitude innombrable de nos concitoyens dépouillés par tant d'abus, pour les pères de famille qui ne peuvent nourrir les nombreux citoyens qu'ils ont donnés à la patrie, pour la foule des ecclésiastiques pauvres qui ont vieilli dans les travaux d'un ministère actif et n'en ont recueilli que les infirmités et les misères (1). »

Ce n'était certes point un droit à l'assistance qu'il revendiquait alors, c'était simplement l'expression d'une idée humanitaire d'où germerait ce droit. Pionnier avancé de la thèse individualiste amplifiée, Robespierre facilitera cette germination par de nombreux plaidoyers au profit de l'indigence et de la misère. Quand les esprits, touchés par cette condescendance à l'égard des humbles auront abandonné leur dédain et leur morgue pour la classe pauvre, il sera temps d'ériger en principe le souhait, le vœu. Cette modification se fera jour dans la Déclaration des Droits de Robespierre. « La société est obligée de pourvoir à la subsistance de tous ses membres, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler (2). »

L'article XIV de la même déclaration ajoute: « Les secours indispensables à celui qui manque du nécessaire sont une dette de celui qui possède le su-

(1) A. P., 1^{re} sér., t. XVI, 22 juin 1790.

(2) *Décl. des Dr.*, art. XIII.

perflu (1). » Quand Robespierre adoptera les idées qu'avait exprimées Lepelletier dans son rapport sur l'Instruction, en disant : « le plan de Lepelletier a réuni tous les suffrages, on ne lui en a pas opposé un seul qui puisse soutenir la concurrence, soit par les principes, soit par l'ensemble (2) », quand il s'appropriera les théories de ce rapport en le lisant à l'Assemblée, il fera siennes ces paroles du rapport : « Nous regardons comme une dette de la société l'obligation de nourrir les vieillards et les infirmes hors d'état de gagner leur vie (3). » A ce moment, son langage est plus formel et ne semble-t-il pas qu'il impose à la société l'obligation de secourir ceux de ses membres qui sont dans le besoin, et à l'individu le devoir de sacrifier une parcelle de son intégrité juri-

(1) L'article de la Déclaration insérée dans *Les Lettres à ses commettants* est ainsi conçu : « Les secours nécessaires à l'indigence sont une dette du riche envers le pauvre ; il appartient à la loi de déterminer la manière dont cette dette doit être acquittée ». Nous adoptons le texte du *Moniteur* pour les raisons suivantes : la Déclaration contenue dans *Les Lettres* fut rédigée en mars 1793 ; celle du *Moniteur* fut lue à la Convention le 24 avril 1793. Du rapprochement de ces dates, on peut présumer que la Déclaration de Mars était un projet dont le texte définitif fut celui que Robespierre présentait à la Convention le 24 avril 1793. Ensuite il est rationnel de supposer que la doctrine vraie de Robespierre est enfermée plutôt dans un document solennellement présenté à la Convention, que dans un article de journal.

(2) *Reimp. Moniteur*, t. XVII, p. 392.

(3) *R. Monit.*, t. XVII, p. 134.

diqué au développement de la personnalité d'autrui. Ce langage pouvait effrayer certains esprits, provoquer les inquiétudes des riches et des fortunés, aussi Robespierre libèrera-t-il de toute contribution sociale une part de fortune: « Quant à la fortune, dès qu'une fois la société a rempli l'obligation d'assurer à ses membres le nécessaire et la subsistance par le travail, ce ne sont pas les citoyens que l'opulence n'a pas déjà corrompus, ce ne sont pas les amis de la liberté qui la désirent (1). »

* * *

L'existence morale des membres de la nouvelle société sera l'objet d'une sollicitude paternelle, et les projets et rapports sur l'Instruction publique montrent bien par leur grand nombre tout l'intérêt que les Conventionnels attachaient à la culture de la jeunesse. Ces rénovateurs songeaient à substituer à l'esprit qui avait dirigé les générations antérieures, un principe nouveau d'orientation; ils atteindraient ce but en réformant l'éducation de l'enfant. « Je me suis convaincu de la nécessité d'opérer une entière régénération, et, si je peux m'exprimer ainsi, de créer un nouveau peuple (2). » dit Robespierre. Pour accomplir cette régénération, l'éducation est insuffisante, il faut soumettre l'enfance à une direction de

(1) *Déf. de la C.*, n° IV, p. 175.

(2) Rapp. sur l'Inst. Publ. de Lepelletier, lu et adopté par Robespierre. *Mon.*, 13 avril 1793, t. XVII, p. 134.

chaque instant; on doit la confier à l'institution publique, ou « la totalité de l'existence de l'enfant nous appartient. La matière, si j'ose m'exprimer ainsi, ne sort jamais du moule, aucun objet extérieur ne vient déformer la modification que vous lui donnez (1) ».

Mais cette *institution publique* s'impose-t-elle aux parents; est-ce un droit pour les enfants d'y être soumis? Les parents seront-ils astreints à cette obligation sociale ou leur sera-t-il permis de s'y soustraire sans manquer à leurs devoirs? « D'après les principes tous doivent y être obligés. Pour l'intérêt public, tous doivent y être obligés. Dans peu d'années, tous doivent y être obligés (2). » Plus tard, commentant ce rapport devant la Convention, Robespierre plus formellement dira: « L'éducation nationale étant la dette de la République envers tous, tous les enfants ont droit de la recevoir, et les parents ne pourront se soustraire à l'obligation de les faire jouir de ces avantages (3). » Ce devoir social est si impérieux, que la plus sévère sanction s'applique à son inexécution: « Je demande que quiconque refusera ses enfants à l'institution commune soit privé de l'exercice des droits de citoyen pendant tout le temps qu'il se sera soustrait à remplir ce devoir civique, et qu'il paie en outre double contribution (4). »

(1) Rapp. *Mon.*, t. XVII, p. 135.

(2) *Monil. Eod. loc.*

(3) *J. de la Mont.*, 29 juill. 1793.

(4) *Mon.*, t. XVII, p. 136.

Il est curieux de remarquer, qu'à l'occasion des droits de l'homme et qu'en soutenant la thèse individualiste Robespierre se montre en dernière analyse partisan du *socialisme*: « La patrie a seule le droit d'élever ses enfants; elle ne peut confier ce dépôt à l'orgueil des familles, ni aux préjugés des particuliers, aliments éternels de l'aristocratie et d'un fédéralisme domestique, qui rétrécit les âmes en les isolant (1). » Emporté par la tourmente révolutionnaire, Robespierre ne discutait point cette apparente contradiction, que nous explique aujourd'hui cette parole: « L'opposition du socialisme et de l'individualisme, au sens courant de ces mots, n'a pas de raison d'être. Si l'homme devient plus social, il devient plus individuel, puisqu'il pense et veut plus de choses, et, s'il devient plus individuel, il devient par là même plus social (2) ».

Par son hostilité contre le système de l'éducation familiale, Robespierre se rapprochait des idées de Platon et surtout de celles d'Aristote sur l'éducation de l'enfance. Mais tandis que Platon poursuivait le développement de l'Etat au détriment de l'individu, qu'il sacrifiait même parfois, Robespierre avec Aristote recherchait le développement de l'individu à l'aide de l'Etat. Le but de toute politique est le bonheur de l'individu, or, l'individu ne peut prospérer que dans l'Etat: favorisons donc l'individu par l'intermédiaire de l'Etat. Robespierre n'obéissait-il pas

(1) *J. de la Mont.*, 29 juill. 1793.

(2) Duguët, *L'Etat*, p. 30.

à ce raisonnement, quand il insérait dans sa Déclaration des Droits cet article: « La Société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique et mettre l'instruction à portée de tous les citoyens (1). »

Tels sont les droits complémentaires à l'aide desquels Robespierre remédie à l'insuffisance prétendue de l'individualisme ordinaire. En réponse aux objections faciles à opposer à cette doctrine, qu'une réflexion soit permise.

L'individualisme était la réaction nécessaire, fatale, que devait produire, dans un délai plus ou moins éloigné, l'absolutisme des gouvernants antérieurs. La thèse individualiste aurait pour conséquence le développement de la personnalité morale de chacun, comme l'absolutisme avait eu pour visée la restriction de cette même personnalité. Les théoriciens de l'individualisme tendraient naturellement à exagérer l'importance de l'individu, et à grossir son patrimoine juridique, comme l'absolutisme tendait à l'amoin-drir. Robespierre sera l'expression de ces tendances. Moins soucieux, en cette circonstance, de se conformer rigoureusement à une théorie abstraite, qu'à poursuivre son but: l'amélioration de la personnalité juridique de chacun, Robespierre n'hésitera point à adjoindre aux droits naturels admis par l'individualisme, quelques droits complémentaires, destinés à enrichir la personnalité morale de chacun.

(1) *Décl. des Dr., op. cit.*, art. XVI.

CHAPITRE VI

De la notion de la représentation politique.

La souveraineté, dont la nation était reconnue titulaire primitif, peut s'exercer de deux manières. Les membres actifs de la collectivité nationale « décident eux-mêmes et immédiatement l'acte de souveraineté à accomplir, en votant, par exemple, sur un projet de loi, et c'est alors le gouvernement direct; ou ils élisent des représentants qui exerceront au nom de la Nation les attributs de la souveraineté, et c'est alors le gouvernement représentatif (1) ».

Soit qu'il parût une innovation trop hardie, soit que la plupart des membres de l'Assemblée Constituante l'aient classé au nombre des utopies, le gouvernement direct ne retint point l'attention du législateur de 1791, et le système de la représentation, dont beaucoup de contemporains ne s'étaient fait une idée, que par la lecture d'un chapitre de l'« Esprit des Lois », triompha à l'Assemblée Constituante,

(1) Esmein *op. cit.*, p. 198.

Le débat qui s'engageait le 10 août 1791 entre les différents partis qui constituaient l'opinion générale de l'Assemblée Nationale, nous révèle la juste notion, que se formaient de la représentation politique, les hommes de la Constituante.

Le second alinéa de l'article 2, titre III du projet de Constitution, fournit aux théoriciens l'occasion de manifester leurs idées sur la représentation politique.

« La Constitution française est représentative; les représentants sont le corps législatif et le roi ». A propos de cette rédaction, Røederer veut exposer son opinion « avec la brièveté et la simplicité d'un homme qui désire s'être trompé (1) ». Ce subterfuge était nécessaire à qui s'essayait à diminuer la puissance du roi devant une assemblée éminemment royaliste et malgré cette précaution, les murmures accueillent l'exposé de son opinion: « Le roi n'a point le caractère représentatif, quoiqu'il ait un caractère éminent. Les administrateurs ont, au contraire, dans un sens, le caractère de représentants pour les fonctions qui leur sont déléguées et, s'il n'en était point ainsi, on ne pourrait appeler notre gouvernement *gouvernement représentatif*. (On murmure.)

» ...L'essence de la représentation est que chaque individu représenté vive et délibère dans son représentant et qu'il ait confondu, par une élection libre, sa volonté dans la sienne. Ainsi, l'hérédité et la repré-

(1) *Reimp. Monit.*, t. IX, 10 août 1791, p. 361.

sensation se repoussent. Ainsi, un roi héréditaire ne peut avoir le caractère représentatif (1). »

L'orateur de la partie gauche de l'Assemblée, Barnave, réplique à cette doctrine et, clairement, expose sa pensée: « Je demande la parole pour une question d'ordre; il faut fixer nettement l'état de la question. M. Rœderer l'a déplacé en disant que reconnaître le roi pour représentant héréditaire c'était aliéner la souveraineté; il est nécessaire pour débiter avec connaissance de cause de déterminer ce que l'on entend par une représentation constitutionnelle. Le peuple fait quelquefois une aliénation générale, indéfinie, mais momentanée de sa souveraineté dans le corps constituant; ce n'est pas de celle-là qu'il s'agit ici; ce n'est pas celle-là qui est déléguée au roi. La représentation constitutionnelle consiste à vouloir pour la nation, dans l'ordre constitutionnel; ce qui distingue le représentant du fonctionnaire public, c'est que le représentant peut vouloir pour la nation, tandis que le fonctionnaire public ne peut qu'agir pour elle. Le corps législatif est représentant de la nation, parce qu'il veut pour elle en faisant des lois, en ratifiant les traités avec les nations étrangères.

« Le roi est représentant constitutionnel en ce qu'il veut et stipule pour la nation en suspendant l'exécution d'une loi. Il veut pour elle en faisant des traités qui la lient avec les nations étrangères (2). »

(1) *Reimp. Monit.*, t. IX, p. 361.

(2) *Reimp. Monit.*, t. IX, 10 août 1791.

A la suite de ce discours, l'amendement de Rœderer, qui tendait à donner exclusivement à l'assemblée le caractère représentatif, est repoussé. Barnave exprimait donc l'opinion générale de la Constituante. Quelles étaient les différences essentielles qui séparaient ces deux esprits ? Tous deux s'entendent d'abord sur le point principal, que la représentation consiste à vouloir pour la nation. Mais, tandis que Rœderer exige, que par une élection libre, le représenté ait confondu sa volonté avec celle de son représentant, Barnave et l'Assemblée dispensaient le représentant de cette investiture directe en présumant, que la volonté du représentant était celle du représenté quand son acte de volonté se traduisait par une disposition générale, ou bien avait pour résultat d'engager la nation elle-même.

Partant de ce principe, que l'élection est nécessaire pour identifier la volonté du représentant avec celle du représenté, Rœderer et avec lui Robespierre refuseront au roi le caractère représentatif, tandis que Barnave et l'Assemblée, dans une compréhension plus large de ce caractère, l'accorderont à la personne royale. Il semble que la manière de voir de ces derniers soit plus exacte, car ils s'attachent uniquement à l'acte essentiel de la représentation, qui consiste à vouloir pour la nation. Toute autorité constituée qui voudra à un moment donné pour la nation bénéficiera du caractère représentatif, disent-ils ; Robespierre et Rœderer diront : pour représenter la nation il faut être choisi par elle, ne sera représentant que l'élu.

La doctrine qui explique le mécanisme de la représentation et sa nécessité n'implique pas absolument l'élection.

La collectivité sociale formée par les individus unis entre eux tant par une multitude de besoins matériels, que par d'innombrables aspirations et tendances morales, constitue une nation. « La nation, a dit Renan, est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore ». En elle réside, prétend cette doctrine, une volonté une et collective, supérieure à la volonté des individus et qui s'appelle la souveraineté. Comme toute faculté de vouloir, la souveraineté est indivisible et inaliénable, car une volonté qui s'aliénerait se détruirait, ce serait une personnalité qu'absorberait une autre personnalité. Ne pouvant exercer cependant elle-même directement la souveraineté, la Nation en délègue l'exercice à des individus ou à des groupes d'individus, qui, sous leur responsabilité et au nom de la nation, useront de cette volonté souveraine. Ils voudront pour la nation; cela sera leur seule et unique prérogative. Mais qu'ils détiennent cette prérogative de l'élection ou d'une intronisation quelconque, ces détails importent peu, *de minimis non curat prætor*, car « la représentation constitutionnelle consiste à vouloir pour la nation, dans l'ordre constitutionnel ». Cette définition nous donne la formule du gouvernement représentatif tel que l'entendait l'Assemblée. La notion que Robespierre avait de ce mode de gouverner est-elle conforme à cette définition?

Tout d'abord, Robespierre se range au parti de l'opinion courante, quand il refuse au peuple l'exercice direct de la souveraineté: « Dans une grande monarchie le peuple ne peut exercer sa toute-puissance qu'en nommant des représentants (1). » Robespierre admet bien le système représentatif, mais comme un moindre mal, comme un degré dans l'évolution qui aura pour fin le gouvernement direct. Aussi sous certaines paroles se voile son regret pour le système qu'il délaie momentanément: « Comme une grande nation ne peut exercer encore la puissance législative et qu'une petite ne le doit peut-être pas, elle en confie l'exercice à des représentants dépositaires de son pouvoir (2) ». S'il ne peut arriver à ses fins secrètes, le gouvernement direct, du moins Robespierre s'efforcera de restreindre la sphère d'activité personnelle des représentants pour augmenter la puissance et l'action des représentés, en leur donnant le pouvoir de transformer en lois les projets que leur soumettront les représentants; car dira-t-il plus tard: « le gouvernement français n'est représentatif que dans toutes les choses que le peuple ne peut pas faire lui-même (2) ». Rapprochée de ses paroles du 21 septembre 1789, cette déclaration montre évidemment qu'il tolérait la représentation plutôt qu'il ne la désirait, qu'il la subissait plutôt

(1) A. P., 1^{re} Sér., t. VIII, 12 septembre 1789.

(2) A. P., 1^{re} Sér., t. IX, 21 septembre 1789.

(3) *B. de la Conv.*, 11 juin 1793.

qu'il ne l'aimait. Enfin, il se rallie au système représentatif qu'il définit en ces termes; il y a gouvernement représentatif « quand ce n'est point le peuple qui fait les lois, mais un corps de représentants (1) ». Entendons-nous; par cette expression, *quand ce n'est point le peuple qui fait les lois*, Robespierre ne veut pas dire que le peuple se dépouille de ce droit souverain de faire les lois; il veut simplement exprimer le fait du dédoublement de la volonté souveraine. En effet, dans le même discours se précise sa pensée: « la *disposition* de la volonté nationale appartient aux représentants de la nation (2) ». Par suite de cette substitution de personnalité, la volonté souveraine ne perd point de ses qualités intrinsèques, telle l'avions-nous analysée dans la nation, telle la reverrons-nous dans les représentants. « Il est évident que la volonté de ces représentants doit être regardée et respectée comme la volonté de la nation; qu'elle doit en avoir nécessairement l'autorité sacrée et supérieure à toute volonté particulière puisque sans cela la nation qui n'a pas d'autre moyen de faire des lois serait en effet dépouillée de sa puissance législative et de sa souveraineté (3). » Ces paroles expliquent que l'usage de cette volonté de la nation, que l'exercice de cette souveraineté sont délégués à des individus qui

(1) A. P., 1^{re} Sér., t. XVII, 16 juillet 1790.

(2) A. P., 1^{re} Sér. t. XVII, 16 juillet 1790.

(3) A. P., 1^{re} Sér., t. IX, 21 septembre 1789.

extériorisent les effets de cette puissance souveraine. Mais la substance de ce pouvoir, l'essence de cette volonté ne se délèguent point, ne s'aliènent même pas pour un acte isolé. « Les pouvoirs, dit Robespierre, doivent être bien distingués des fonctions. Les pouvoirs ne peuvent être ni aliénés ni délégués. Si l'on pouvait déléguer les pouvoirs en détail, il s'ensuivrait que la souveraineté pourrait être déléguée, puisque ces pouvoirs ne sont autre chose que les diverses parties essentielles et constitutives de la souveraineté, et alors, remarquez que, contre vos intentions, vous décréteriez que la nation a aliéné sa souveraineté (1). »

La nation demeure toujours une personnalité intacte car elle n'abdique point sa souveraineté, mais en conserve la substance; elle délègue l'usage de ce souverain pouvoir à des représentants. Ce dédoublement de cette faculté souveraine est constaté dans le rapport de Héroult de Séchelles, où, très subtilement, le conventionnel parle de: « cette volonté générale qui, dans la rigueur du principe, ne se divise pas; qui forme une représentation et non pas des représentants (2) ».

La représentation politique est donc un système qui aboutit au dédoublement de la volonté souveraine. Sa volonté, que la nation ne peut exercer directement à cause du grand nombre de personnes

(1) A. P., 1^{re} Sér., t. XXIX, 10 août 1791.

(2) B. de la Conv., 11 juin 1793.

qui la compose; qu'elle ne pourrait exercer utilement, à cause de la complexité et de la difficulté des problèmes à résoudre; cette volonté, la collectivité nationale en confie l'usage à un petit nombre. Mais la propriété de ce vouloir, l'essence de cette faculté ne se transmettent point, ne se délèguent pas, car cette transmission, cette délégation auraient pour résultat d'anéantir le support même de cette volonté, la collectivité nationale. La Nation, qui constitue cette personnalité collective, cet être de raison, confère l'usage de sa volonté à des individus, mais en détient la propriété. Ce langage de juriste indique bien l'esprit qui présidait à l'élaboration de cette doctrine, et qui réduira la théorie de la représentation aux limites d'un simple contrat.

En effet, la représentation politique équivaudra à un mandat, dont la nation serait le mandant et les représentants les mandataires. Telle est la théorie à l'aide de laquelle les Constituants, par une assimilation du droit public au droit privé, ont établi le système politique qui s'est perpétué dans nos lois constitutionnelles jusqu'à ce jour.

Ce système très ingénieux présente cependant un point faible; ne se base-t-il pas sur une fiction plutôt que sur une réalité? Le mandant, la Nation, est une personnalité fictive, un être d'imagination pure; et si l'on ne recourt point à l'hypothèse, à la supposition, que rencontre-t-on à la base même de la théorie? Au lieu et place de cet être de raison, la collectivité nationale, on trouve des individus, et seulement des individus. La double personnalité

qu'exige le mandat n'existe plus. Si ces individus sont des mandants, ils ne remplissent point simultanément le rôle de mandataire, et cette théorie du mandat est bien fragile, pour ne pas dire inexacte.

CHAPITRE VII

Du pouvoir constituant.

DU TITULAIRE DE CE POUVOIR ; DE SON EXERCICE.

DES LOIS RIGIDES — DU REFERENDUM.

Après avoir exposé les principes directeurs du gouvernement représentatif de Robespierre, il est nécessaire, pour jouir d'une vue plus complète de sa théorie constitutionnelle, d'examiner les divers rouages de ce gouvernement: le pouvoir constituant, le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif.

Le pouvoir constituant est la puissance de faire des lois constitutionnelles supérieures aux simples lois, et dont l'élaboration est confiée à un législateur différent du législateur ordinaire.

Cette puissance constitutive de l'Etat sera dévolue au support de la souveraineté, au détenteur de tout pouvoir, à la nation. Quiconque partagera l'idée de la nation, titulaire originaire de la volonté souve-

raine, accordera logiquement le pouvoir constituant à la collectivité nationale.

Robespierre était tout disposé à reconnaître à la nation le pouvoir constituant; il le lui reconnut en maints et maints discours, jusqu'au jour où, dans ses articles de Déclaration, solennellement il consacra pour le peuple le droit de constituer ou de changer, selon son bon plaisir, le mode de gouvernement.

C'est d'abord dans les premiers débats relatifs à la Constitution qu'il pose le principe de la nation titulaire du pouvoir constituant. « Il faut se rappeler que les gouvernements, quels qu'ils soient, sont établis par le peuple et pour le peuple (1). » Au sujet de prétentions émises par certains dévouements à la cause du maintien intégral des prérogatives royales, il paraît utile au député du Tiers d'affirmer, une fois encore, la supériorité du vouloir collectif: « Pour que la Constitution existe, il ne faut qu'une seule condition, c'est que la nation la veuille. Nul homme, nulle puissance n'a le droit d'arrêter ni de contredire sa volonté suprême (2) ». N'avait-il pas déjà, dans l'Assemblée Constituante, répliqué fièrement aux revendications du roi, en lui opposant à nouveau la suprématie de la nation. « La nation a-t-elle donc besoin, pour la Constitution, d'une autre volonté que la sienne (3)? »

(1) A. P., t. IX, 1^{re} sér., 21 sept. 1789.

(2) A. P., T. XXX, 1^{er} sept. 1791.

(3) A. P., T. IX, 18 sept. 1789.

Une affirmation implique toujours une négation, et si le pouvoir constituant est la faculté d'ériger un gouvernement et de lui imposer ses règles constitutives, il est également la puissance de changer, de modifier ses fondements, de rénover sa constitution, voire même de la détruire. Un raisonnement semblable inspira, sans doute, cette parole de Robespierre: « Si les peuples ne sont pas des troupeaux, si les rois n'en sont pas les propriétaires, certes, on ne pourra contester qu'un peuple, quand il le veut, au moment où il le veut, puisse changer la forme de son gouvernement et, à plus forte raison, changer l'individu à qui il confie ses droits, et tenir lui-même les rênes de ce gouvernement (1). »

Au fur et à mesure que l'opinion publique grandissait en puissance, que la volonté de la Convention fléchissait sous le poids des masses populaires, Robespierre s'enhardissait et, dans sa Déclaration des Droits, il conférait au peuple le pouvoir constituant dans son plein et entier exercice: « Le peuple est le souverain, le gouvernement est son ouvrage (2), les fonctionnaires publics sont ses commis; le peuple peut, quand il lui plaît, changer son gouvernement et révoquer ses mandataires (3). »

La nation autocrate, pour ces démolisseurs de royauté et ces ennemis d'un pouvoir absolu, est une

(1) A. P., 1^e sér., T. XXV, 2 mai 1791.

(2) On lit cette variante dans les *Lettres à ses commettants* «... le gouvernement est son ouvrage et sa propriété ».

(3) *Monit.*, loc. cit., art. XVIII.

inconséquence bien compréhensible, si l'on songe au vent de folie qui tourmenta les esprits à cette époque (1).

La collectivité nationale récupérait son pouvoir des premiers temps de la monarchie élective; désormais elle résidait, cette puissance constitutionnelle, dans les mains du peuple, tandis que la monarchie de droit divin l'avait reportée au sein même de la divinité.

Pour apprécier l'exercice de ce pouvoir constituant, jetons un coup d'œil sur les événements de cette période. A ce moment on s'efforça d'adapter la pratique à la théorie; et les faits, alors, nous donneront l'exemple de l'exercice de ce pouvoir.

Le pacte monarchique de 1791 était déchiré; l'usage du pouvoir constituant s'imposait. Un décret de convocation, à la date du 11 août 1792, invite tous les Français, sans distinctions censitaires, à former « des assemblées primaires pour le rassemblement de la Convention nationale ». « Or, le mot Convention, emprunté à la langue politique des Etats-Unis, avait alors un sens très précis, c'était le terme employé pour désigner une Constituante (2). » En fait, la nation, ne pouvant s'assembler et délibérer en personne, délèguera son pouvoir constituant à des représentants extraordinaires, élus par les unités qui composent la collectivité nationale. Ce mode d'exercice du pouvoir constituant était emprunté au sys-

(1) Taine, *op. cit.* T. V. p. 81.

2) Duguit et Monnier, *op. cit.* p. XXVI.

tème politique de Rousseau, qui avait admis cette délégation au profit des assemblées populaires : « L'ouverture de ces assemblées qui n'ont pour objet que le maintien du traité social, doit toujours se faire par deux propositions, qu'on ne puisse jamais supprimer, et qui passent séparément par les suffrages. La première : « S'il plaît au souverain de conserver la présente forme de gouvernement. » La seconde : « S'il plaît au peuple d'en laisser l'administration à ceux qui en sont actuellement chargés (1) ».

C'était également la manière de penser de Robespierre : « Ajoutez à cela qu'une Constitution sage doit fixer des époques où le peuple nommera des représentants vêtus du pouvoir constituant pour l'examiner et la revoir et qu'elle trouvera, dans cette Convention extraordinaire, une sauvegarde bien autrement utile que la protection ministérielle (2). » Robespierre consent à cette cession temporaire du pouvoir constituant en faveur d'une assemblée qui émanera directement de la nation et non point des pouvoirs constitués ; dans cette dernière alternative, la souveraineté nationale ne dépendrait-elle pas d'un pouvoir qui devrait lui être subordonné ? « Si l'existence, si la formation de la Convention Nationale dépend des pouvoirs constitués, n'est-il pas évident que l'autorité de la nation est subordonnée au pouvoir constitué (3) ? »

(1) Rousseau, *op. cit.* L. III, chap. XVIII

(2) A. P., 1^{re} sér., T. IX, 21 sep. 1789.

3. A. P., 1^{re} sér., T. XXX, 1^{er} août 1791.

L'exercice du pouvoir constituant s'effectuera par l'intermédiaire d'une Assemblée distincte du corps législatif. Les lois qu'elle rédigera emprunteront au caractère extraordinaire de ces représentants une qualité, qui les placera au-dessus de tous actes législatifs. La Convention élabore les lois constitutionnelles, jadis lois fondamentales, l'Assemblée législative confectionne les lois ordinaires. Cette distinction a son importance au double point de vue traditionnel et théorique.

En remontant vers le passé, on s'aperçoit que la loi du roi différait déjà de la loi du royaume: « Que celles-cy, d'autant qu'elles ne peuvent être faites qu'en générale assemblée de tout le royaume..... avec le commun accord et consentement des gens des trois estats..... aussi, depuis elles ne peuvent être changées ny innovées qu'avec l'accord et commun cōsentement des trois estats (1) ». A côté de ces lois qui exigeaient la collaboration du roi et des trois ordres de la nation, se lisaient les lois du roi pour lesquelles l'intervention du pouvoir législatif ordinaire suffisait.

Tandis que les lois du royaume telles que l'indivisibilité du royaume, l'immovibilité de la magistrature, régentaient jusqu'au roi qui ne pouvait, de son propre gré, ni les modifier, ni les abroger; les lois du roi, au contraire, étaient soumises à la volonté royale et toute dérogation à ces préceptes législatifs se revêtait simplement de la formule: « Tel est notre bon plaisir ».

(1) A. Thierry, *H. du Tiers-Etat*, p. 133, n. 2, éd. 1893.

Hostiles à la vieille France, qu'ils reniaient avec quelque désinvolture, les révolutionnaires inconsciemment la ressuscitaient, en subissant de l'histoire la puissante pression traditionnaliste.

Le point de vue théorique apparaît en ce que Robespierre, par cette distinction du législateur ordinaire et du législateur des lois constitutionnelles, comprenait ces dernières comme des lois rigides, c'est-à-dire des lois non susceptibles d'être modifiées par une autorité différente de celle qui les avait portées.

Cette délégation par le peuple du pouvoir constituant à une assemblée fut admise par la Constitution du 3 septembre 1791. On peut estimer que se trouve là un éclatant hommage rendu aux idées de Robespierre sur ce point; car l'acquiescement à la thèse du député d'Artois, sur l'exercice du pouvoir constituant, est inscrit dans ce paragraphe de la loi constitutionnelle: « L'Assemblée nationale constituante déclare que la nation a le droit imprescriptible de changer sa Constitution; et néanmoins, considérant qu'il est plus conforme à l'intérêt national d'user seulement, par les moyens pris dans la Constitution même, du droit d'en réformer les articles dont l'expérience aurait fait sentir les inconvénients, décrète qu'il y sera procédé par une Assemblée de révision..... (1) ».

C'est également à une Convention Nationale que la Constitution du 24 Juin 1793 délègue le droit de réviser ou de modifier dans un sens quelconque les

(1) C. 3 sept. 1791, Tit. VII, art. 1^{er}.

lois constitutionnelles: « Si dans la moitié des départements plus un le dixième des assemblées primaires de chacun d'eux régulièrement formées, demande la révision de l'acte constitutionnel, ou le changement de quelques-uns de ses articles, le corps législatif est tenu de convoquer toutes les assemblées primaires de la république pour savoir s'il y a lieu à une Convention nationale (1). »

* * *

Cette cession temporaire par le peuple de l'exercice du pouvoir constituant donne à la Convention le plein et entier usage de ce pouvoir. Cette délégation est, en effet, absolue, sans réserve aucune, « nous qui sommes revêtus des pleins pouvoirs de la nation », dira Robespierre. Dans ce cas, la décision prise par cette Convention devra être considérée comme celle qui aurait été prise par le pouvoir déléguant lui-même. Normalement, la parole de l'Assemblée sera définitive puisqu'elle renferme toute l'expression de la pensée nationale. Supposez une délégation partielle, restreinte, limitée à une certaine sphère d'activité, sans cesse jailliront, de ce morcellement de délégation, des difficultés et le résultat final serait l'annihilation de la représentation. Ou la délégation sera absolue ou elle n'existera pas.

Cependant, Robespierre ne pensait point ainsi; il voulait d'une délégation partielle avec faculté d'en

(1) C 24 juin 1793, art. CXV.

référer au gouvernant primaire, au peuple. Concilier le referendum avec la théorie de la délégation dut sembler à Robespierre jeu d'enfant, car, juxtaposant ces deux expressions, il n'en discuta jamais la visible contradiction.

On s'explique cette sorte de négligence en lisant les philosophes, dont l'influence agissait sur Robespierre. Pourquoi discuter un principe dont la négation eût produit des conséquences si funestes au dire de l'abbé Raynal? « Agir sans consulter la volonté générale, sans recueillir, pour ainsi dire, la pluralité des suffrages dans l'opinion publique, c'est aliéner les cœurs et les esprits, tout décréditer, même le bon et l'honnête (1) ».

Réduit à ses éléments essentiels, le referendum est la consultation directe des gouvernants primaires. Il consiste à demander au détenteur originaire de la puissance souveraine si sa propre volonté se trouve en concordance parfaite avec celle de ses représentants, relativement à l'acte pour lequel on s'en réfère à lui (2). Mais alors, n'est-ce pas refuser aux représentants la délégation de souveraineté, n'est-ce pas leur concéder un pouvoir illusoire? Que sera un représentant, dont les décisions toujours susceptibles de referendum, pourra craindre de se mettre en désaccord au sujet des moindres actes de son exercice avec son gou-

(1) A. Raynal, *op. cit.*, t. IV, L. XXX.

(2) Pour dissiper la confusion qui s'établit très facilement à propos du referendum et du plébiscite, rappelons que le referendum est une décision et que le plébiscite est une élection.

vernant primaire et de voir en définitive sa volonté réduite à néant? La représentation politique ne subsistera plus et nous aurons le gouvernement direct par le peuple. Où s'arrêtera ce mode de gouverner, où recommencera à fonctionner la représentation? Chacun, selon son appréciation personnelle de la gravité des problèmes sociaux ou des questions politiques à résoudre, fixera une limite, sans que celle-ci puisse, à n'en pas douter, réunir l'assentiment universel.

Le gouvernement représentatif ressemblera à une escarpolette dont le champ d'action sera plus ou moins restreint, selon l'impulsion donnée.

Peut-être est-il bon de supposer, qu'en réponse préventive à ces objections, Robespierre avait réservé la subtilité suivante: « J'observe que le mot de représentant ne peut être appliqué à aucun mandataire du peuple, parce que la volonté ne peut pas se représenter. Les membres de la législature sont les mandataires à qui le peuple a donné sa première puissance; mais, dans le vrai sens, on ne peut pas dire qu'ils le représentent. La législature propose des lois et rend des décrets (1) ». Ces paroles confirmaient d'ailleurs la théorie du projet de constitution montagnarde, où se devinait le désir d'étendre les attributions gouvernementales du peuple. « Mandataire (le député) dans les lois, qu'il devra proposer à la sanction du peuple, il ne sera représentant que dans les décrets (2) ». Ce raisonnement tendait-il à obvier aux inconvé-

(1) *J. des Déb.*, 15 juin 1793.

(2) *B. de la C.*, 11 juin 1793. Rapp. sur la Const.

nients que présentait une limitation des pouvoirs délégués? Peu importe, car le referendum n'est pas plus conciliable avec le mandat qu'avec la délégation.

Si le député est mandataire du peuple, il en exerce le droit de souveraineté; or, l'exercice de ce droit est absolu ou il n'existe pas; un droit morcelé ne saurait se concevoir. Soumis au referendum, le mandataire du peuple profite d'une parcelle d'un droit dérisoire, car le dernier mot ne lui appartient pas, et ce mot peut biffer l'expression de sa volonté.

Ou bien Robespierre ne pensa pas à ces objections ou il n'en tint point compte, car il voulut appliquer le referendum à toutes les lois. Les représentants rédigent un projet qui revêtira son caractère de loi seulement après la ratification populaire. « Les lois n'ont ce caractère que lorsque le peuple les a formellement acceptées; jusqu'à ce moment, elles n'étaient que des projets; alors elles sont l'expression de la volonté du peuple(1). » Reproduisant l'opinion du Jacobin, la Convention libellait en ces termes la mise en œuvre du referendum. « Le projet est imprimé et envoyé à toutes les communes de la République, sous ce titre: Loi proposée. »

« Quarante jours après l'envoi de la loi proposée, si, dans la moitié des départements plus un, le dixième des assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, n'a pas réclamé, le projet est accepté et devient loi (2). » Ne concluons point,

(1) *J. des Déb.*, 15 juin 1793.

(2) *C.*, 21 juin 1793, art. 58, 59.

cependant, à l'influence exclusive de Robespierre sur la Convention, et, au sujet du triomphe du referendum à l'Assemblée, rappelons cette parole d'un penseur que n'avaient point oubliée les Conventionne's: « Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée, est nulle, ce n'est point une loi (1) ».

Si le sceau du peuple, seul, conférait aux projets force de loi, pourrait-on douter de la nécessité de l'acceptation populaire pour les lois constitutionnelles? On considère cette ratification du peuple comme une garantie pour les lois de tous les jours, à plus forte raison s'impose-t-elle pour les lois fondamentales, pour les lois qui forment le droit public d'une nation. Evidemment convaincu de cette obligation, Robespierre ne distingue pas les lois constitutionnelles des lois ordinaires et soumet les unes et les autres à la ratification. Cette opinion personnelle devint bientôt la manière de voir du législateur et, le 21 septembre 1792, la Convention nationale vota cette résolution: « La Convention nationale déclare qu'il ne peut y avoir de constitution que lorsqu'elle est acceptée par le peuple (2) ».

L'œuvre constitutionnelle de Robespierre fut soumise à la sanction populaire et, le 9 août 1793, la Convention nationale écoutait le rapport sur l'acceptation de la Constitution montagnarde par le peuple. Le lendemain, c'était fête à Paris et l'élégant Hérault de Séchelles promenait à travers la ville sa parole dé-

(1) Rousseau, *op. cit.*, L. III, ch. XV.

(2) Décr. du 21 sept. 1792. Duguit et Monnier *op. cit.*, p. 35.

bordante d'une exultation sans frein « pour l'acceptation de la Constitution (1) ».

Ce système de consultation de la volonté du souverain atteignit son plein épanouissement pendant la période révolutionnaire et successivement les Constitutions du 5 fructidor, an III, et du 22 frimaire, an VIII, furent ratifiées par la nation. C'était l'âge d'or du referendum. Plus judicieuse que ses sœurs aînées, l'Assemblée de 1848 se déclare investie de la souveraineté et agit en souveraine maîtresse de ses décisions.

Le referendum incompatible avec la théorie du mandat et avec celle de la représentation politique, doit-il être inexplicable et devons-nous l'exclure du bon fonctionnement d'un système politique? Le mandat, comme la représentation, sont des théories qui ont pu avoir prise sur des esprits craintifs des réalités vraies, sur des esprits qui ont voulu, par des fictions, masquer une loi qui aura toujours raison près des instincts des peuples: la loi de la force. Mais en réalité tout gouvernement se compose de gouvernants et de gouvernés; pourquoi ceux-ci se soumettent-ils à ceux-là; parce qu'ils les sentent plus forts d'une manière quelconque. Parfois pour grandir leur force du poids du nombre, les gouvernants veulent bien consulter ceux qu'ils gouvernent et, par la voix du referendum donner à leurs lois une portée plus grande. En théorie, le referendum peut s'appeler une restriction des pouvoirs des gouvernants et en pratique une indication de la ligne politique ou sociale à tenir.

(1) Duguit et Monnier, *op. cit.*, p. XLI.

CHAPITRE VIII

De la puissance législative.

DE L'UNITÉ D'ASSEMBLÉE. — DU MODE DE RECRUTEMENT
DE LA RESPONSABILITÉ ET DU CONTRÔLE DES DÉPUTÉS.

« La puissance législative appartient au peuple et ne peut appartenir qu'à lui », dit Rousseau. Mais le peuple français, trop nombreux pour exercer lui-même sa souveraine puissance, en délègue l'usage à des représentants divers choisis parmi les membres de la collectivité nationale. « C'est aux hommes que chaque ordre a choisis pour le représenter que cette autorité suprême doit être confiée (1). » Ces délégués, suivant qu'ils élaborent ou mettent à exécution les lois, constitueront le pouvoir législatif ou la puissance exécutive. Malgré ces appellations, nul ne pensera que les puissances législatives et exécutives

(1) Mably, *op. cit.* p. 244.

ont été transférées de la nation à ces représentants; que celle-ci ne détient plus le suprême pouvoir, générateur de ces fonctions; mais chacun pensera, que les membres du législatif ou de l'exécutif sont devenus les commissaires, les fondés de pouvoir de la nation.

L'Assemblée législative composée des hommes élus par la nation sera-t-elle formée d'une ou de deux chambres?

Dans le gouvernement représentatif, tout fait de mesures et de contrepoids, la norme fondamentale ne veut accorder à aucun ressort d'état une prépondérance quelconque, diraient les échos de Montesquieu. Or, confier à une seule chambre la puissance législative c'est la privilégier d'une fonction de telle importance, que l'équilibre politique en sera détruit; c'est ériger une assemblée en vue d'un despotisme prochain, plus redoutable que celui d'un monarque car il sera l'œuvre de cent têtes et non d'une seule. En divisant au contraire la puissance législative entre deux assemblées, n'affaiblit-on point cette possibilité de tyrannie légale?

Sous l'impulsion d'une circonstance de fait et passagère, sous la pression d'un événement inattendu, sous la poussée de passions plus ou moins nobles, mais toujours aveugles, une assemblée décidera de la vie d'une nation, en trempant ses résolutions dans l'ardeur de ses sentiments et en délaissant la prudente pondération de la raison. A une deuxième chambre incomberait le langage d'un entendement calme et mesuré. De cette union de sentiment et de réflexion, naîtra une décision frappée au bon coin.

Ceux que préoccupe l'avenir, qui voient dans les institutions humaines des choses perfectibles et amendables, trouvent dans le mécanisme des deux chambres l'expression juste du suffrage de demain. Une assemblée représentera les intérêts professionnels, les groupes de profession; la deuxième, les individus considérés comme unités de la nation.

En faveur de l'unité du corps législatif, on fait valoir aussi des arguments théoriques et pratiques. La pierre angulaire de cette opinion est la raison, pour ainsi dire historique, de l'unité de la souveraineté. La souveraineté est une dans son essence, elle doit être une dans sa représentation. En accordant l'exercice de la souveraineté à deux assemblées, vous divisez la souveraine puissance qui est indivisible.

La dualité d'Assemblées n'entraînera point la division de la souveraineté, car ces deux corps d'état, expressions de la souveraineté nationale, sortiront de la même origine, tiendront leur pouvoir du même titulaire, la nation. Unies en leur point de départ, ces deux assemblées se trouveront réunies encore en leur point d'arrivée, car la volonté qui incarnera la souveraineté sera la fusion des deux vœux de ces assemblées. Cette fusion engendrera la volonté parlementaire représentative de la volonté nationale. Fondues à leur naissance, fondues à leur fin, les volontés de ces assemblées seront unes; et l'on n'aura point raison de craindre la division de la souveraineté dans sa représentation.

La nation, incapable d'élaborer elle-même les lois doit entourer ce travail du plus grand lot

de garanties possibles; les lumières les plus nombreuses fourniront, en cette œuvre, les meilleures assurances; deux assemblées, généralement, enfermeront plus de lumières. Robespierre, partisan de l'unité d'assemblée, en convient lui-même : « Le législateur n'est point infallible, fût-il le peuple lui-même. Les chances de l'erreur sont bien plus nombreuses encore, lorsque le peuple délègue l'exercice du pouvoir législatif à un petit nombre d'individus... (1). » Donc, renforçons ce petit nombre pour éliminer « les chances de l'erreur ».

Robespierre, sensible à l'argument de la division de la souveraineté et fort de l'exemple de l'abbé de Mably (2), dont l'idéal politique était une assemblée unique de représentants, adoptait, à l'instar de ses collègues de la Constituante, le principe d'un pouvoir législatif unitaire. En votant ainsi, il cédait, non point seulement à la crainte théorique de diviser la souveraineté, mais surtout il redoutait, avec ses contemporains, la renaissance, dans une deuxième assemblée, d'une sorte de noblesse qui se serait érigée un jour, en une caste privilégiée. « Dans un grand empire, dit Robespierre, le pouvoir législatif doit-être confié à un corps unique de représentants (3). »

Du temps où fonctionnait le type de l'Assemblée unique, la Convention, dont le caractère veule l'em-

(1) Robespierre, *Déf. de la Const.*, n° 1V, p. 222.

(2) Mably, *op. cit.*

(3) A. P., 1^{re} Sér., t. IX, 21 sept. 1789.

porta peut-être sur son énergie, Robespierre ne savait de quels termes flétrir le système de la double représentation. « Une faction puissante conspire avec les puissances d'Europe pour nous donner un roi avec une constitution aristocratique et une représentation illusoire composée de deux chambres. Elle espère nous amener à cette transaction honteuse par la force des armées étrangères et par les troubles du dedans.. Ce système plaît à tous les aristocrates bourgeois qui ont horreur de l'égalité, à qui on a fait peur même pour les propriétés (1). » Au moment où le fédéralisme était le spectre troublant, l'accusation capitale contre les hommes et contre les institutions :

Aux fédéralistes feras

La guerre éternellement (2)

Robespierre de dire : « Un peuple qui a deux espèces de représentants cesse d'être un peuple unique. Une double représentation est le germe du fédéralisme (3). »

La majorité de la Constituante donnait ses préférences à l'unité du corps législatif en votant l'article suivant : « L'Assemblée nationale formant le corps législatif est permanente et n'est composée que d'une chambre (4). »

Dans l'article 39 de la Constitution du 24 juin 1793, on reconnaissait aussi l'opinion de Robespierre : « Le corps législatif est un, indivisible et permanent ».

(1) A. P., 1^{re} Sér. t. LXI, 10 avril 1793.

(2) Commandements républicains, *B. de la C.*, 26 sept. 1793.

(3) *J. des Déb.*, 19 juin 1793.

(4) C., 3 sept. 1791, T. III, chap. 1^{er}, art. I.

La tyrannie de la Convention désabusa les derniers sectateurs de l'unité d'Assemblée et la Constitution de l'an III décidait que « le corps législatif est composé d'un conseil des anciens et d'un conseil des cinq cents (1). »

* * *

Le mode d'élection des députés à l'Assemblée législative suivra chez Robespierre les fluctuations diverses de son opinion sur l'exercice par le peuple de ses pouvoirs. Lors de la Constitution de 1791, quand ses paroles monarchiques démentent son esprit républicain, il épouse les sentiments de la majorité de la Constituante et vote pour le recrutement au moyen des assemblées électorales : « Les électeurs nommés en chaque département se réuniront pour élire le nombre des représentants dont la nomination sera attribuée à leur département, et un nombre de suppléants égal au tiers de celui des représentants (2). » A ces assemblées électorales reconnaissons les pleins pouvoirs du peuple qu'elles représentent. « Les électeurs choisissent au nom du peuple et pour cela ils représentent le peuple et leur assemblée est aussi respectable et aussi sacrée que celle du peuple lui-même (3) » dit Robespierre. Mais survint « la prise par le peuple de la toge virile », alors cette théorie

(1) C. 5 fruct. an III, Tit. V. art. 44.

(2) C. 3 sept. 1791., t. III, sect. III, ch. I^{er}, art. 1^{er}.

(3) A. P. 1^{re} sér. T. XXX, 17 sept. 1791.

des assemblées électorales paraît vieillotte et surannée. Pour adopter une doctrine qui soit conforme à cette émancipation populaire Robespierre souhaite « de supprimer l'intermédiaire inutile et dangereux des corps électoraux et d'assurer au peuple la faculté de choisir lui-même ses représentants (1). » La réalisation de ce vœu s'accomplissait avec le temps et, quand Hérault de Séchelles expose dans son rapport le système électoral de la prochaine constitution, il marque le dernier pas de l'acheminement de Robespierre vers l'exercice direct par le peuple de ses droits. « Notre système consiste à faire nommer sur un seul scrutin de liste un député par chaque réunion de canton formant une population de 50.000 âmes... On approche par là, aussi près qu'il est possible, de la volonté générale recueillie individuellement et il devient vrai de dire que les représentants sortent du recensement de cette volonté par ordre des majorités... (2). » Les assemblées électorales lui semblent l'anéantissement du principe démocratique, la ruine de la souveraineté. En 1793 Robespierre veut le recrutement des députés au moyen du suffrage universel et direct; aussi la Constitution montagnarde légifère-t-elle en ce sens: « Le peuple souverain est l'universalité des citoyens français. Il nomme immédiatement ses députés (3).

Ces élections constituent pour Robespierre une ques-

(1) *Déf. de la Const.*, n° 12, p. 579.

(2) *B. de la Conv.*, *loc. cit.*

(3) C. 24 juin 1793, art. VII-VIII.

tion de prime importance, car de la réglementation électorale dépendra la base même du gouvernement représentatif; la volonté des représentants sera plus ou moins adéquate à celle du souverain suivant la qualité des élections. « Partout où le peuple n'exerce pas son autorité et ne manifeste pas sa volonté par lui-même mais par des représentants, si le corps représentatif n'est pas pur et presque identifié avec le peuple, la liberté est anéantie. Le grand principe du gouvernement représentatif, l'objet essentiel des lois doit être d'assurer la pureté des élections et l'incorruptibilité des représentants (1). » Aux députés trop enclins à faire exprimer au suffrage populaire leur exclusive volonté, il rappellera « que dans le gouvernement représentatif il n'est pas de loi constitutionnelle aussi importante que celles qui garantissent la pureté des élections (2). »

* * *

Les élus de suffrage universel seront, à ce titre, soumis à des devoirs et jouiront de droits particuliers à leur situation. Cet ensemble de droits et de devoirs contribue à donner à ces députés un caractère spécial dans leurs relations avec le gouvernant primaire. Représentants de la nation, leur existence politique s'écoulera, pour ainsi dire au gré de la collectivité nationale, car « chaque député appartient au peu-

(1) A. P. 1^{re} sér. T. XXVI, 18 mai 1791,

(2) Rob. Djs. 1793, Lh⁴⁰ 753.

ple (1) ». Par suite de cette situation, des rapports s'établiront entre le mandant et le mandataire? « Les mandataires du peuple sont avec le souverain, dans le même rapport que les commis d'un particulier avec leur commettant et que le serviteur avec le père de famille (2). » Ses relations extérieures ainsi déterminées, envisageons l'être politique en lui-même, le membre de la collectivité nationale attiré de la qualité de représentant.

Investi d'une double fonction législative le député sera qualifié, tantôt de mandataire, tantôt de représentant. La diversité de son rôle s'explique de cette façon; il sera mandataire quand sa personnalité s'effacera complètement devant celle de la nation; il sera représentant quand il lui sera permis d'agir définitivement. Pour ses actes de mandataire il en référerà à son gouvernant primaire; ses actes de représentation seront censés être les actes personnels des représentés. « Mandataire dans les lois qu'il devra proposer à la sanction du peuple, il ne sera représentant que dans les décrets (3). » Ses pouvoirs ne différeront point de ceux de la nation, et Robespierre le remémore de son origine en disant: « Votre pouvoir n'est que celui de vos commettants (4). »

Honoré des votes de ses concitoyens, le député, grâce à sa nouvelle distinction, bénéficiera d'une sorte

(1) Robespierre, Lett. à ses co. Liv. 1^{re} n° 11.

(2) Robespierre, Lett. à ses co., Liv. II n° 1.

(3) *Bull. de la C.*, 11 juin 1793.

(4) A. P. 1^{re} sér. T. XI, 25 janvier 1790.

d'exemption. Soustrait à la justice de droit commun pour ses idées politiques, son inviolabilité pour ses agissements privés ne sera suspendue qu'après une décision du corps représentatif de la nation.

« Il est impossible, sans renoncer à toutes les règles d'une bonne constitution, sans renverser l'édifice de la liberté publique, de supposer qu'un tribunal quelconque puisse, sans avis préalable des représentants de la nation, décréter et juger un député. Qu'est-ce que l'inviolabilité? Ce n'est point un privilège et cependant c'est quelque chose de plus que le droit commun des autres citoyens. L'inviolabilité détruite, l'indépendance des représentants n'existe plus..... Il existe un pouvoir supérieur aux représentants de la nation, c'est la nation elle-même, si elle pouvait se rassembler elle serait leur véritable juge. Je conclus à ce qu'il soit déclaré qu'aucun représentant de la nation ne peut être poursuivi dans un Tribunal à moins qu'il ne soit intervenu un acte du corps législatif qui déclare qu'il y a lieu à accusation (1) ». Pour les opinions politiques, ce privilège est beaucoup plus étendu car « les membres de la législature ne pourront être poursuivis par aucun tribunal constitué pour raison des opinions qu'ils auront manifestées dans l'Assemblée (2) ». La même année délaissant ces garanties de l'indépendance des membres du législatif, Robespierre écrira dans sa Déclaration des Droits: « Nul

(1) A. P. 1^{re} sér. T. XVI, 25 juin 1790.

(2) Robespierre. Disc. 1793, Lb⁴⁰ 753.

n'a le droit de se prétendre plus inviolable que les autres citoyens (1). » A Danton on le prouvera !

De ses faits et paroles politiques, le député devra cependant répondre et son justicier, en ces matières, sera le peuple lui-même. Le député sera responsable. Mandataire des citoyens qui ont contribué à son élection, le député, d'après Robespierre, doit être uniquement l'expression de la volonté de ses électeurs ; à l'assemblée, il se conformera au mandat dont il a été investi par ses concitoyens ; il se tiendra dans les limites tracées par la volonté de ses mandants. En un mot, Robespierre admet dans toute sa rigueur la théorie du mandat impératif : le député n'agit point à son gré, mais sa personnalité s'efface devant celle des citoyens qui l'ont choisi. Tous ses actes politiques convergeront vers un seul but, l'accomplissement du mandat qui lui a été confié. Pour savoir si la conduite du mandataire est toujours restée en concordance avec le mandat imposé, le député sera soumis à un contrôle et se verra dans l'obligation de rendre compte de son mandat : « le député sera responsable au peuple (2) ». S'il n'en était point ainsi, nous aurions à déplorer de très fâcheuses conséquences : « La source de tous nos maux, c'est l'indépendance absolue où les représentants se sont mis eux-mêmes à l'égard de la nation, sans l'avoir consultée, écrit Robespierre. Ils ont reconnu la souveraineté de la nation et ils l'ont anéantie. Ils n'étaient, de leur aveu

(1) *Décl. des Dr.*, art. XXXIII.

(2) Disc. de Robespierre, Lb40 753.

même, que les mandataires du peuple, et ils se sont faits souverains, c'est-à-dire despotes. Car, le despotisme n'est autre chose que l'usurpation du pouvoir souverain. Quels que soient les noms des fonctionnaires publics et les formes extérieures du gouvernement, dans tout état, où le souverain ne conserve aucun moyen de réprimer l'abus que ses délégués font de sa puissance et d'arrêter leurs attentats contre la liberté publique et contre la Constitution de l'Etat, la nation est esclave (1) ».

Afin d'éviter un semblable état de choses : « le peuple doit toujours avoir les yeux ouverts sur ses agents, comme le père de famille sur ses serviteurs (2) ». Le contrôle des actes des mandataires sera donc des plus actifs, la surveillance de leur conduite des plus attentives et la responsabilité des mandataires ne correspondra point à une responsabilité de principe, mais à une responsabilité effective et certaine. Dans la Déclaration des Droits de Robespierre, nous lisons la règle de la responsabilité des mandataires du peuple, et celle de leur obligation de se soumettre au jugement qu'il prononcera : « Le peuple a le droit de connaître toutes les opérations de ses mandataires ; ils doivent lui rendre un compte fidèle de leur gestion, et subir son jugement avec respect (3) ». A la lecture de cet article, la vie politique d'un député ne nous apparaît-

(1) *Déf. de la Const.*, n° 11, p. 538.

(2) *Déf. de la Const.*, n° 4, p. 230.

(3) *Décl. des Dr.*, art. XXXIII.

elle pas comme l'exécution d'un mandat sanctionnée en fin d'exercice par une approbation ou un désaveu du mandant?

Pour posséder une responsabilité effective, une réglementation minutieuse est de toute nécessité. En effet la pratique quotidienne de cette surveillance des députés par le peuple exigerait l'immixtion de ce dernier dans la vie politique de ses mandataires; par ce contrôle direct, n'arriverait-on point à suspendre les cours de cette existence, ou du moins à en détruire la stabilité? Aussi cet examen ne se passera-t-il qu'à des époques fixes: « La nation sera donc encore d'avis que par une loi fondamentale de l'Etat, à des époques déterminées et assez rapprochées pour que l'exercice de ce droit ne soit point illusoire, les assemblées primaires puissent porter leur jugement sur la conduite de leurs représentants ou qu'elles puissent au moins révoquer, suivant les règles qui seront établies, ceux qui auront abusé de leurs pouvoirs (1). » Cette assemblée primaire, chargée d'apprécier la conduite de ses mandataires, n'équivaut-elle point à la Nation érigée en Tribunal suprême?

Cette idée de la nation juge figurait parmi les réformes prônées par ces constructeurs de la nouvelle société. Loin de désertir cette théorie à un moment quelconque, Robespierre souvent la précise et insiste particulièrement sur les mesures propres à rendre effective la responsabilité des représentants. A l'exercice de cette investigation nationale, il donne une

(1) *Déf. de la Const.*, n° 11, p. 539.

forme neuve et séduisante pour les esprits du temps engoués de l'institution du jury. Il propose de saisir un *juré* national de l'examen de la conduite du peuple.

« Les fonctionnaires publics sont responsables et les premiers mandataires du peuple ne le sont pas encore. La plus profonde des injustices, la plus écrasante des tyrannies nous a saisi d'effroi. Nous en avons cherché le remède dans la formation d'un grand juré destiné à venger le citoyen opprimé dans sa personne, des vexations, s'il pouvait en survenir, du Corps législatif et du Conseil...; auguste asile de la liberté où nulle vexation ne serait pardonnée et où le mandataire coupable n'échapperait pas plus à la justice qu'à l'opinion (1). »

La procédure de cette mise en jugement des actes du mandataire du peuple sera dénuée de toute complication et de toute règle inutile. « A l'expiration de leurs fonctions, leur conduite sera solennellement jugée par le peuple qui les aura choisis. Le peuple prononcera sur cette question: tel citoyen a-t-il répondu ou non à la confiance dont le peuple l'a honoré (2)? » Ce premier point élucidé, l'inquisition populaire commencera. « Tous les membres de la législature et tous les membres de l'agence exécutive seront tenus de rendre compte de leur fortune deux ans après l'expiration de leur autorité (3). »

(1) *B. de la C.*, 11 juin 1793.

(2) *Disc. de Robespierre*, 1793 Lb 10 753.

(3) *Proj. de Const.*, art. XVIII, *cod. loc.*

A l'aide de ce *juré* national dont l'esprit critique scrutera tous les actes politiques, le mandataire du peuple minutieusement contrôlé ne pourra dérober sa conduite ni à l'action de la justice ni à celle de l'opinion publique.

CHAPITRE IX

Du pouvoir législatif.

DE L'IMPORTANCE DE CE POUVOIR.

DE SA QUASI-OMNIPOTENCE. — DU DROIT DE PAIX ET DE GUERRE.

DU CONTRÔLE JUDICIAIRE.

L'Assemblée législative qui représente « l'essence de la souveraineté », selon l'expression même de Rousseau, devait être investie des plus hautes et de nombreuses fonctions.

Sa suprématie ne subit point de contestations et Robespierre l'affirme au grand jour dans cette parole: « Il est de principe qu'aucune puissance ne doit s'élever au-dessus du corps représentatif de la nation (1) ». Voilà la préséance théorique; mais nous devons également accorder la première place à ce pouvoir dans la pratique fonctionnelle, car « la

(1) A. P., 1^e sér., t. XVI, 25 juin 1793.

plus importante fonction de la société est celle du législateur (1). » La preuve de cette supériorité incontestable de la puissance législative sur les autres pouvoirs, Robespierre la démontre ainsi : « La puissance du corps législatif est infiniment plus grande que celle du roi, puisqu'il peut disposer de la force du peuple et s'environner de l'opinion publique (2). » Placé au pinacle de l'édifice gouvernemental, le corps législatif sera doté de compétences les plus variées, en dehors et en outre de sa fonction législative. En parlant dès maintenant de quelques attributs administratifs du pouvoir législatif, nous montrerons plus clairement la prépondérance de cet organe de gouvernement. Cependant parmi ces attributions, il en est une, le vote et la répartition de l'impôt, dont l'importance paraît si grande, que nous lui avons réservé une place spéciale dans un chapitre suivant.

Obéissant à l'influence de cette parole de l'abbé de Mably : « le droit de déclarer la guerre ne doit appartenir qu'à la nation (3). » Robespierre revendique cette prérogative pour le corps législatif : « Je dis donc que la nation doit confier à ses représentants le droit de la guerre et de la paix. A toutes ces réflexions, j'ajoute qu'il faut déléguer ce pouvoir à celui qui a le moins d'intérêt à en abuser. Le corps législatif n'en peut abuser jamais, mais c'est le roi, armé d'une puissante

(1) A. P., 1^{re} sér., t. XVI, 16 juin 1790.

(2) *Déf. de la C.*, n^o 11.

(3) Mably, *Des droits et des devoirs du citoyen*, Lettre 1^{re}, p. 267.

dictature, qui peut la rendre formidable, qui peut attenter à la liberté, à la Constitution (1) ».

Quel sort définitif fut réservé à ces innovations, je veux dire quelle fut la conduite de la Constitution vis-à-vis d'elles? Un moyen terme intervient, afin de satisfaire tout le monde, dans l'article 2 de la Constitution du 3 septembre 1791. « La guerre ne peut être décidée que par un décret du corps législatif, rendu sur la proposition formelle et nécessaire du roi et sanctionnée par lui (2) ». Cette déférence envers la Majesté Royale avait disparu depuis longtemps, quand la Constitution du 14 juin 1793 rangeait sous la qualification de loi, la déclaration de guerre qui appartenait donc, en définitive, au peuple (3).

« La disposition de la volonté nationale appartient aux représentants de la nation », dit Robespierre. Quand il s'agira donc de contracter avec une autre volonté nationale, ce droit naturellement sera reconnu au corps représentatif de la nation. « A-t-on bien senti ce que c'est que de décréter tout d'un coup toutes sortes d'alliances, de rétablir des traités que l'Assemblée ne connaît pas, qui n'ont jamais été examinés ni consentis par la nation? (4) » L'article 3 de la Constitution de 1791 et l'article 54 de la Constitution de 1793, donnent gain de cause à Robespierre à ce sujet (5).

(1) A. P., 1^e sér., t. XV, 18 mai 1790.

(2) Tit. III, chap. III, art. 2, parag. I., sect. 1^e.

(3) Art. LIV.

(4) A. P., 1^e sér., t. XVII, 25 août 1790.

(5) C. 3 sept. 1791, tit. III, chap. III, sect. 1^e, art. III.

Enfin, le législateur possèdera un contrôle judiciaire, par observation du principe: *ejus est interpretari legem qui condidit legem*. Laissons à Robespierre le soin d'indiquer la nature de cette attribution: « Il (le corps législatif) n'est point juge des citoyens, mais le protecteur des lois, le surveillant et le censeur des juges, en un mot, il est placé hors de l'ordre judiciaire, et au-dessus de lui pour le contenir dans les bornes et dans les règles où la Constitution le renferme (1) ». Le législateur est Tribunal de Cassation. « Je conclus que c'est dans le sein du corps législatif que doit être placé le Tribunal de Cassation (2) ». Quelques mois plus tard, s'ouvrent de nouveaux débats sur ce pouvoir de cassation et Robespierre répète ses dires: « Le droit de surveillance est une dépendance du pouvoir législatif (3) ». Par cette péroraison, il conclut son discours: « Je demande seulement, que l'Assemblée, en consacrant le principe, déclare qu'au Corps législatif seul appartient le droit de maintenir la législation et sa propre autorité, soit par cassation soit autrement ».

Ce lot de prérogatives, attribuées au corps législatif, forme un pouvoir susceptible de tenir en échec tout équilibre et toute autre puissance d'Etat. Cependant, à une heure de sa vie politique, Robespierre s'était défendu de cette conséquence et, dénonçant le dan-

(1) A. P., 1^e sér., t. XV, 25 mai 1790.

(2) *eod. loc.*

(3) A. P., 1^e sér., t. XX, 9 novembre 1790.

ger, il avait implicitement demandé quelques bornes : « Je ne connais rien d'aussi effrayant que l'idée d'un pouvoir illimité, remis à une assemblée nombreuse, qui est au-dessus des lois, fut-elle une assemblée de sages (1) ». La Convention donnerait un jour raison à ces craintes trop rapidement oubliées !

Le motif premier de cette prépondérance accordée par Robespierre au pouvoir législatif est son servilisme aux animosités et aux revendications du milieu dans lequel se débattait sa vie politique. Séduite par les philosophes réformateurs, attirée par les assidus des clubs avides d'une société nouvelle, sa pensée devait emprunter aux uns leurs préventions contre le pouvoir exécutif, aux autres leurs désirs de transférer au législatif la toute-puissance de l'ancien gouvernement royal. Ce préjugé des philosophes et de leurs disciples contre l'exécutif a été maintes fois signalé et c'est un lieu commun que d'écrire aujourd'hui, qu'on élaborait, en 1791, principalement des lois contre le roi. Les fervents des clubs, amateurs d'innovations, réussirent seulement à déplacer le pivot gouvernemental. Animés de cette idée que le corps législatif représentait la nation titulaire du souverain pouvoir, ils réclameront pour cette Assemblée des prérogatives innombrables.

Ils désarmaient le roi pour orner de ses dépouilles leur nouveau souverain.

Les « commissaires du peuple » adoptaient les

(1) *Déf. de la G.*, n° 11.

opinions du jour et ils inscrivaient dans la Constitution de 1791 (1), comme dans l'article 54 de la Constitution du 24 juin 1793, la multiplication à outrance des pouvoirs du législatif.

(1) C. 3 septembre 1791, chap. III, sect. 1^{re}, art. I, tit. III.

CHAPITRE X

Des attributions législatives.

QU'EST-CE QUE LA LOI. — POINT DE VUE MATÉRIEL.

POINT DE VUE FORMEL. — ÉLABORATION DE LA LOI.

Elaborer les lois constituerait l'œuvre de législation; voter l'impôt, réglementer les dépenses nationales, ce serait parmi les attributions administratives, les principales.

Mais, avant d'étudier comment la loi prend naissance, analysons-la en elle-même; examinons ses caractères intrinsèques en nous plaçant successivement, au point de vue matériel et au point de vue formel.

« La loi, au point de vue matériel, est l'acte par lequel l'Etat formule une règle de conduite s'imposant aux volontés et statue par voie générale à l'effet d'en assurer le respect. » Sous cet aspect, le signe à l'aide duquel on distinguera la loi, sera

le caractère général de la disposition. Une proposition, émanée d'un agent quelconque du gouvernement vise-t-elle la généralité?, édicte-t-elle une règle sociale? nous sommes en présence d'une loi.

Au point de vue formel, la législation est l'acte considéré par rapport à l' « organe auquel les lois positives d'un pays donnent le titre d'organe législatif ».

Ces deux faces de l'acte législatif ont-elles été entrevues par Robespierre?

Parlons d'abord du citoyen de Genève à qui Robespierre est redevable d'une grande partie de son savoir théorique. « Rousseau a mis merveilleusement en relief le vrai caractère interne de la loi, son caractère de généralité (1) ». Au livre II du « Contrat Social », il expose en quelques phrases sa conception de la loi: « Quand je dis que l'objet des lois est toujours général, j'entends que la loi considère les sujets en corps et les actions comme abstraites; jamais un homme comme individu ni une action particulière. Ainsi la loi peut bien statuer qu'il y aura des privilèges, mais elle n'en peut donner nommément à personne. On voit encore que la loi, réunissant l'universalité de la volonté à celle de l'objet, ce qu'un homme, quel qu'il puisse être, ordonne de son chef, n'est point une loi: ce qu'ordonne même le souverain sur un objet particulier, n'est pas non plus une loi, mais un décret, ni un acte

(1) Duguit. *L'Etat*, p. 495.

de souveraineté mais de magistrature. J'appelle donc république tout état régi par des lois, sous quelque forme d'administration que ce puisse être; car alors seulement, l'intérêt public gouverne et la chose publique est quelque chose (1). » Pour renforcer sa pensée, il ajoute, dans un genre d'exemple: « Quand tout le peuple statue sur tout le peuple, il ne considère que lui-même et, s'il se forme alors un rapport, c'est de l'objet entier sous un point de vue à l'objet entier sous un autre point de vue, sans aucune division du tout. Alors, la matière sur laquelle on statue est générale comme la volonté qui statue. C'est cet acte que j'appelle une loi (2). » Ces quelques lignes extraites du « Contrat Social », démontrent que, dans l'esprit de leur auteur, la loi est, avant tout, une règle générale, une disposition dont l'élément essentiel est la généralité.

Robespierre, dont le rôle de député devait se traduire, d'ailleurs, en actions et non point en théories pures, a-t-il considéré la loi sous ses deux aspects ou s'est-il borné à envisager la loi comme « acte accompli par l'organe auquel les lois positives de tel pays donnent le titre d'organe législatif ».

Il semble, que ce soit principalement le point de vue matériel qui ait attiré l'attention de Robespierre.

Dans ses écrits, dans ses discours, dans ses projets, il qualifie la loi de décision générale, de décision qui vise la collectivité des citoyens d'un pays.

(1) Contr. Soc., ch. VI. liv. II.

(2) *Loc. cit.*

La loi, qui « n'est que l'expression de la volonté générale (1) », formulera une règle de conduite générale qui s'imposera à tous. Ce caractère de généralité est exigé par Robespierre quand il écrit : « La loi civile ne peut défendre que ce qui nuit à la Société et aux droits d'autrui (2) ». Cette règle de conduite s'imposera à tous les citoyens, car « les lois sont les conditions et le lien de la société; tout membre de la société qui leur refuse l'obéissance, cesse de l'être par cela même (3). »

Mais la loi ne sera point seulement une disposition par voie générale, elle sera encore une disposition qui vise ou qui constate un droit. Ce caractère de règle sociale est implicitement contenu dans cette phrase : « La loi civile ne peut défendre que ce qui nuit à la société et aux droits d'autrui. » En protégeant ces droits, la loi les respecte, les régit, elle devient une règle sociale. Plus loin, dans le *Défenseur de la Constitution* encore, se retrouve cette nécessité pour la loi d'assurer des droits « comme si la loi était quelque chose sans la liberté, sans la propriété, pour qui elle est établie (4) ».

Pour distinguer le décret de la loi, Robespierre s'appuyera sur le caractère de généralité que doit posséder celle-ci, à l'exclusion de celui-là. Aussi, le décret sera-t-il l'œuvre personnelle du corps lé-

(1) *Def. de la C.*, n° 4.

(2) *Déf. de la C.*, n° 2.

(3) *Déf. de la C.*, n° 4.

(4) *Déf. de la C.*, n° 4.

gislatif, tandis que les lois « n'ont ce caractère que lorsque le peuple les a formellement acceptées (1) », c'est-à-dire, quand elles ont été revêtues du caractère de généralité.

Dans sa Déclaration des Droits, des paroles identiques à celles du *Défenseur de la Constitution*, demandent à l'acte législatif un caractère social. « La loi ne peut défendre que ce qui est nuisible à la société, elle ne peut ordonner que ce qui lui est utile. Toute loi qui viole les droits imprescriptibles de l'homme est essentiellement injuste et tyrannique; elle n'est point une loi (2). »

Faut-il, en une formule synthétique, résumer les idées de Robespierre à ce point de vue? Nous dirons alors que, pour Robespierre, la loi est une disposition générale et sociale.

Pour connaître l'opinion de Robespierre sur la loi considérée au point de vue formel il nous faut rapprocher certaines idées du « *Contrat Social* » de quelques-unes de Robespierre.

« La loi n'étant que la déclaration de la volonté générale, il est clair que dans la puissance législative, le peuple ne peut être représenté... Celui qui rédige des lois n'a donc, ou ne doit avoir aucun droit législatif, et le peuple même ne peut, quand il le voudrait, se dépouiller de ce droit incommunicable (3). »

(1) Robespierre, *loc. cit.*

(2) *Décl. des Dr.*, art. VII, VIII.

(3) Rousseau, *loc. cit.*

La théorie qui se déduit de ces paroles est celle-ci : le peuple conserve la puissance législative dont il serait même incapable de se défaire, mais l'exercice de cette puissance, il le donne à un représentant investi de la mission de rédiger les lois. Ce rédacteur sera l'organe à considérer, quand on examinera la loi au point de vue formel.

Robespierre ne s'écartera point des errements enseignés par Rousseau, et ce système, d'un corps d'état chargé de l'exercice de la puissance législative, sera conforme à la conception de Robespierre sur la législation formelle.

La faculté de conférer à une disposition quelconque le caractère de loi n'appartiendra à aucun intermédiaire, à aucun agent, à aucun organe, mais au peuple uniquement. « Les lois n'ont ce caractère que lorsque le peuple les a formellement acceptées, jusqu'à ce moment, elles n'étaient que des projets ; alors, elles sont l'expression de la volonté du peuple (1). » Cette notion de la loi au point de vue formel sera adoptée par le rapporteur de la Constitution montagnarde, dont la pensée a de si nombreuses et de si intimes affinités avec celle de Robespierre, quand il dira du représentant qu'il est : « mandataire dans les lois qu'il devra proposer à la sanction du peuple, il ne sera représentant que dans les décrets (2). » Issue de ces débats, la Constitution du 24 juin 1793 confirmera la

(1) *Journal des Débats*, loc. cit.

(2) *Bull. de la Conv.*, loc. cit.

thèse de Robespierre: « Le corps législatif propose des lois et rend des décrets (1). »

Connue sous ses deux aspects, la structure intime de la loi ne retiendra plus notre attention; mais il reste à examiner les circonstances extérieures par lesquelles passe l'acte législatif avant d'obtenir définitivement son caractère de loi.

A l'impression qui se dégage de la lecture des discours et des écrits de Robespierre, on comprend que la volonté du Conventionnel tendait à ériger le corps législatif en un comité de préparation de la loi. Cette impression se transforme en certitude au souvenir de certaines paroles, que, par crainte de redites, nous ne citerons pas de nouveau (2). Le rôle du corps législatif, en ces matières, consistera donc à préparer des propositions, à rédiger, à la fin des débats, un projet qu'approuvera le législateur, autrement dit le peuple, ou à qui il refusera la sanction.

(1) C. 24 Juin 1893, art. LIII.

(2) Voir projet de C. montagnarde; voir dans le présent ouvrage le chapitre relatif au referendum, également le ch. X. . .

CHAPITRE XI

Attributions administratives.

DE L'IMPÔT. — SA NATURE. — SON VOTE. — SA RÉPARTITION.

DE L'IMPÔT PROGRESSIF.

La doctrine des esprits novateurs consiste, bien souvent, à reprendre les plus anciens errements; et ces hommes, en apparence destructeurs du passé, sont fréquemment ceux dont l'Histoire, par une ironie singulière, se sert pour remettre en vigueur les institutions qui touchent à l'origine même d'une nation. Pour ces résurrections, elle s'adresse aux hommes les moins désignés; pour cette œuvre de reconstitution, elle choisit toujours les amis des progrès de la civilisation; civilisation voulant dire avancement de l'humanité dans un ordre quelconque.

Les pères de la pensée jacobine; les philosophes du XVIII^e siècle, si dédaigneux du passé, se réclamaient cependant d'un siècle bien traditionnaliste,

en protestant, au sujet du vote de l'impôt contre l'usurpation royale: « Si la puissance exécutive statue sur la levée des deniers publics, autrement que par son consentement, il n'y aura plus de liberté », dit Montesquieu (1). L'abbé Thomas Raynal revendique pour la nation le droit de voter les taxes « Pour que les taxes ne soient jamais excessives, il faut qu'elles soient ordonnées, réglées et administrées par les représentants de la nation (2). » Ces paroles « livresques » n'étaient que l'écho affaibli de la supplique des nobles du royaume qui, dans un cahier de doléances, en 1441, remontrèrent au roi « comment telles tailles et impôts se doivent mettre sus et imposer, et appeler les seigneurs et les Estats du royaume (3) ».

Les révolutionnaires demandaient de confier le vote de l'impôt au corps législatif; en cela ne se conformaient-ils pas à la plus vieille coutume et ne voulaient-ils pas faire observer la loi fondamentale du royaume qui exigeait l'ordonnancement des impositions par les Etats-Généraux? « Le principe incontesté au XIV^e siècle, c'est qu'un impôt général ne peut être créé que par le consentement des Etats-Généraux » (4).

On verra Robespierre fraterniser avec les hauts et puissants seigneurs pour un instant, et l'on remarquera que leurs pensées sont sœurs jumelles.

(1) Montesquieu, *op. cit.*, liv. XI, ch. VI.

(2) Th. Raynal, *op. cit.*, t. IV, liv. XIX.

(3) Isambert, *Anciennes lois*, IX, p. 108.

(4) Boucard et Jèze, *Science financière*, 1902, t. I, p. 27.

Un philosophe, dont il faut parler, quand on aborde les idées fiscales de Robespierre, est l'abbé Raynal. Il définit ainsi l'impôt: « L'impôt peut être défini, le sacrifice d'une partie de la propriété pour la défense et la conservation de l'autre » (1). Montesquieu a droit également de figurer parmi ceux qui exercèrent une action notable à ce point de vue, sur Robespierre. Nous lisons dans l'Esprit des Lois: « Les revenus de l'Etat sont une portion que chaque citoyen donne de son bien pour avoir la sûreté de l'autre, ou pour en jouir agréablement » (2).

Robespierre place sous ces auspices sa définition de l'impôt quand il dit: « Toute contribution publique est « une portion des biens des citoyens mis en commun pour subvenir aux dépenses de la sûreté publique » (3). Sous une forme plus abstraite et partant mieux adaptée à la tournure des esprits de l'époque, il répète cette définition: « L'impôt n'est autre chose: qu'une partie des propriétés nationales mise en commun pour subvenir aux besoins de la société (4) ». Ces paroles ne nous invitent-elles pas à considérer l'impôt comme une expropriation volontaire, spontanée de la part des citoyens? « L'impôt est une portion de la propriété mise en commun dans les mains de l'administrateur public (5). » Robespierre insiste

(1) G. Th. Raynal, *op. cit.*, t. IV, liv. XIX.

(2) Montesquieu, *op. cit.*, liv. XIII, ch 1^{er}.

(3) A. P., 1^{re} sér., t. VIII, 26 août 1789.

(4) A. P., 1^{re} sér., t. XXIII, 9 mars 1791.

(5) A. P., 1^{re} sér., t. VIII, *loc. cit.*

sur ce caractère de spontanéité, et quand, à l'Assemblée Constituante, on propose, le 23 février 1790, de recourir à la force armée pour le recouvrement des impôts, il s'élève contre cette mesure. « Je demande qu'on supprime de l'article la partie qui autorise à publier la loi martiale pour le recouvrement des impôts » (1). Il ne faut donc point contraindre, *manu militari*, les citoyens à acquitter l'impôt, mais il est bon de leur accorder le droit de s'y obliger personnellement par leur propre volonté, par leurs représentants. Ce serait, ce vote de l'impôt, quelque chose d'analogue au don gratuit du clergé voté jadis par les Assemblées de cet ordre. Le corps représentatif des citoyens, investi du pouvoir d'engager la bourse des représentés, alors interviendra.

Robespierre réclame pour la Nation un droit absolu en matière d'impôts : « La nation seule a le droit d'établir l'impôt, d'en régler la nature, la quotité, l'emploi, la durée » (2). Cette parole est le résumé de la doctrine de Robespierre sur l'impôt.

En tenant un pareil langage le député de la constituante faisait revivre l'esprit des anciens élus des États-Généraux, et ses revendications étaient celles que des membres d'assemblées disparues avaient autrefois soutenues. « L'intérêt et les droits de la nation, dit Robespierre, exigent essentiellement deux choses ; la première qu'il n'existe d'autres impôts que ceux qu'elle a librement établis ; la seconde que les précau-

(1) *Réinq-Monit.*, t. III, p. 452.

(2) A. P., 1^{re} sér., t. VIII, *loc. cit.*

tions les plus efficaces soient prises pour assurer la conservation et le fidèle emploi des sommes qu'elle consacre à ses besoins. C'est à ses représentants qu'elle confie ce double soin; c'est vous qu'elle en a chargés » (1).

Au résultat de cette thèse, quelles étaient les attributions financières dont la nation se trouvait possesseur? Consentir l'impôt: et cette imposition change alors de caractère. En effet, elle n'est plus la spoliation à l'aide de laquelle le gouvernement de Louis XIV et de son successeur avait appauvri le pays; ce n'est plus une dette au sens strict du mot, mais un engagement moral en vertu duquel chacun consent à participer à la dépense publique; c'est une contribution, ce n'est plus une imposition. Surveiller l'emploi de ces deniers est le droit de celui qui a consenti à les verser et la surveillance de l'emploi des contributions appartiendra au corps qui représente la collectivité des citoyens.

« Celui qui a le droit de consentir l'impôt a le droit de le répartir; dès que le pouvoir législatif réside dans les mains de la nation, le droit de répartition y réside également (2) ». Ainsi Robespierre demandait-il de confier au pouvoir législatif l'omnipotence financière. La répartition de l'impôt était l'acte principalement auquel il fallait prendre part, afin d'éviter des inégalités choquantes qui avaient pour résultat de surcharger les petits et d'exonérer les riches.

(1) A. P., 1^e sér., t. XXIII, 9 mars 1791.

(2) A. P., 1^e sér., t. VIII, 26 août 1789.

L'assiette de l'impôt serait entre les mains du législateur.

L'Assemblée Constituante approuvait cette manière de voir et, dans un article de la Constitution, elle consacrait, à sa grande gloire, les principes du vote de l'impôt, de sa répartition et de sa surveillance par le corps représentatif de la Nation: « La Constitution délègue exclusivement au Corps législatif les pouvoirs et fonctions ci-après:...2^o de fixer les dépenses publiques; 3^o d'établir les contributions publiques, d'en déterminer la nature, la quotité, la durée et le mode de perception; 4^o de faire la répartition de la contribution directe entre les départements du royaume, de surveiller l'emploi de tous les revenus publics et de s'en faire rendre compte (1) ». Elle décrétait également le principe de l'impôt annuel; peut-être la Constituante se souvenait-elle des craintes de Montesquieu à cet égard: « Si la puissance législative statue, non pas d'année en année, mais pour toujours sur la levée des deniers publics, elle court risque de perdre sa liberté (2) ». Le risque était trop périlleux à courir aussi l'Assemblée décida-t-elle: « Les contributions publiques seront délibérées et fixées chaque année par le corps législatif et ne pourront subsister au delà du dernier jour de la session suivante, si elles n'ont pas été expressément renouvelées (3) ».

La Constitution du 24 juin 1793, fidèle à la tradition,

(1) C. 3 sept. 1791, tit. III, ch. III, sect. 1^o, art. I.

(2) Montesquieu. *Esp. des Lois*, liv. XI, ch. VI.

(3) C. 3 sept. 1791, tit. V, art. I.

classait parmi les lois à soumettre à la sanction du peuple celles qui avaient trait à « la nature, le montant et la perception des contributions » (1).

En accordant au législateur la répartition de l'impôt, on faciliterait l'établissement de l'assiette de la contribution suivant les règles de la justice et de l'équité. S'il était une réforme urgente, c'était bien celle qui viserait à dégrever le citoyen pauvre et à surcharger le riche; l'impôt progressif réalisera cette réforme, il est donc une nécessité qui s'impose. Robespierre soutient ces idées à la Convention et demande l'institution de l'impôt progressif comme une mesure juste et rationnelle: « Vous parlez aussi de l'impôt pour établir le principe incontestable qu'il ne peut émaner que de la volonté du peuple ou de ses représentants, mais vous oubliez de consacrer la base de l'impôt progressif. Or, en matière de contribution publique, est-il un principe plus évidemment puisé dans la nature des choses et dans l'éternelle justice que celui qui impose aux citoyens, l'obligation de contribuer aux dépenses publiques, progressivement, selon l'étendue de leur fortune? Je vous propose de la consigner dans un article conçu en ces termes: « Les citoyens dont les revenus n'excèdent point ce qui est nécessaire à leur subsistance, doivent être dispensés de contribuer aux dépenses publiques. Les autres doivent les supporter progressivement, selon l'étendue de leur fortune (2). » Nous retrouvons ces idées textuellement reproduites dans l'article 15 de sa Déclaration des Droits.

(1) C. 24 juin 1793, art. LIV.

(2) *J. des Débats*, 24 avr. 1793, p. 388 et s.

Quand il exonérait complètement la classe pauvre, Robespierre poursuivait un but humanitaire et cette mesure aurait dû lui valoir toutes les sympathies : mais, en ce temps où la notion des devoirs civiques primait toute considération, beaucoup n'aperçurent, peut-être par malveillance, dans cet acte de charité qu'une double insulte. Esprits pervers qui ne voient dans la charité que l'humiliation de celui qui reçoit et non la bonté et parfois la grandeur d'âme de celui qui donne ! Robespierre insultait à la pauvreté, en plaçant dans une catégorie spéciale, signalée à tous les sentiments et à toutes les haines, des citoyens, qui demandaient à cacher leur misère dans l'ombre des foules.

Si vous dispensez de contribuer aux dépenses publiques les citoyens, dont les revenus n'excèdent point ce qui est nécessaire à leur subsistance, vous établissez à leur égard une mesure funeste et injurieuse, car, vous privez la classe la plus intéressante du peuple, de l'honneur de participer aux dépenses de l'Etat. Contribuer, pour une part, si minime soit-elle, aux recettes publiques, est un devoir civique de l'accomplissement duquel ne doit être dispensé aucun citoyen, disait-on alors.

Converti à cette idée, Robespierre, loyalement, abandonne sa thèse de l'exonération complète des nécessaires : « J'ai partagé, dit-il, un moment l'erreur de Ducos ; je crois même l'avoir écrite quelque part ; mais j'en reviens aux principes et je suis éclairé par le bon sens du peuple, qui sent que l'espèce de faveur qu'on lui présente n'est qu'une injure. En effet, si vous décrétez, surtout constitutionnellement,

que la misère excepte de l'honorable obligation de contribuer aux besoins de la patrie, vous décrêtez l'avilissement de la partie la plus pure de la nation..... N'ôtez point aux citoyens ce qui est le plus nécessaire, la satisfaction de présenter à la République le denier de la veuve. Bien loin d'écrire, dans la Constitution, une distinction odieuse, il faut, au contraire, y consacrer l'honorable obligation, pour tout citoyen, de payer ses contributions(1)». Cette théorie est bien la doctrine définitive de Robespierre sur l'impôt, car, quelques jours plus tard, dans le rapport sur l'instruction publique de Lepelletier, dont il adopte intégralement les idées, Robespierre en donne une expression nouvelle et plus déterminée. « Je vous proposerai de répartir la charge de cet établissement: presque tout portera sur le riche, la taxe sera presque insensible pour le pauvre. Ainsi, vous atteindrez les avantages de l'impôt progressif que vous désirez établir; ainsi, sans convulsion et sans injustice, vous effacerez les énormes disparités de fortune, dont l'existence est une calamité publique (2)». Il aborde même la clarté des chiffres et répartit ainsi les charges: « Maintenant, j'évalue par aperçu, et au plus, la taxe pour l'éducation des enfants à une moitié en sus de la contribution directe. L'homme, aux trois journées de travail paiera pour la taxe des enfants, 1 liv. 10 s. Le citoyen qui a 1.000 liv. de revenu con-

(1) *Reimp. Monit.*, t. XVI, 17 juin 1793, p. 679.

(2) *Reimp. Monit.*, t. XVII, 13 juill. 1793, p. 135.

tribuera pour 100 liv., et celui qui est riche de 50.000 liv. de rentes, mettra pour sa part, dans la taxe, 5.000 liv.

J'ose le demander, où sera maintenant l'indigence? Une seule loi bienfaitrice l'aura fait disparaître du sol de la France (1).

Robespierre maintient, pour tous, même pour « l'homme aux trois journées de travail », l'honorable obligation de contribuer aux besoins de l'Etat.

Voudrait-on résumer en quelques considérations les idées de Robespierre sur l'impôt et en apprécier la valeur, on pourrait, il me semble, dire: Robespierre a eu d'abord le grand mérite de comprendre la nature exacte de l'impôt. Ne nous a-t-il pas montré la juste caractéristique de l'impôt quand il a proclamé, que la contribution aux dépenses publiques était une obligation volontaire des citoyens et quand il a repoussé la théorie antérieure, qui faisait de la contribution une dette imposée et non point consentie?

A ce premier mérite, il faut joindre surtout celui d'avoir demandé une répartition plus équitable de l'impôt, d'avoir évité cet usage néfaste du dégrèvement de certaines classes aisées à l'aide des surcharges imposées à ceux « dont le cri n'arrive pas aux oreilles de l'homme ». C'est de la sentimentalité, pourra-t-on dire, que ce système; est-ce une raison pour le condamner? Il est humain, il s'adresse à des hommes qui ne sont point de pures intelligences et de pures rai-

(1) *Reimp. Monit.*, t. XVII, 17 juill. 1793, p. 136.

sons, mais des êtres qui sentent autant qu'ils pensent et auxquels un système conviendra dès lors qu'il accorde un juste dédommagement aux déshérités et à l'infortune.

CHAPITRE XII.

Du pouvoir exécutif.

DE L'ÉVOLUTION DE LA FORME DU POUVOIR EXÉCUTIF.

DE L'INFLUENCE DES PHILOSOPHES.

DE L'ORIGINE DU POUVOIR EXÉCUTIF.

Aux premiers jours où les Etats-Généraux de 1789 se rassemblèrent, la lecture des cahiers des trois ordres de la nation, fit connaître un esprit public tout empreint de vifs sentiments royalistes. La pensée distraite aurait pu se croire lors de la réunion d'Etats-Généraux au plus beau temps de la royauté. Les représentants de la nation reflèteront ces dispositions de l'opinion publique et le législateur de la prochaine Constitution sera monarchiste. Il observera les vœux et les mandats de ses commettants s'il se rappelle « qu'ils ont demandé une Constitution nouvelle, et qu'à l'exception du gouvernement et des formes monarchiques qu'il est dans le cœur

de tous les Français de chérir et de respecter, et qu'ils vous ont ordonné de maintenir, ils vous ont donné tous les pouvoirs nécessaires pour créer une Constitution et asseoir sur des principes certains et sur la distinction et la constitution régulière de tous les pouvoirs la prospérité de l'empire français (1) ».

Respectueuse de l'opinion publique et de la volonté générale, l'Assemblée Nationale, dont la loi constitutionnelle, abandonne au roi le pouvoir exécutif tout entier. « Le pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans la main du roi (2). »

Elle fera même taire, dans son aveugle désir de condescendre au sentiment général, la logique de ses principes; car, après avoir proclamé que la nation détenait la souveraineté inaliénable et indivisible, elle aliène la souveraineté en déléguant le droit au Trône, « héréditairement à la race régnante, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance (3) ».

Cet illogisme nous décèle le caractère nettement monarchique de la Constitution du 3 septembre 1791, qui défère le pouvoir exécutif au roi en apanage exclusif.

La fuite de Varennes vint agiter l'esprit de Paris, celui de la France entière d'alors, aux yeux de l'Assemblée. A cette nouvelle « la fièvre monte, et par toutes les portes à la fois, la foule fait irruption

(1) A. P., 1^{re} sér., t. VIII, Disc. de Clermont-Tonnerre.

(2) C. 3 sept. 1791, t. III, ch. IV, art. I.

(3) C. 3 sept. 1791, t. III, ch. II, sect. I^{re}, art. I.

dans le château poussant des clameurs d'indignation contre les déserteurs... (1) ». Cependant la multitude s'assagissait et la colère cédaient bientôt à d'autres mobiles « ardente curiosité ou vénération instinctive? Les Parisiens, nés respectueux, quoiqu'ils disent, avaient encore, innés, la religion de la royauté et un amour filial pour les Bourbons. On se connaissait depuis si longtemps! La gloire des uns était si bien liée à l'histoire des autres! Et le sentiment qui dominait était un dépit boudeur contre ce bonhomme de roi, à qui l'on avait fait quelques misères, c'est vrai, mais qui avait eu tort de se fâcher et de désertter, pour si peu, son peuple. S'il allait ne pas revenir! Et c'était une consternation désespérée à l'idée qu'on était privé de lui, peut être pour toujours (2) ». Mais il se produisit un autre mouvement qu'exploiterait la tourbe d'agitateurs afin de provoquer la journée du 10 août 1792. L'éloignement du roi avait ébranlé la naïve confiance des populations en sa personne et, peut-être pour la première fois, cet abandon de poste favorisa-t-il la pensée dans quelques cerveaux de changer de gouvernant. Sur cette métamorphose intérieure reposait cette manifestation du 10 août où « l'Assemblée législative violait le serment de fidélité inébranlable, prêté par elle à la Constitution de 1791, en suspendant Louis XVI de ses fonctions (3). »

(1) G. Lenôtre. *Le Retour de Varennes. Rev. des 2 Mondes*, avril 1904, p. 726.

(2) G. Lenôtre. *Loc. cit.*, p. 729.

(3) Duguit et Monnier, *op., cit.*, p. XXV,

Voilà l'aube du gouvernement révolutionnaire dont Thermidor sera l'apogée, et qui se soutiendra jusqu'aux derniers jours de la Convention pour s'effriter en brumaire de l'an IV. Au début « le gouvernement était révolutionnaire, c'est-à-dire, anormal, contraire aux principes en ce que le pouvoir législatif se confondait avec le pouvoir exécutif (1). » Avec Robespierre il sera « le gouvernement qui doit aux bons citoyens toute la protection nationale, qui ne doit aux ennemis du peuple que la mort (2) » ou bien celui dont la règle fondamentale était un exclusivisme entier qui se traduisait par cette phrase « il n'y a de citoyens dans la république que les républicains (3) » ; gouvernement dont les agents peuvent se ranger parmi « ceux qui croient avoir bien mérité de la république quand il lui ont fait un ennemi de plus (4). » « Ce gouvernement disparut ensuite peu à peu, pièce à pièce, sans méthode et un peu au hasard, tout comme il s'était formé (5). »

Au lendemain du 10 août 1792, l'Assemblée législative frustrait le roi de son pouvoir exécutif, au profit du Conseil exécutif provisoire, que dépouillait bientôt de cette prérogative, la commune révolutionnaire (6).

(1) Aulard, *op. cit.*, p. 315.

(2) Robespierre, Disc., 6 nivôse, an II, Sur les principes du gouvernement révolutionnaire.

(3) Robespierre, Disc., 6 nivôse, an II.

(4) Benj. Constant.

(5) Aulard, *passim*.

(6) Aulard, *op. cit.*, p. 218.

En même temps donc qu'il s'éloignait du domaine royal le pouvoir exécutif changeait de forme: et, d'unitaire, devenait collégial. D'aucuns prétendront que cette métamorphose fut une amélioration du pouvoir. Ces transformations, nous les indiquerons au moment où nous analyserons la pensée de Robespierre à ce sujet. Mais n'isolons point le Conventionnel de ses éducateurs et signalons les influences qui contribuèrent à former ses notions sur l'exécutif. En première ligne, détachons, du *Contrat Social*, quelques citations, qui diront la pensée de Rousseau sur l'exécutif. D'abord une maxime générale donne la clef même de la théorie. « Il n'est pas bon que celui qui fait les lois les exécute, ni que le corps du peuple détourne son attention des vues générales pour les donner aux objets particuliers (1). » A cette considération pratique, Rousseau ajoute cette réflexion décisive: « La loi n'étant que la déclaration de la volonté générale, il est clair que dans la puissance législative le peuple ne peut être représenté; mais il peut et doit l'être dans la puissance exécutive qui n'est que la force appliquée à la loi (2). » Comment s'exercera cette force publique et en quoi consistera la représentation du peuple dans la puissance exécutive? « Il faut donc à la force publique un agent propre qui la réunisse et la mette en œuvre selon la direction de la volonté générale, qui serve à la communication de l'Etat et du souverain qui

(1) Rousseau, *op. cit.*, liv. III, ch. IV.

(2) Rousseau. *Loc. cit.*, ch. XV.

fasse en quelque sorte dans la personne publique ce que fait dans l'homme l'union de l'âme et du corps. Voilà quel est dans l'Etat la raison du gouvernement, confondu mal à-propos avec le souverain, dont il n'est que le ministre (1) ». Puis soucieux de condenser dans une définition sa doctrine il écrira « Qu'est-ce donc que le Gouvernement? Un corps intermédiaire établi entre les sujets et le souverain pour leur mutuelle correspondance, chargé de l'exécution des lois et du maintien de la liberté tant civile que politique. Les membres de ce corps s'appellent Magistrats ou Rois, c'est-à-dire gouverneurs et le corps entier porte le nom de Prince..... J'appelle donc Gouvernement, ou suprême administration, l'exercice légitime de la Puissance exécutive; et Prince ou Magistrats, l'homme ou le corps chargé de cette administration (2). »

La puissance exécutive sera donc attribuée à un corps d'Etat intermédiaire, dont se rapprochera singulièrement le conseil exécutif du projet de constitution de Hérault de Séchelles en 1793.

L'idéal politique de l'abbé de Mably était un système basé sur « une assemblée unique et législatrice et un pouvoir exécutif dépendant de cette assemblée ». Sa théorie de l'exécutif présente des points d'analogie tels avec celle de Robespierre, que désavouer la parenté de pensée de ces deux doctrinaires, équivaldrait à nier l'évidence. Rappelons, une fois encore, l'idée dominante de sa thèse: « Tout législateur, dit Mably, doit par-

(1) Rouss., *op. cit.*, I, III, ch. I.

(2) *Loc. cit.*

tir de ce principe que la puissance exécutive a été, est et sera éternellement l'ennemie de la puissance législative (1). » Aussi devra-t-on resserrer les limites de cette puissance et « ne pas confier au roi même le pouvoir exécutif dans toutes ses branches (2) ». Pursuivant la subordination, l'asservissement de l'exécutif au législatif, il dira : « Les princes sont des administrateurs et non pas les maîtres des nations (3) » L'unique fonction de ce pouvoir sera « d' « exécuter ce qui lui est prescrit par la loi (4) ». Enfin Mably vote par avance avec les députés hostiles au Veto Royal « le pouvoir exécutif, comme tel, n'a pas à se mêler de la législation ni par la faculté de statuer, ni même par la faculté d'empêcher (5) ». En résumé, « la puissance exécutrice sera l'organe et le ministre de la puissance législative (6). ».

Les idées de Rousseau et de Mably se fusionneront dans l'esprit de Robespierre et de cette union sortira la théorie de l'exécutif de Robespierre.

Le pouvoir exécutif, dit-il, est « l'homme établi par la nation pour faire exécuter les volontés de la nation (7). » Il serait hasardeux, de voir dans cette phrase une adhésion expresse au principe unitaire

(1) Mably, *op. cit.*, p. 169.

(2) Mably, *op. cit.*, p. 133.

(3) Mably, *op. cit.*, p. 140.

(4) Mably, *op. cit.*, p. 155.

(5) Mably, *op. cit.*, p. 155.

(6) Mably, *op. cit.*, p. 157.

(7) A. P., 1^{re} série, t. IX, 21 septembre 1789.

du pouvoir exécutif; car, presque au même moment, pour différencier un mode de gouvernement d'un autre, il qualifiera la monarchie « d'état où le pouvoir exécutif est confié à un seul (1). » Si l'organisation de la puissance exécutive est le critérium, à l'aide duquel on distingue les sortes de gouvernement, suivant qu'il s'agira d'une république ou d'une monarchie, le pouvoir exécutif s'exercera diversement, l'agent exécutif sera un ou collectif.

Au moment où les Etats-Généraux s'érigeaient en Assemblée Constituante, la personnalité de Robespierre hésitait entre deux autorités qui se disputaient la prépondérance en lui, l'opinion publique et l'opinion de Rousseau. A cette époque, l'esprit général franchement royaliste, ne supporterait point d'atteintes aux prérogatives royales. Robespierre alors ne combattra point directement le principe de l'unité du pouvoir exécutif, mais acquis d'ores et déjà à la collégialité de l'exécutif, tous ses efforts tendront, avec ceux de son parti, à diriger l'exercice de ce pouvoir vers les grands comités de la Constituante qui guideront, presque exclusivement, les affaires du pays. C'était la marche vers un pouvoir exécutif collégial que réalisera plus tard la Convention.

Ce changement de forme s'effectue en même temps que l'opinion générale revire, et sous la pression de certaines craintes.

En fait, la Monarchie n'existait plus, mais son

(1) A. P. *op. cit.* *Loi. cit.*

souvenir hantait les esprits; il ne fallait point affermir ces pensées; par mesure de sage politique, on évitera toute institution susceptible de rappeler à la monarchie. Ecartons surtout un pouvoir exécutif unitaire; car l'identification séculaire de cette puissance avec la royauté elle-même risquerait d'entraîner, dans la suite, une confusion regrettable. Cédant à la force de l'habitude, on décorerait facilement du titre et de la qualité de monarque, l'agent quelconque de l'exécutif, s'il est seul dans ses fonctions. Nè serait-ce pas le rétablissement involontaire de ce « gouvernement odieux » comme on dénommait la royauté?

Dans une république la puissance exécutive sera collégiale, car l'élection qui doit servir de base à tous les pouvoirs de ce mode de gouverner, s'appliquera à l'exécutif. Or, si le choix de l'électeur porte sur un seul individu et que ce choix soit défectueux, il adviendra une erreur irréparable. L'électeur au contraire peut-il élire plusieurs agents, une compensation naturelle en résultera et les désignations malheureuses disparaîtront dans l'excellence des autres. Enfin, le fait d'investir de cette puissance un agent unique n'entraînerait-il pas un abandon de pouvoirs plus redoutable que l'autocratie et le despotisme?

Efforçons-nous d'éloigner ces dangers en donnant à l'exécutif cette forme de « corps intermédiaire » que Rousseau proposait dans son Contrat Social.

Pour l'histoire des idées politiques de Robespierre l'essai constitutionnel le plus intéressant d'un pouvoir exécutif collectif se trouve dans le rapport d'Hé-

rault de Séchelles. L'oracle du rapporteur de la Constitution montagnarde était le député de Paris, Robespierre, et cette circonstance ajoute une très grande portée aux paroles qui se firent jour dans ces projets.

« Il faut maintenant vous parler de l'établissement du conseil exécutif (1) ». Sans tergiverser, sans discuter, le système collectif est adopté et se présente aux débats. Il avait pour lui des précédents illustres et presque une histoire qui le dispensaient de toute justification.

« Imitant la Constituante, qui, après la fuite de Varennes, n'avait pas hésité à exercer l'intérim des fonctions royales, mais se distinguant d'elle en ce qu'au lieu de conserver les ministres du roi, elle les révoqua, l'Assemblée législative décida, le 10 août, de nommer elle-même les six ministres qui formeraient une autorité, un conseil qui ne s'appellerait plus Conseil du Roi ou Conseil d'Etat, mais Conseil exécutif provisoire (2). » Le Conseil exécutif provisoire exerce pleinement les fonctions exécutives pendant les jours où Danton y dirigea l'action. La Commune révolutionnaire, se substitue à l'autorité de ce conseil et pratique le pouvoir exécutif. La Convention succède à l'Assemblée Législative et sous prétexte de fortifier la puissance exécutive, elle éprouve le besoin de créer un nouvel organe officiel d'exécution : le Comité de Défense générale. Ce comité coexistera avec le Conseil exécutif à qui on prodigue respects et

(1) *Reimp. Monit.*, t. XVI, 13 juin 1793.

(2) Aulard, *op. cit.*, p. 218.

honneurs; moyennant cette monnaie, l'exercice effectif de l'exécutif passe aux mains du nouveau-né. Le 6 avril 1793 prenant hardiment son parti, la Convention ne s'embarrasse plus des principes « livresques » de la séparation des pouvoirs, mais elle choisit dans son sein ceux qui coopèreront à former le modèle du pouvoir exécutif collégial, le Comité de Salut Public.

Membre de la Commune révolutionnaire, membre du Comité de Salut Public, Robespierre après avoir pratiqué ce mode collectif d'exécution, en inspirera l'établissement à la Convention par la voix d'Hérault de Séchelles. Ce système avait fait ses preuves, et ces témoignages effaçaient le souvenir d'un pouvoir exécutif unitaire.

Comment naîtra ce pouvoir exécutif collégial? « Il nous a paru que l'assemblée électorale de chaque département devait nommer un candidat pour former le conseil, et que les ministres de l'exécution, nommés agents en chef, devaient être choisis hors du Conseil; car ce n'est point à eux à en faire partie (1). » L'exécutif, au sortir de ce projet, comprendra un corps formé par les élus des assemblées départementales, et des ministres choisis hors de ce conseil.

Le rapporteur Hérault de Séchelles avait pressenti l'étonnement, mêlé de stupéfaction, que provoquerait la renaissance d'assemblées électORALES. La mode était à leur suppression et en temps de révolution, la mode est l'arbitre de vie et de mort. La parole « agile

(1) *Mon. Reimp.*, p. 618, t. XVI.

et élégante » du Conventionnel couvrira d'une raison cet usage d'assemblées : si le Conseil « était élu par la volonté générale, son autorité deviendrait dangereuse, pouvant être érigée en représentation, par une de ces méprises si faciles en politique. Nous en avons conclu qu'il devait être élu par les assemblées électorales (1). » Le rôle joué par ce Conseil est assez exactement celui de médiateur, d'intermédiaire entre les agents en chef de l'exécution et les gouvernés en la personne de leurs représentants. « Le Conseil est un corps intermédiaire entre la représentation et les ministres pour la garantie du peuple; cette garantie n'existe plus si les ministres et le Conseil ne sont séparés (2) ».

Ce principe de la collégialité de l'exécutif est un dogme que se légueront certains républicains à travers les perturbations constitutionnelles. Peut-être ne tiennent-ils pas suffisamment compte de ce précepte énoncé par « l'homme qui avait étudié le plus profondément et le mieux défini les constitutions des États, Montesquieu » (3) : « La puissance exécutrice doit être entre les mains d'un monarque parce que cette partie du gouvernement qui a presque toujours besoin d'une action momentanée, est mieux adminis-

(1) *Mon. Reimp.*, p. 618, t. XVI. Ce motif impressionnera le législateur de 1793, qui dira dans son article 63 : « L'assemblée électorale de chaque département nomme un candidat. Le corps législatif choisit sur la liste générale les membres du conseil ».

(2) *Monit. Reimp.*, p. 618, t. XVI.

(3) A. Sorel. *L'Europe et la Rév. fr.* t. I, p. 15.

(4) Montesquieu, *op. cit.*, liv. XI, chap. VI.

trée par un que par plusieurs (4). » Et ce conseil, nous servira de transition pour aller vers l'opinion de Robespierre sur le pouvoir exécutif alors qu'il n'était point député de Paris, mais représentant du Tiers-Etat d'Artois. A cette époque, du moins en apparence, il semblait se ranger à l'avis de Montesquieu au sujet d'une puissance exécutrice unitaire.

Tout d'abord, il s'écartait nettement de la majorité de la Constituante, quand elle aliénait la souveraineté nationale au profit du Trône, déclaré héréditaire. L'origine de tout pouvoir réside dans la nation et Robespierre maintient cette prérogative nationale. Il déclarera que le roi, synonyme de détenteur de l'exécutif ne tiendra point ses attributions de sa race, de sa naissance mais de la nation dont il est le commis, le délégué. « Tous ceux qui gouvernent et par conséquent les rois eux-mêmes ne sont que les mandataires et les délégués du peuple (1). » Cette origine de l'exécutif est une idée chère à Robespierre et jalousement il insiste sur cette subordination de la puissance exécutive au souverain. « Vous le savez, l'autorité des princes n'est qu'une portion de la souveraineté du peuple, mise en dépôt entre leurs mains; ils ne peuvent donc ni la vendre, ni l'aliéner en aucune manière (2). » La discussion d'une loi sur la force armée est une occasion favorable pour rappeler à l'exécutif qu'il est dans la dépendance de la nation, « le pouvoir exé-

(1) A. P., 1^e sér., t. IX, 21 septembre 1789.

(2) A. P., 1^e sér., t. XX, 18 nov. 1790.

cutif, tant qu'il se renferme dans les bornes que la Constitution lui prescrit, il est lui-même une portion des droits de la nation (1) ». Qu'il soit unitaire ou qu'il soit collectif que l'exécutif se souvienne « que les diverses portions d'autorité exercées par les différents magistrats ne sont que des fonctions publiques, que le peuple leur délègue pour l'avantage commun (2) ».

L'Assemblée constituante passait outre et admettait l'hérédité de la couronne, mitigée d'un palliatif afin d'atténuer le fâcheux effet que produirait sur la foule, cet anachronisme. La couronne avec ses attributions serait héréditaire, mais on titrerait le roi de la qualité de représentant du peuple. L'habileté de la Constituante n'échappe pas à Robespierre et sous le fouet de la défaite de sa doctrine, il se redresse pour stigmatiser cette ruse : « le roi n'est pas le représentant de la nation et l'idée de représentant suppose nécessairement un choix par le peuple et vous avez déclaré la couronne héréditaire, le roi n'est donc pas le représentant du peuple (3) ».

Ces paroles battaient en brèche l'hérédité de la couronne et leur but indirect était d'arriver à la désignation de l'agent exécutif par les représentants du souverain. D'ailleurs Robespierre ne se cache point de cette intention et franchement il déclare que : « le

(1) A. P., 1^e sér., t. XXI, 8 déc. 1790.

(2) Disc. de Robespierre, 10 mai 1793.

(3) A. P., 1^e sér., t. XXIX, 10 août 1791.

pouvoir exécutif est l'homme établi par la nation pour exécuter les volontés nationales (1) ». La nation, titulaire originaire de la souveraineté, organisera l'exécutif par l'intermédiaire de quel préposé? « Est-ce au pouvoir exécutif à critiquer le pouvoir constituant de qui il émane? (2) » En 1789, Robespierre chargeait le pouvoir constituant de l'établissement de l'exécutif; nous avons déjà vu que les assemblées électorales en 1793, avaient pour fonction de former le conseil exécutif.

Du revêtement extérieur de la puissance exécutrice, pénétrons au cœur même de ce pouvoir pour en définir les attributions. Le roi, personnification de l'exécutif est « le commis, le délégué de la nation pour exécuter les volontés nationales (3) ». Ces volontés nationales s'expriment, spécialement au moyen de la loi et la puissance exécutive aura pour devoir de faire exécuter l'expression de la volonté nationale, la loi. Cet acte d'exécution se décompose en deux parties. Le préliminaire de l'accomplissement de la loi est la sanction qui « n'est autre chose que l'acte par lequel le dépositaire du pouvoir exécutif promet à la nation de faire exécuter la loi et la promulgue (4) ». Puis la deuxième phase de l'acte est l'exécution. Telle n'est pas l'unique fonction de ce pouvoir; même, si l'on voulait en croire

(1) A. P., 1^e sér., t. IX, 21 sept. 1789.

(2) A. P., 1^e sér., t. IX, 22 octobre 1789.

(3) A. P., 1^e sér., t. XV, 18 mai 1790.

(4) A. P., 1^e sér., t. IX, 21 sept. 1790.

la boutade de Robespierre, il n'est point de puissance dans le gouvernement, susceptible de le contrebalancer: « Le pouvoir exécutif tout entier assure comme un patrimoine à lui et à sa race; le droit d'arrêter les opérations de plusieurs assemblées nationales consécutives, la faculté de les diriger par la proposition des lois qu'il peut rejeter lorsqu'elles sont faites, par l'influence de ses ministres admis au sein du Corps législatif; un empire absolu sur tous les corps administratifs, devenus ses agents; le pouvoir de régler les intérêts et les rapports de la nation avec les nations étrangères..... tout m'annonce qu'il n'existe point dans l'Etat de pouvoir qui ne s'éclipse devant le sien (1). » Cette revue des prérogatives royales nous dit la multitude de facultés dévolues à l'agent exécutif par l'Assemblée Constituante royaliste. Elle montre également l'hostilité de Robespierre contre certaines dispositions de la loi constitutionnelle de 1791, à laquelle il adhérerait cependant par son vote et les louanges de son journal.

Le second rouage de l'exécutif, les ministres, ne semblent point beaucoup préoccuper Robespierre. Il en parle très rarement, et qu'en dit-il? En somme, il critique l'intervention des ministres au sein du corps législatif, car les autoriser à se faire entendre dans les débats, c'est violer le principe de la séparation des pouvoirs, « c'est renverser les bases de la liberté de la constitution (2) ».

(1) A. P., 1^e sér., t. XXX, 17 sept. 1791.

(2) A. P., 1^e sér., t. XXIX, 15 août 1791.

L'acquiescement formel de Robespierre à la Constitution de 1791 permet de supposer sa concession aux ministres des pouvoirs et prérogatives renfermés dans cette loi constitutionnelle.

Quelques années après, quand on cimentera les assises de la société nouvelle, quand la Montagne édictera sa règle constitutive, on s'occupera quelque peu des ministres, des chefs de l'exécution. « Nommés et surveillés par le Conseil exécutif, dont c'était là avec la négociation des traités, la principale fonction, ils n'avaient aucun rapport avec le corps législatif (1). » Les ministres se ressentent encore de la défiance instinctive professée vis-à-vis des agents de l'exécution. « Une sorte d'habitude avait été prise de considérer le ministère comme ennemi et étranger, et aussi de tenir la position de ministre pour inférieure et presque humiliante. Le roi n'était plus là; la cause de cet état suspect avait disparu; l'effet n'en subsistait pas moins (2). » C'est le motif pour lequel leurs fonctions seront sous la férule de l'assemblée. « Le Corps législatif détermine le nombre et les fonctions de ces agents (3). »

La terreur des anciens ministères incita les Conventionnels à transformer les ministres en fonctionnaires de l'Assemblée législative.

En faveur de la puissance exécutive Robespierre ne tolère aucune dérogation au droit commun; aussi le

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 141.

(2) Aulard, *op. cit.* p. 318.

(3) C. 24 juin 1793, art. LXVII.

jeu de l'exécutif sera-t-il vérifié et son exercice contrôlé. On ne pouvait manquer d'accorder une dernière marque de prépondérance au législatif : « Il est naturel que le corps chargé de faire les lois, surveille ceux qui sont commis pour les faire exécuter. Les membres de l'agence exécutive seront donc tenus de rendre compte de leur gestion au corps législatif (1). »

Héréditaire aux yeux des hommes et de la Constitution de 1791, le privilège exécutif se perpétuait de père en fils, à travers la descendance royale. La naissance engendrait ce privilège, la mort en transmettait le germe « à l'hoir le plus proche ». Mais on était à l'heure où les droits de naissance cédaient le pas aux délégations et aux mandats de la souveraineté. Pour que la métamorphose fut complète, elle devait atteindre non seulement la naissance de ces droits, mais encore leur extinction et la succession à leur exercice. La mort du titulaire ne constituait plus l'événement unique susceptible de mettre fin à ses prérogatives, mais un ordre du souverain avait la même portée. La puissance exécutive changera de mains, quand il conviendra à la volonté suprême de la distraire au profit de nouveaux agents ; car, à son gré, à son bon plaisir, le peuple peut changer « l'individu à qui il confie ses droits (2) ». Le gouvernement n'est-il pas le bien exclusif de la nation « qui peut, quand il lui plaît, changer son gouvernement et révoquer ses mandataires (3) ».

(1) Robespierre. Dis., 10 mai 1793.

(2) (3) Robespierre, *loc. cit.*

Originaire de la Nation, nommé par le corps représentatif de la Nation, surveillé et révoqué par elle, le pouvoir exécutif et son titulaire constituent une dépendance directe de la volonté collective, aux ordres de laquelle ils demeurent toujours assujettis.

CONCLUSIONS

Les idées et les théories forment, si l'on peut ainsi parler, la structure externe d'une doctrine et s'en tenir à l'examen unique de ces signes extérieurs amènerait à faire une étude incomplète. Les causes de ces idées, les motifs de ces théories doivent être mis en lumière, pour faciliter une juste appréciation de ces divers systèmes.

La doctrine de Robespierre est dominée tout entière par un sentiment, dont l'apparition révolutionna la classe politique⁽¹⁾ et qui valut rapidement à Robespierre une immense popularité. Ce sentiment fut le désir de réhabiliter les humbles, de magnifier le pauvre et de donner au peuple un droit et une loi. Au moment où Robespierre entrait dans la vie politique, il fallait encore un courage véritable pour

⁽¹⁾ Aulard, *op. cit.* note 3, p. 99,

prendre la défense de la *ennemie*, comme Voltaire lui-même appelait le peuple et pour vaincre le dédain que les classes privilégiées professaient à son égard.

« Dévoué au peuple, je ne pouvais avoir d'autre intérêt en vue que le sien, d'autres joies que les siennes (1) », écrivait Robespierre; aussi l'éloge des qualités du peuple, la proclamation de ses droits devinrent les thèmes favoris des discours et des écrits du Constituant et plus tard du député de Paris. Qu'il ait obéi en cela à un mobile plus ou moins noble, à une ambition plus ou moins élevée, qu'il se soit montré disciple des philosophes humanitaires ou partisan des idées du Christ, peu importe, le fait existe, n'en est-il pas fort louable? Ne recherchons même pas si de cet amour du peuple, il fit une doctrine de haine ou un système plus fécond de relèvement social.

Ce sentiment sera la cause des grandes réformes, demandées par Robespierre et des institutions nouvelles qu'il proposera.

L'adhésion formelle au principe de la souveraineté est la première conséquence de cette cause. La théorie de la souveraineté d'après laquelle le peuple est institué comme le support originaire de toute puissance, comme le détenteur du suprême pouvoir, est l'expression théorique la plus haute de ce désir d'exalter le peuple. Est-il bien utile de rappeler encore avec quel zèle, avec quel dévouement Robespierre prenait part à tous les débats constitutionnels, quand

(1) *Mém. Rob.*, t. I, p. 289.

la souveraineté du peuple était en jeu? En proclamant que le peuple était le souverain, il s'efforçait de lui donner ce prestige d'autorité qui entourait autrefois la personne royale et de déplacer l'origine du pouvoir; la nation remplaçait le roi. C'était substituer à un individu, une personne fictive, un être collectif dont l'existence ne correspondait à aucune réalité, mais la satisfaction des théoriciens et des intellectuels était élevée au comble, à la pensée que désormais, l'origine du pouvoir ne résiderait plus dans la personne du roi, mais dans la nation, dont la personnalité une et collective serait titulaire de la souveraineté.

Mieux inspiré, semble-t-il, par cette affection du peuple, Robespierre, réclamera l'établissement du suffrage universel, la participation du plus grand nombre à l'exercice du pouvoir souverain.

Adversaire résolu du cens, il demandera la suppression de cet ostracisme électoral, dont l'effet principal arrivait à exclure de la classe agissante tous ceux dont la bourse n'atteignait point le taux légal. Les talents et les vertus seront les seules distinctions à admettre, et ils abondent chez le peuple, où « l'on trouve, sous des dehors grossiers, des âmes franches et droites, un bon sens et une énergie que l'on chercherait longtemps en vain dans la classe qui le dédaigne (1) ».

Si, avant d'atteindre le gouvernement populaire, la République, Robespierre se ralliait à la monarchie

(1) Disc. de Robespierre, Aulard, *op. cit.*, p. 100.

constitutionnelle, c'est qu'il agissait sous l'influence des milieux, où sa jeunesse avait évolué et sous l'action des maîtres parmi lesquels il avait grandi. Bientôt, il triomphe de ces influences et devenu républicain, au contact du sentiment qui dirige ses idées politiques il écrira: « La Constitution française ne reconnaît d'autre gouvernement légitime que le gouvernement républicain (1) ».

Individualiste, Robespierre appartient à la catégorie de ceux que l'on peut appeler des individualistes positifs. Il ne revendique pas seulement, en effet, pour chacun des membres de la collectivité nationale, les droits naturels, mais il juge que cette théorie est en elle-même insuffisante, et qu'il la faut enrichir des droits complémentaires, c'est-à-dire de ceux qui permettent aux droits naturels leur développement normal. Le droit à l'assistance « principe éminemment populaire », le droit à l'instruction sont les aides des droits naturels, qui s'imposent à tout gouvernement. La thèse individualiste repose sur une base bien fragile, bien contestable, car le droit est un produit éminemment social, qui ne se peut concevoir qu'au sein d'une société, mais l'idée était vraiment généreuse et grandiose, si l'on songe à l'absolutisme illimité de l'Etat qui formait jusqu'à ce jour, la loi incontestable des rapports de l'individu avec lui.

Quel sera, dans la hiérarchie politique, le pouvoir prédominant, l'organe de prédilection? Celui qui exprimera la pensée même du peuple; celui pour

(1) Rob., *loc. cit.*

l'organisation duquel le concours du peuple sera nécessaire; en un mot, celui qui représentera le plus fidèlement la volonté de la nation; le pouvoir législatif. A lui l'omnipotence sans discussion, car ne point accorder la prépondérance au législateur serait admettre l'existence d'un pouvoir supérieur à celui de la nation.

La puissance exécutrice se réduira à une commission, à une délégation de fonctions consentie par le peuple à un agent ou à un groupe d'agents de l'administration.

Comment fonctionnera le pouvoir constituant, quel en sera le titulaire? Confié à une assemblée choisie directement par le peuple, le pouvoir constituant sera exercé par des représentants extraordinaires qui seront l'émanation directe de la nation.

L'importance de l'innovation caractéristique de la doctrine de Robespierre, l'institution du suffrage universel autorise à insister sur ce point capital. Autour de cette institution gravita l'effort constant de sa vie, autour d'elle les débats constitutionnels se déroulèrent graves et nombreux et Robespierre y prit toujours une part des plus actives. Ne serait-il point alors intéressant d'enregistrer la fortune diverse, que la pensée successive des générations et l'esprit changeant des législateurs firent subir au suffrage universel?

Le 5 fructidor, an III, une Constitution succédait à l'œuvre inappliquée de Robespierre et la réaction thermidorienne supprimait le suffrage universel. «Au suffrage universel on substitue le suffrage censitaire et on établit des conditions censitaires d'éligibilité, en

adaptant à la république le régime bourgeois qu'on avait adapté de 1789 à 1792 à la monarchie (1) ».

La cité politique se fermait à ceux auxquels Robespierre avait consacré sa vie; désormais, l'esprit public change de dispositions et semble choisir ces paroles pour guide dans sa nouvelle ligne de conduite: « Un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre social; celui où les non propriétaires gouvernent est dans l'état de la nature (2) ».

Le principe de la souveraineté ne disparaît point de notre droit public, il figure même en tête de la Constitution, afin qu'on ne l'oublie point.

La Constitution du 22 frimaire an VIII, fut une loi constitutionnelle de transition, un hommage aux idées passées, qu'allait remplacer une conception politique nouvelle, celle de Bonaparte.

« Ce qu'il y a de plus notable, c'est qu'on ôte à la nation, tout en la reconnaissant souveraine, le droit d'élire ses députés, de faire des lois par eux, de régler par eux les dépenses et les recettes.

En effet tout en rétablissant le suffrage universel, on l'annihile (3) » :

De réductions en réductions, de liste en liste, on émiettait le suffrage à tel point qu'on en arrivait à sa suppression pratique(4). M.Aulard apprécie ce système

(1) Aulard, *op. cit.*, p. 549.

(2) Boissy-d'Anglas. *Reimp. Monit.*, t. XXV, p. 92.

(3) Aulard, *op. cit.*, p. 506.

(4) C. 22 frim. an VIII, art. VII, VIII, IX.

en ces termes « Tel fut le dérisoire système électoral censément démocratique, que Bonaparte substitua au système censitaire de la constitution de l'an III, et par lequel, en ayant l'air de rendre au peuple français les droits conquis dans la journée du 10 août 1792, il excluait réellement ce peuple de la vie politique (1) ».

L'œuvre de Robespierre avait vécu pour un temps. Elle méritait un sort meilleur car si quelques défaillances, quelques contradictions s'y peuvent relever elle contenait, dans l'ensemble, des qualités de logique fort appréciables, des conceptions politiques dont la postérité ne se montrera pas dédaigneuse, sitôt l'épopée impériale terminée.

Esprit dogmatique avant tout, Robespierre déduisait de ses principes toutes conséquences nécessaires, tous effets inévitables. À ce doctrinaire on pourrait appliquer ces paroles « c'est un systématique, qui, replié sur lui-même et les yeux obstinément fixés sur son rêve ou sur son principe, s'y enfonce chaque jour davantage, en dévide une à une les conséquences et tient toujours sous sa main le réseau entier (2) ». Peut-être, était-ce déjà un titre à la survivance? Mais ce que l'ingratitude même momentanée aurait dû épargner, c'était le fruit d'une lutte incessante, le suffrage universel. Si dans la vie de chacun il est un but vers lequel convergent tous les efforts, s'il est une raison de vivre dans chaque exis-

(1) Aulard, *op. cit.*, p. 707.

(2) Maine, *op. cit.*, t. II, p. 106*

tence, pour Robespierre ce fut la conquête du suffrage universel. Ce résultat, notre droit constitutionnel moderne devait le fixer à jamais dans nos habitudes politiques et lui assurer l'existence des institutions humaines les plus durables.

La doctrine de Robespierre ne renfermerait-elle que l'institution du suffrage universel qu'elle aurait droit à triompher des animosités des hommes et des vicissitudes des temps.

Mais son œuvre théorique est plus considérable. Par ses luttes en faveur de la liberté de la pensée humaine, par ses efforts pour une presse libre, il a grandi la personnalité de l'homme et il a contribué à pourvoir la société d'une source féconde de civilisation et d'éducation sociale. Enfin, par son individualisme positif, il a développé les idées d'altruisme et de solidarité; et à ses contemporains insoucieux des misères et des infortunes, il a montré le but que l'humanité devait poursuivre: l'allègement de la souffrance humaine.

Où! comme tout cela aurait dû germer et ne point être étouffé sous la brutalité d'actes illogiques et inconséquents!

Robespierre prêchait la liberté sous toutes ses formes et cependant à mesure que croissait sa puissance le champ des libertés se rétrécissait.

La liberté de la presse, on l'enlève d'abord, aux royalistes, puis ce sont les presses de Brissot et de Gorsas que l'on brise. Ainsi restreinte la liberté de la presse ne tarde pas à disparaître, et après l'exécution des Girondins « la presse, devenue vraie-

ment esclave, fut tout entière gouvernementale (1) . C'était l'œuvre pratique de Robespierre.

La liberté de la parole, elle s'en alla avec Danton ; et « à la Convention il n'y eut plus de liberté de la parole, ni même de liberté du vote. Cette assemblée qui faisait trembler l'Europe trembla alors elle-même devant Robespierre (2) ». Cette « assemblée de claqueurs (3) » était l'œuvre de Robespierre.

La liberté individuelle, Robespierre pratiquement la comprenait et la tolérait à la façon de la loi du 22 prairial, ou loi des suspects. Plus de garanties, plus de défenses, la justice prompte et sommaire du Tribunal révolutionnaire remplacera ces vestiges d'un régime aboli. Il faut même « stimuler l'ardeur du tribunal révolutionnaire de Paris prescrit Robespierre. Il faut lui ordonner de juger dans vingt-quatre heures, après la remise des pièces, les coupables qui lui seront envoyés ; il faut presser, multiplier même s'il est nécessaire l'action de ce tribunal (4) ». On pressait, on multipliait l'action même de ce tribunal. « Les effets de la loi se marquent par ce fait qu'avant le 22 prairial, an II, il y avait eu en treize mois, environ 1220 condamnations à mort prononcées par le Tribunal révolutionnaire et qu'ensuite en quarante-neuf jours, il y en eut environ 1376 (5) ». Et la loi de prairial

(1) Aulard, *op. cit.*, p. 360.

(2) Aulard. *Loc. cit.*

(3) Taine, *loc. cit.*

(4) *J. des Déb.*, juin 1793, p. 174. Disc. de Robespierre.

(5) Aulard, *op. cit.*, p. 363.

« cette pourvoyeuse de guillotine » était l'œuvre de Robespierre.

Son altruisme, son désir d'atténuer la souffrance humaine, nous les trouvons en contact avec les réalités après la loi de prairial, et ces beaux sentiments se traduisent en « une boucherie de coupables et d'innocents (1) ». Ce sont eux, qui vont « fabriquer les grandes fournées de la guillotine afin de purger et de débayer les prisons en un instant (2) ». N'est-il pas permis, après cela de souscrire à ce jugement : « ce qu'il entend par ses grands mots : justice, humanité, ce sont des abatis de têtes (3) ».

Et alors on s'étonnera peut-être, à juste titre, de constater de telles inconséquences et de si profondes contradictions chez un homme dont l'esprit semblait avoir acquis des habitudes indélébiles de logique. L'homme politique n'est-il pas souvent celui-là qui sait voiler de paroles pleines de grandeur morale des actes moins nobles et qui, sous une théorie d'une incontestable valeur sociale, sait masquer la négation des principes élémentaires d'honnêteté morale et parfois de simple humanité ?

(1) Aulard. *Loc. cit.*

(2) Taine, *op. cit.*, t. VII, p. 271.

(3) Taine, *loc. cit.*, p. 237.

Vu : Le Président de la Thèse
Léon DUGUIT

Vu : Le Doyen,
Pour le Doyen,
L'assesseur,
Léon DUGUIT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Bordeaux, le 9 octobre 1906
Le Recteur de l'Académie,
R. THAMIN.

SOURCES

Archives Parlementaires, 1^e série, t. VIII-LXII, (1).

Bulletin de la Convention Nationale 1792-1793, Bibliothèque Nationale, Lc², 715-716.

C. Desmoulins, *Le Vieux Cordelier*, 1 v. 1834. B. N. Lc² 806.

Journal des Débats de la Société des amis de la Constitution, séants aux Jacobins ou Journal des Jacobins, 1791-1792, B. N. Lc² 599.

Journal des Débats, 1792-1793, B. N. Lc² 147.

Journal de la Montagne, par Laveaux. B. N. Lc² 786.

Le Point du Jour, par E. Barrère.

Papiers inédits trouvés chez Robespierre, supprimés ou omis par Courtois, Paris, 1828. B. N. Lb⁴⁰ 38.

Rapport fait au nom de la Commission chargée de l'examen des papiers trouvés chez Robespierre et ses complices, par E. B. Courtois, député de l'Aube. Séance du 16 Nivôse, an III. B. N. Le³⁸ 1108-1165.

(1) Pour nous assurer de l'exacte reproduction des Discours et motions de Robespierre, nous avons eu soin de contrôler le texte des Archives Parlementaires en le rapprochant de celui du *Journal des Débats* et de celui du *Point du Jour*.

Réimpression de l'Ancien Moniteur, 1789-1799. Paris, Plon frères, 1847.

Robespierre. Discours prononcé aux Jacobins 11 Mai 1791. B. N. Lb⁴⁰ 594.

— Discours prononcé à la Convention. B. N. Le³⁸ 796-817.

— Le Défenseur de la Constitution. Paris 1792. B. N. Lc² 687.

— Lettres à ses commettants 1792-1793. 2 v. B. N. Lc² 688.

— Discours sur la Constitution. 10 Mai 1793. B. N. Lb⁴⁰ 753 (1).

— Mémoires (inachevés), 2 vol. 1830. B. N. La³³ 94.

(1) Ce discours a paru dans la *Réimpression du Moniteur*, t. XVI, p. 358. Cependant, à cette version, nous avons préféré celle d'un opuscule, sans nul doute corrigé et complété par Robespierre, qui avait l'habitude des orateurs du temps de ne livrer à la publicité que les discours revus et corrigés. A la suite de ce discours dans cet opuscule se trouvent un certain nombre d'articles qui formaient un projet de constitution rédigé par Robespierre ; nous y avons fait quelques emprunts.

BIBLIOGRAPHIE

- A. AULARD. — Histoire politique de la Révolution française.
A. Colin. Paris 1901. — La Société des Jacobins.
6 vol. in-4°.
- AULARD (Réd.-gér.). — Revue de la Révolution française.
- BOUCARD ET JÈZE. — Eléments de la Science des Finances. 2°
Ed. Giard. Paris 1902.
- J. BRYCE. — La république américaine, 2 vol.
- L. DUGUIT. — L'Etat, le droit objectif et la loi positive. Paris,
Fontemoing 1901.
- L. DUGUIT et H. MONNIER. — Les Constitutions et les principales lois politiques de la France depuis 1789. Paris.
Pichon 1898.
- A. ESMEIN. — Eléments de Droit Constitutionnel. 3° éd. Larose,
Paris 1903.
- E. et J. DE GONCOURT. — Histoire de la Société française pendant la Révolution. Paris. Charpentier 1901 — Histoire de la Société française pendant le Directoire. Paris. Charpentier.
- W. GUERRIER. — L'abbé de Mably, moraliste et politique. Paris 1886. B. N. Ln²⁷ 36420

- CH. D'HÉRICAULT. — La révolution de Thermidor. Paris. Didier 1876.
- E. LAVISSE. — Histoire de France, depuis les origines jusqu'à la Révolution. Paris. Hachette, 1904-1905-1906.
- Abbé DE MABLY. — Des Droits et des Devoirs du citoyen.
- H. MICHEL. — L'idée de l'Etat.
- J. MICHELET. — H. de la Révolution française. Paris. Rouff 1900.
- A. MIGNET. — H. de la Révolution française. Paris. F. Didot, 2 vol. 4^e éd. 1828.
- MONTESQUIEU. — De l'Esprit des Lois. Genève. Barrillot et fils.
- TH. RAYNAL. — H. philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes. 5 vol. in-4^e. P. Angrand.
- J.-J. ROUSSEAU. — Du Contrat Social. Genève 1791.
- H. TAINE. — Les origines de la France contemporaine. 23^e éd. Paris. Hachette 1900.
- SAINT-THOMAS. — Somme théologique. Paris. E. Belin 1856.
- A. SOREL. — L'Europe et la Révolution française.
-

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	5
--------------------------	----------

CHAPITRE PREMIER

De la formation intellectuelle de Robespierre

Influence de Montesquieu, de Rousseau, de Mably, de la Constitution américaine, de l'esprit classique.....	8
---	---

CHAPITRE II

Origine du pouvoir. — Du principe de la souveraineté nationale

La souveraineté est inaliénable. — La souveraineté est divisible et imprescriptible. — Le peuple est-il infaillible?.....	35
---	----

CHAPITRE III

Étendue du principe de la souveraineté. — Des droits individuels

De l'égalité, de la liberté individuelle, de réunion, de la presse. — Du droit de propriété, du socialisme de Robespierre, du droit de pétition, de la résis- tance à l'oppression. Idées de l'abbé Raynal.....	47
--	----

CHAPITRE IV

Des droits politiques

Nature de l'électorat ; théorie des constituants. — Du suffrage universel, du suffrage censitaire — De la forme de gouvernement. — Robespierre a-t-il toujours été républicain?.....	87
--	----

CHAPITRE V

De l'individualisme de Robespierre

Est-il négatif? — Du droit à l'assistance par les secours, par le travail. — Du droit à l'instruction. — De l'instruction obligatoire.	117
---	-----

CHAPITRE VI

De la notion de la représentation politique

Du gouvernement direct. — Du gouvernement représentatif. — Nature de ces gouvernements.....	129
---	-----

CHAPITRE VII

Du pouvoir constituant

Du titulaire de ce pouvoir, de son exercice. — Des lois rigides, - Du referendum.....	139
---	-----

CHAPITRE VIII

De la puissance législative

De l'unité ou de la dualité d'assemblée. — Du mode de recrutement des députés. — De la responsabilité et du contrôle des députés, de leur inviolabilité. — Du mandat impératif	152
--	-----

CHAPITRE IX

Du pouvoir législatif

De l'importance de ce pouvoir. — Raisons de sa quasi- omnipotence. — Du droit de paix et de guerre. — Du contrôle judiciaire.....	167
---	-----

CHAPITRE X

Des attributions législatives

Qu'est-ce que la loi? — Point de vue matériel. — Point de vue formel. — Élaboration de la loi.....	173
---	-----

CHAPITRE XI

Attributions administratives

De l'impôt. — Sa nature. — Son vote. — Sa répartition. — Idées de l'abbé Raynal. — De l'impôt progressif.	180
--	-----

CHAPITRE XII

Du pouvoir exécutif

De l'évolution de la forme du pouvoir exécutif. — Le gou- vernement révolutionnaire; les comités d'exécu- tion — De l'influence des philosophes. — De l'ori- gine du pouvoir exécutif; ses attributions	191
Conclusions.....	210
Sources.....	221
Bibliographie.....	223
